

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Personne publique : LE CHU DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON

CENTRE ADMINISTRATIF ANDRE BENECH
191, avenue Doyen Gaston GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

AFFAIRE N°25A0004

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Etabli en application de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret N°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique

**OBJET : ACCORD-CADRE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE GROUPEMENT
HOSPITALIER DE TERRITOIRE EST HERAULT SUD AVEYRON**

Accord-cadre prévu aux articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-12 du code la commande publique

Selon la procédure avec négociation en application des articles L.2124-2 R. 2131-16 à R.2131-18, R.2161-12 à R.2161-20 du **code la commande publique**

SOMMAIRE

TITRE PREMIER - CLAUSES RELATIVES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
Article 1 - Objet de l'Accord-Cadre.....	7
Article 2 - Forme et durée de l'Accord-Cadre.....	8
2-1-Durée de l'Accord-Cadre :.....	8
2-2-Forme de l'Accord-Cadre :	8
2-3 Lots.....	9
2-4 Tranches.....	9
2-5 Phases.....	9
Article 3 - Forme et durée des marchés subséquents à l'Accord-Cadre.....	9
Article 4 - Portail d'approvisionnement électronique.....	9
Article 5 - Pièces contractuelles de l'Accord-Cadre et des Marchés Subséquents.....	9
Article 6 – Prix de l'accord-cadre	11
6-1 Caractéristiques des prix pratiqués	11
6-2 Variations des prix	12
Article 7 – Pénalités	13
7-1 En cas d'absence d'offre aux marchés subséquents.....	13
7-2 En cas d'offre inacceptable	14
Article 8 – Résiliation de l'Accord-Cadre	14
8-1 Résiliation	14
8-2 Résiliation pour défaut de réponse aux remises en concurrence.....	15
Article 9 – Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire.....	15
Article 10 – Obligations du titulaire	15
10-1 Respect de la législation sociale.....	15
10-2 Respect de la réglementation générale de protection des données (RGPD).....	16
10-3 Modifications des données administratives (Clause de réexamen) :	16
10-4 Discretion et confidentialité	16
10-5 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier.....	17
Article 11 – Réexamen de l'accord-cadre	17
11-1 Intégration de nouveaux membres GHT	17
11-2 Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public	17
11-3 Evolutions du périmètre du marché public.....	17
11-4 Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande).....	17
11-5 Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen).....	17
11-6 Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations	18
11-7 Réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre	18
Article 12 – Dématérialisation de l'exécution de l'accord-cadre.....	18
Article 13 – Prolongation du délai de l'accord-cadre.....	19
TITRE 2 - CLAUSES RELATIVES AUX MODALITES D'ATTRIBUTION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	20
CHAPITRE 1 - MODALITES DE PASSATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	21
Article 1 – Modalités d'attribution des marchés subséquents à l'accord- cadre	21
Article 2- Sous-Traitance et Cotraitance	24

Article 3 – Respect des principes de la République (laïcité et neutralité)	25
Article 4 – Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)	26
Article 5 – Règlementation particulière	27
Article 6 – Délais d'exécution	27
Article 7 – Clauses techniques	27
Article 8- Termes non couverts par l'accord-cadre	27
CHAPITRE 2 - MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	28
Article 1- Communication entre les parties	28
1.1 – Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage	28
1.2 – Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service	28
Article 2- Obligations en matière de développement durable.....	29
Article 3 - Forfait de rémunération	30
3-1-Modalités de fixation du forfait de rémunération (clause de réexamen)	30
3-2-Dispositions diverses	31
Article 4 - Prix	31
4.1 Contenu des prix	31
4-2-Forme du prix	31
4-3-Mois d'établissement du prix du marché	31
4-4-Choix de l'index de référence	31
4-5-Prix ferme actualisable	31
4-6-Modalités de révision des prix (clause de réexamen)	31
Article 5 - Règlement des comptes du maître d'œuvre	34
5-1-Avances	34
5-2-Acomptes	35
5-3-Solde.....	40
5-4- Délais de paiement	42
5-5 Intérêts moratoires	42
5-6-Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement	42
5-7- Adresse et méthode de facturation	43
Article 6 - Délais-Pénalités	45
6-1-Etablissement des documents d'étude – délais – pénalités	45
6.2 Pénalités relatives à la sous-traitance	51
6-3- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers.....	51
6.4 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable	52
6.5. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :	52
6.6. Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier	52
Article 7- Admission des documents d'études	52
7-1-Présentation des documents	52
7-2-Nombre d'exemplaires	52
7-3-Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage	53
7-4- Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage.....	53
Article 8 - Phase Travaux	53
8-1-Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs	54
8-2-Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	54
8-3 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception	55
8-4-Instruction des mémoires de réclamation et des demandes d'indemnisation	55
8-5 Bilan.....	55
8-6 Organisation des réunions de chantier.....	56

8-7 Visites du chantier	56
Article 9 - Coût prévisionnel des travaux et engagement du maître d'œuvre (Clause de réexamen)	57
9-1 Définition du coût prévisionnel des travaux	57
9-2 Engagement du Maître d'œuvre	57
9-3 Modifications du projet ou du coût en phase études (clause de réexamen)	57
9-4 Incidence du résultat des négociations des marchés de travaux sur le forfait de maîtrise d'œuvre (clause de réexamen)	59
Article 10 - Conditions économiques d'établissement	59
Article 11 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	59
Article 12 - Seuil de tolérance	59
CHAPITRE 6 – EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	60
Article 13 - Montant des offres des travaux – Contrôle du respect du seuil de tolérance (clause de réexamen)	60
13.1 Coût des offres des travaux retenues (COT)	60
13.2 Engagement du maître d'œuvre	60
13.3 Dispositions applicables en cas de dépassement du seuil de tolérance (clause de réexamen)	60
13.4 Modifications du projet ou du coût en phase travaux (clause de réexamen)	61
Article 14 - Conditions économiques d'établissement	62
Article 15 - Tolérance sur le coût des offres de travaux réajusté	62
Article 16 - Seuil de tolérance sur le coût des offres de travaux réajusté	62
Article 17 - Comparaison entre réalité et tolérance	63
Article 18 - Prime de performance (clause de réexamen)	63
Article 19 - Pénalité pour dépassement du seuil de tolérance	63
Article 20 - Mesures conservatoires	63
Article 21 - Ordres de service	63
Article 22 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	65
22.1 Principes généraux	65
22.2 Autorité du coordonnateur S.P.S.	65
22.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.	65
Article 23 - Suivi de l'exécution des travaux	66
Article 24 – Connaissances antérieures / droits de propriété intellectuelle	67
Article 25 - Arrêt de l'exécution des prestations (clause de réexamen)	67
Article 26 – Suspension de l'exécution des prestations	67
Article 27 - Achèvement de la mission	67
Article 28 - Prolongation de la mission	67
CHAPITRE 7 – RESILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES	69
Article 29 - Résiliation du marché	69
29-1 Résiliation	69
29-2 Exécution par défaut	70
Article 30 – Imprévision et circonstances imprévisibles	70
30.1 Obligation d'information	70
30.2 Modalités de poursuite du marché	71
30.3 La suspension du marché	71
30.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché	72
30.5 Prolongation du marché	72

Article 31 – Réglementation générale de protection des données (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHE TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNEES PERSONNELLES)	72
Article 32- Litiges et Différends	73
32.1 Différends	73
32.2 Attribution de compétence	73
Article 33 - Clauses diverses	73
33.1 Obligations du maître d'œuvre	73
33.2 Conduite des prestations dans un groupement	75
33.3 Assurances	75
33.4 Sauvegarde, Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire	76
33.5 Conflit d'intérêt	77
Article 34 – Dématérialisation de l'exécution des marchés	77
Article 35 - Dérogations aux CCAG	77
ANNEXE 1 - ELEMENTS DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	79
PARTIE I - MISSION DE BASE	79
ETUDES D'ESQUISSE	79
ETUDES D'AVANT-PROJET	79
ETUDES DE PROJET	83
DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	87
ASSISTANCE POUR LA PASSATION DU OU DES CONTRATS DE TRAVAUX	89
ETUDES D'EXE ET DE SYNTHESE	91
DIRECTION DE L'EXECUTION	91
ASSISTANCE APPORTEE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION	97
PARTIE II - MISSIONS COMPLEMENTAIRES :	99
LES ETUDES DE DIAGNOSTIC	99
LA MISSION ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION (OPC)	100
LA COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE	103
LES ETUDES TECHNIQUES SPECIFIQUES LIEES A LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE	105
MISSION DE GESTION DE L'INTERFACE EQUIPEMENTS- BATIMENT	106
MISSION SIGNALÉTIQUE	109
MISSION AVANT- METRES	109
MISSION DE SYNTHESE	109
MISSION D'ASSISTANCE RESPONSABILITE DU PROJET	113
MISSION MAQUETTE NUMERIQUE (BIM)	116



TITRE PREMIER - CLAUSES RELATIVES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE



Article 1 - Objet de l'Accord-Cadre

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-Bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- CH de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, la gestion de la sous-traitance...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

ACCORD-CADRE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE EST HERAULT SUD AVEYRON

Le présent accord-cadre a pour objet de sélectionner les prestataires qui pourront soumissionner aux marchés de maîtrise d'œuvre passés par l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Le périmètre d'intervention concerne l'ensemble du GHT EHSA pour des missions de maîtrise d'œuvre en **renovation, réhabilitation, restructuration, construction neuve, démolition, VRD et mise aux normes de bâtiments**

Hors :

- Opérations nécessitant un concours de maîtrise d'œuvre
- Opérations dont la consultation de maîtrise d'œuvre exige un rendu de prestation au stade de l'offre entraînant le versement d'une prime
- Opérations techniques nécessitant une expertise/compétence particulière (ex: réfection d'installations techniques complexes type poste électrique, centrale de secours, ascenseur, ITE, photovoltaïques ...).

Le périmètre des missions de maîtrise d'œuvre de l'accord-cadre (Livre IV Titre III du code de la commande publique) est:

- La mission de base de maîtrise d'œuvre (ESQ*/ APS/ APD/ PRO/ DCE/ ACT/ EXE/VISA/ DET/ AOR)
- Les missions complémentaires suivantes :
 - o Mission de Diagnostic de maîtrise d'œuvre (seule ou en complément de la mission de base)
 - o Mission Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)
 - o Mission Coordination Système Sécurité Incendie (CSSI)
 - o Mission Etudes techniques spécifiques liées à la qualité environnementale
 - o Mission Gestion de l'interface équipements bâtiments
 - o Mission Signalétique
 - o Mission Avant-Métrés
 - o Mission Synthèse
 - o Mission Assistance à responsabilité du projet (en application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement)
 - o Mission BIM

*ESQ : uniquement en bâtiment neuf

Chaque consultation (marché subséquent) fixera le contenu de la mission de maîtrise d'œuvre.

Article 2 - Forme et durée de l'Accord-Cadre

2-1-Durée de l'Accord-Cadre :

Clause de réexamen :

Le présent accord-cadre sera conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa notification (il sera pris en compte la date de notification la plus tardive parmi les attributaires).

Il pourra être reconduit de manière tacite par l'acheteur pour une période de 2 années dans la limite totale de 4 ans période ferme comprise.

En cas de non-reconduction, le titulaire du marché sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

2-2-Forme de l'Accord-Cadre :

Le présent accord-cadre est un accord-cadre multi attributaire, avec montant maximum (cf. article 2.3), passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

2-3 Lots

L'accord-cadre est à lot unique.

Le présent accord-cadre concerne les études de maîtrise d'œuvre conformément au livre IV du code de commande publique relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée. La mission de maîtrise d'œuvre étant insécable, la prestation ne peut pas être allotie.

Par ailleurs, il est cohérent tant sur le plan technique, que financier et qu'architectural, que l'ensemble des études et du suivi de chantier soit réalisé par un seul et même titulaire.

Le montant maximum de l'Accord-cadre pour sa durée totale est de 8 000 000 M€ HT.

2-4 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches pour l'accord-cadre.

2-5 Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases pour l'accord-cadre.

Article 3 - Forme et durée des marchés subséquents à l'Accord-Cadre

La passation des marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date de passation et une durée d'exécution telles que l'exécution des marchés se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les marchés subséquents pourront être ordinaires ou à tranches optionnelles.

Les délais d'exécution des marchés subséquents seront précisés lors de la remise en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents.

Les marchés subséquents pourront faire l'objet de variantes imposées par le pouvoir adjudicateur, celles-ci ne pourront porter que sur des prestations entrant dans le périmètre du présent accord-cadre et seront à chiffrer obligatoirement.

Les marchés subséquents pourront faire l'objet d'ouverture à variante à l'initiative des candidats, la lettre de consultation le précisera.

Article 4 - Portail d'approvisionnement électronique

Sans objet.

Article 5 - Pièces contractuelles de l'Accord-Cadre et des Marchés Subséquents

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre et des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE:



- L'Acte d'Engagement et ses annexes « Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT » et "Décision du pouvoir adjudicateur" ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes :
 - Annexe 1 - Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre (annexe CCAP)
 - Annexe 2- Les obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers
 - Annexe 3 - La convention interchange relative à l'utilisation de la plateforme E-Project
 - Annexe 4 - La liste adresses des établissements du GHT
 - Annexe 5 - Développement durable
 - Annexe 6 - Recommandations du CLIN
- Les Actes d'Engagement des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre et leurs annexes,
- Les Cahiers de Clauses Particulières des marchés subséquents et leurs annexes complétant l'accord-cadre,
- Les PTD et l'ensemble des procédures internes « travaux » du CHU,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021),
- Le règlement intérieur du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- Les Actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché subséquent,
- Le Programme de l'opération et ses annexes (des marchés subséquents), ou tout autre document descriptif des prestations à réaliser
- Les cadres des échanges de L'Accord-Cadre et des Marchés Subséquents
- L'Offre technique du titulaire (mémoire technique, note méthodologique, cadre de réponses plans, CV, échantillons ...) de l'accord-cadre et des marchés subséquents. Toutes les données demandées doivent présenter un caractère strictement professionnel
- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG MOE, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

NOTA: Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité.

Article 6 – Prix de l'accord-cadre

6-1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution de la prestation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

L'accord-cadre est traité selon un taux de rémunération appliqué au montant prévisionnel des travaux pour la mission de base de maîtrise d'œuvre et à prix unitaire (journalier) pour les missions complémentaires.

L'acte d'engagement fixe des taux de rémunération plafonds par tranche de montant de travaux. Ces taux s'appliquent aux opérations dont le coefficient de complexité est de 1.

Pour chaque marché subséquent de l'accord-cadre, un coefficient de complexité sera fixé par le maître d'ouvrage.

Il y aura 3 coefficients de complexité applicables :

- 1 (celui fixé dans l'acte d'engagement selon chaque tranche de montant de l'opération)
- 1,25
- 1,5

Le coefficient de complexité sera fixé par le maître d'ouvrage en fonction des particularités du projet. Plus le projet sera complexe, plus le coefficient sera élevé.

Si le coefficient fixé dans le marché subséquent est supérieur à 1, le titulaire de l'accord-cadre pourra augmenter son taux de rémunération plafond fixé dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre en y appliquant le coefficient de complexité qui deviendra alors le taux de rémunération plafond.

L'accord-cadre est traité à prix unitaire journalier pour les missions suivantes :

- Mission de Diagnostic de maîtrise d'œuvre (seule ou en complément de la mission de base)
- Mission Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)
- Mission Coordination Système Sécurité Incendie (CSSI)
- Mission Etudes techniques spécifiques liées à la qualité environnementale
- Mission Gestion de l'interface équipements bâtiments
- Mission Signalétique
- Mission Avant-Métrés
- Mission Synthèse
- Mission Assistance à responsabilité du projet (en application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement) *
- Mission BIM

L'acte d'engagement fixe les prix unitaires journaliers plafonds pour chaque mission.

* Dans le cas où s'appliqueront les articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, l'assistant responsable du projet sera le maître d'œuvre.

6-2 Variations des prix

L'accord-cadre est conclu à prix révisables (clause de réexamen)

Prix révisés par formule paramétrique :

Les prix unitaires plafonds **sont révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre** (date de notification) à l'initiative des titulaires de l'accord-cadre.

Les candidats sont informés que les prix unitaires proposés dans l'offre initiale (acte d'engagement de l'accord-cadre) seront considérés comme " prix unitaires référentiels" et constitueront les prix unitaires maximum sur lesquels ils s'engagent; en effet, les offres proposées dans le cadre des marchés subséquents devront être économiquement au moins aussi avantageuses que l'offre initiale (offre de l'accord-cadre).

Ces prix unitaires pourront être révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification) selon la formule suivante :

$$T_2 = T_0 \times (I_2/I_0)$$

Dans laquelle T₂ est le prix unitaire révisé, T₀ le prix unitaire référentiel de l'offre de l'accord-cadre, I₀ et I₂ les valeurs prises respectivement au mois M₀ (mois de la date de remise des offres de l'accord-cadre) et au mois d'ajustement M₂ (dernier indice connu au mois anniversaire de notification de l'accord-cadre) de l'indice de référence de l'accord-cadre (indice "ING" Ingénierie).
[Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 | Insee](#)

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à notifier à l'administration contractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux « prix unitaires référentiels », révisés comme indiqué ci-dessus, au plus tard 1 mois avant la date effective de la révision (date anniversaire de notification de l'accord-cadre). L'acheteur accepte cette révision par une lettre d'acceptation.

Les « prix unitaires référentiels » révisés ne pourront s'appliquer qu'aux consultations lancées après la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le calcul du coefficient de révision de prix est effectué avec trois décimales arrondies au millième supérieur.

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

- * si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- * si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

En cas d'arrêt d'une série chronologique d'indices

3cas

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t : $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public

Article 7 – Pénalités

Tout candidat référencé et titulaire du présent accord-cadre est tenu de répondre aux sollicitations périodiques du CHU et de présenter une offre dans les conditions prévues dans la lettre de consultation qui lui sera remise à cet effet. Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à faire des offres régulières, acceptables et appropriées.

Les titulaires de l'accord-cadre ne pourront en aucun cas, lors de la remise en concurrence pour l'obtention des marchés subséquents, présenter une offre supérieure (taux de rémunération, coûts journaliers) à celle présentée et référencée dans l'accord-cadre (*). L'offre sera jugée irrégulière.

(*) Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire ne respectant pas ses taux et prix plafonds de régulariser son offre en lui demandant de se conformer aux taux et prix plafonds stipulés à son acte d'engagement de l'accord cadre.

7-1 En cas d'absence d'offre aux marchés subséquents

En cas de défaut de réponse de la part d'un candidat référencé à l'accord-cadre, ce dernier devra motiver par écrit sa non réponse au pouvoir adjudicateur intéressé. Dans le cas où le pouvoir

adjudicateur considère la motivation écrite non acceptable, celui-ci se verra appliquer une pénalité de 150 € sans mise en demeure préalable.

Un candidat qui ne répondra pas à 2 remises en concurrence ou qui remettra 2 offres irrégulières (même non consécutives), sera sanctionné par une pénalité s'élevant à 300 € suite à 2 incidents de ce type, sans mise en demeure préalable.

Au-delà, et à chaque remise en concurrence pour un même pouvoir adjudicateur, il sera fait application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité de 500 € par défaut de réponse ou de réponse irrégulière ou inappropriée.

7-2 En cas d'offre inacceptable

Après deux mises en concurrence sur des marchés subséquents distincts n'ayant donné lieu qu'à la présentation d'offres supérieures de 10% au prix moyen du marché économique, le CHU sera, pour le nouvel achat, délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficient les titulaires de l'accord-cadre. Le CHU pourra alors procéder à cet achat en recourant à une mise en concurrence en dehors de l'accord-cadre.

En cas d'absence répétée d'offres raisonnables, l'accord-cadre pourra être résilié à l'égard du ou des titulaires fautifs.

Article 8 – Résiliation de l'Accord-Cadre

8-1 Résiliation

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre en application des dispositions des articles 27 à 32 CCAG MOE.

L'accord-cadre doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation de l'accord-cadre à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 30 u CCAG MOE ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, l'accord-cadre pour tout motif justifié, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes...)

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est

dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, le pouvoir adjudicateur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

8-2 Résiliation pour défaut de réponse aux remises en concurrence

En cas de défaut de réponse de la part d'un candidat à plus de trois remises en concurrence, en plus de l'application des pénalités, l'accord-cadre sera susceptible d'être résilié vis à vis du titulaire fautif.

Article 9 – Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée vis-à-vis du titulaire en redressement judiciaire.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée vis-à-vis du titulaire en liquidation judiciaire.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 10 – Obligations du titulaire

10-1 Respect de la législation sociale

Conformément à l'article R 2143-8 du Code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8452-5. Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

Si le titulaire a recours à des travailleurs détachés, il doit se conformer aux dispositions de l'annexe au CCAP « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers ».

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

10.2 Respect de la réglementation générale de protection des données (RGPD)

Par dérogation aux articles 5.2.2 et 5.2.3 du CCAG MOE le traitement des données à caractère personnel fera l'objet d'un contrat que le responsable de traitement (l'acheteur) et le sous-traitant (le titulaire) s'engagent à conclure dans les 15 jours suivant la notification du marché.

En cas de manquements à ces obligations, y compris l'absence de signature du contrat de traitement de données, le marché sera résilié pour faute, aux torts exclusifs du titulaire.

10-3 Modifications des données administratives (Clause de réexamen) :

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Gestion des Marchés Travaux
1 place Jean Baumel
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5

Et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué à l'accord-cadre et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si le pouvoir adjudicateur l'autorise, il modifiera l'accord-cadre.

10-4 Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG MOE, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

10-5 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

Article 11 – Réexamen de l'accord-cadre

11-1 Intégration de nouveaux membres GHT

En cours d'exécution, le nombre d'établissements prévus au marché peut évoluer, par voie de modification du marché public, par l'adhésion d'établissements qui intégreraient le GHT postérieurement à la notification du marché.

11-2 Modification de références, du conditionnement, de consommables et produits objets du marché public

Sans objet.

11-3 Evolutions du périmètre du marché public

L'accord-cadre porte sur l'ensemble du patrimoine immobilier du GHT EHSA incluant le patrimoine immobilier futur non connu au jour de la notification de l'accord-cadre (ex : suite à : achats/ acquisition de terrains/bâtiments, nouvelle construction pendant la durée de l'accord cadre).

11-4 Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Sans objet.

11-5 Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

- Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,
- Cas de décès d'un cotraitant,

- Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,
- Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

- Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception,
- L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit,
- Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités.

L'acheteur se prononce dans les 21 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

11-6 Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations

Sans objet.

11-7 Réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre

Le montant maximum du marché est fixé à l'article 2.3 du présent document.

Ce montant a été fixé sur la base d'activités prévisionnelles pour la durée du marché.

Néanmoins, si, l'activité réelle est supérieure à ce qui a été anticipé, l'acheteur pourra réévaluer ce montant.

Ainsi, si avant la fin de la 3^{ème} année de l'accord-cadre, les activités réelles venaient à atteindre 85% du montant maximum, l'acheteur pourra l'augmenter, dans la limite de 20 % par rapport au montant maximum initial.

La réévaluation du montant maximum de l'accord-cadre fera l'objet d'une décision unilatérale de l'acheteur qui en informera les titulaires par courrier.

Article 12 – Dématérialisation de l'exécution de l'accord-cadre

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date

de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 13 – Prolongation du délai de l'accord-cadre

Si le présent Accord-cadre arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article [L. 2125-1](#) du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.



TITRE 2 - CLAUSES RELATIVES AUX MODALITES D'ATTRIBUTION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS



CHAPITRE 1 - MODALITES DE PASSATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Article 1 – Modalités d'attribution des marchés subséquents à l'accord- cadre

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

La pondération sera fixée à chaque consultation. Elle sera précisée dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent, et sur la base des critères pondérés suivants :

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
Critère 1	Note méthodologique du projet	40-50	Une note globale sera obtenue en additionnant les notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère ci-dessous. Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.
Sous-critère 1	Méthodologie dédiée, contraintes et particularités du projet Le candidat détaillera dans sa note la méthodologie adaptée pour la mission ainsi que les contraintes liées au projet.	70% à 90%	Pour chaque sous-critère, le candidat obtiendra une note à partir du barème suivant : 1- Insuffisant 2- Peu satisfaisant 3- Acceptable 4- Satisfaisant 5- Très satisfaisant.
Sous-critère 2	Cohérence des temps passés pour la mission Le candidat fournira un planning détaillé de sa mission et justifiera ses temps et les éventuelles optimisations apportées	10% à 30 %	Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (5). Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du sous-critère.
Critère 2	Prix	40-50	Une note globale sera obtenue en additionnant les notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère ci-dessous. Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.
Sous-critère 1	Coût de la mission de base	60% à 80 %	Mode de calcul basé sur le montant HT de la mission de base : $\text{Note} = \frac{\text{Prix HT le plus bas}}{\text{Prix HT proposé par le candidat}}$ Cette note sera affectée du coefficient de pondération du sous-critère.

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
Sous-critère 2	Coût des missions complémentaires	20% à 40%	<p>Mode de calcul basé sur le montant HT de l'ensemble des missions complémentaires :</p> <p>Note = $\frac{\text{Prix HT le plus bas}}{\text{Prix proposé par le candidat}}$</p> <p>Cette note sera affectée du coefficient de pondération du sous-critère.</p>
Critère 3	Démarche environnementale et aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale	10	Une note globale sera obtenue en additionnant les notes pondérées obtenues pour chaque sous-critère ci-dessous. Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.
Sous-critère 1	Pertinence des propositions de prise en compte du développement durable dans l'opération de travaux	90%	<p>Le candidat obtiendra une note à partir du barème suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Insuffisant 2- Peu satisfaisant 3- Acceptable 4- Satisfaisant 5- Très satisfaisant. <p>Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (5). Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du sous-critère.</p>
Sous-critère 2	Aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale : proposition d'un nombre d'heures d'insertion sociale	10%	<p>La démarche d'insertion sociale sera appréciée en fonction du nombre d'heures d'insertion proposé par le candidat et indiqué dans l'acte d'engagement :</p> <p>Note = $\frac{\text{Nombre d'heures proposées par le candidat}}{\text{Nombre d'heures le plus haut constaté}}$</p> <p>Cette note sera affectée du coefficient de pondération du sous-critère.</p> <p>Un nombre d'heures non renseigné par le candidat sera considéré comme égal à 0. Si tous les candidats ne proposent pas d'heures d'insertion, ils se verront attribuer la note de 0 à ce sous-critère.</p>
NOTE FINALE		Sur 100	<p>La note finale est obtenue en sommant les notes globales pondérées obtenues pour chaque critère. Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale.</p> <p>Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.</p>

Lors de chaque remise en concurrence en vue de l'attribution du ou des marchés subséquents, le présent CCAP sera susceptible d'être complété ou modifié sans que soient substantiellement remis en cause son objet et ses conditions essentielles d'exécutions.

Il sera remis, lors de chaque remise en concurrence, à tous les candidats référencés, un cahier des clauses particulières (CCP) complétant les présentes dispositions et celles du Programme Technique des besoins. Les titulaires de l'accord-cadre devront alors déposer une offre en vue de l'attribution

du ou des marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre, dans le respect des exigences prévues dans l'ensemble de ces pièces.

Le candidat référencé ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, sera soumis pour l'exécution des prestations qui lui seront confiées, aux dispositions qui suivent, sous réserve des modifications mineures et suppléments d'informations qui seront apportés par le CCP.

Pour rappel, les taux de rémunération (mission de base) et prix unitaires (missions complémentaires) fixés dans les offres initiales des titulaires de l'accord cadre (acte d'engagement de l'accord-cadre) sont considérés comme "taux et prix unitaires référentiels" et constitueront les taux et prix unitaires plafonds sur lesquels ils s'engagent.

Pour chaque marché subséquent de l'accord cadre, un coefficient de complexité sera fixé par le maître d'ouvrage. La plage du coefficient de complexité ira de 1 à 1,5. Il y aura 3 coefficients de complexité applicables : 1 (celui fixé dans l'acte d'engagement selon chaque tranche de montant de l'opération) - 1,25 - et 1,5.

Le coefficient de complexité sera fixé par le maître d'ouvrage en fonction des particularités du projet. Plus le projet sera complexe, plus le coefficient sera élevé.

Si le coefficient fixé dans le marché subséquent est supérieur à 1, le titulaire de l'accord-cadre pourra augmenter son taux de rémunération plafond fixé dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre en y appliquant le coefficient de complexité qui deviendra alors le taux de rémunération plafond.

Pour chaque consultation, la décomposition du prix global et forfaitaire fera ressortir obligatoirement le taux et/ou prix unitaires « référentiels » qui devront être identiques ou inférieurs aux prix plafonds figurant dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre (éventuellement révisés dans les conditions prévues à l'article 6.2 TITRE 1 du présent CCAP et/ou en application du coefficient de complexité), sous peine de rejet de l'offre.

L'acheteur engagera des négociations avec les candidats qui auront remis une offre dans les délais impartis (y compris une offre irrégulière ou inacceptable) à l'issue d'une ou plusieurs phases de négociations.

En tant que procédure avec négociation, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas engager de négociations.

La négociation portera sur tout objet utile à l'acheteur, sans pouvoir modifier les exigences minimales du marché public.

Les candidats sont informés que la négociation peut être menée sous forme d'entretiens ou via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

- En cas de négociation menée sous forme d'entretiens avec les candidats :

Les candidats seront informés de la date, de l'heure et du lieu des entretiens par écrit (courrier adressé via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Chaque candidat sera représenté par 3 personnes au plus dont une personne habilitée à engager la société.

Les dates et heures limites de remise des offres modifiées suite à négociation seront confirmées par écrit de l'acheteur via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis sur ce même support.
Les nouvelles offres seront alors analysées en application des critères d'analyse des offres des marchés subséquents.

- **En cas de négociation menée via la plate-forme :**

Les dates et heures limites de remise des nouvelles offres suite à négociation seront confirmées par écrit de l'acheteur via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidats devront renvoyer leur offre dans les délais impartis sur ce même support.

Les nouvelles offres seront alors analysées en application des critères d'analyse des offres des marchés subséquents.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que l'offre finale devra impérativement être remise sous format électronique via la plateforme avec une signature électronique.

Aucune offre finale ne pourra être transmise par mail sous peine d'irrégularité de l'offre.

Il est précisé aux candidats que l'absence de nouvelle offre suite à la négociation conduira l'acheteur à prendre en considération la première offre déposée.

Article 2- Sous-Traitance et Cotraitance

2.1 Sous-traitance des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG MOE, l'acheteur notifiera l'acte spécial au seul titulaire du marché.

Le titulaire d'un marché public de services est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre H relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

2.2 Cotraitance

Les groupements d'entreprises référencés à l'accord-cadre ne pourront, sauf cas de défaillance d'un des membres acceptés par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions de l'article 11.5 du Titre I du présent CCAP, modifier leur composition ou leur forme lors des remises en concurrence.

Article 3 – Respect des principes de la République (laïcité et neutralité)

3.1 Respect des principes par le titulaire

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service et de l'Etablissement ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Au démarrage du marché, Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

3.2 Respect des principes par les sous-traitants

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur à sa demande chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

3.3 Modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité et mise en place de mesures palliatives

Le titulaire informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance.

3.4 Suivi des mesures préventives

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat. Ce suivi prend notamment la forme :

- de comptes rendus annuels du titulaire listant les actions préventives et correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité qui ont été mises en place dans l'année (indicateurs ayant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés dans l'année, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.) ;
- de rapports établis par le titulaire et transmis à l'acheteur à chaque manquement au principe. Ces derniers devront mettre en avant le manquement et la mesure corrective mise en place
- Le cas échéant, de réunions organisées entre l'acheteur et le titulaire, qui peuvent avoir pour objet de définir de mesures préventives ou correctives et/ou les modalités de suivi de ces mesures ;
- d'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'acheteur.

Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par l'acheteur qui est destinataire de ces documents.

Le titulaire lui adresse également toute question relative à l'application de ces principes

Article 4 – Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

4.1 Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 27 du CCAG MOE.

4.2 Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique, financier

et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1^o et R. 2194-1 du Code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

Article 5 – Règlementation particulière

Dans le cas où s'appliqueront les articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, l'assistant responsable du projet sera le maître d'œuvre.

Article 6 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront précisés lors de la remise en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents.

Article 7 – Clauses techniques

Les dispositions techniques figurent au programme et ses annexes de chaque marché subséquent.

Article 8- Termes non couverts par l'accord-cadre

Tous les termes relatifs aux modalités d'exécution des marchés subséquents non couverts par le présent accord-cadre, seront précisés dans le dossier de consultation qui sera remis lors de la remise en concurrence préalable à l'attribution des marchés subséquents.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

CHAPITRE 2 - MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Préambule :

Dématérialisation de l'exécution des marchés subséquents

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications (avenants). Dès la notification du marché subséquent, le titulaire devra lister l'ensemble des documents nécessaires à sa prestation de manière exhaustive ainsi que les relevés (*) nécessaires (géomètre, géotechnique, réseaux...). Ceci afin d'éviter les demandes intempestives au fur et à mesure de l'avancement de ses études pouvant rallonger ou interrompre les délais d'exécution de sa mission de maîtrise d'œuvre.

Le maître d'ouvrage n'acceptera pas des rallongements de délais ou des interruptions de prestations pour ce seul motif et appliquera les pénalités prévues à l'accord cadre et au marché subséquent en cas de retard du titulaire.

(*) Le maître d'ouvrage réalisera à ses frais les relevés nécessaires (géomètre, géotechnique, réseaux...) en concertation avec le titulaire.

Article 1- Communication entre les parties

1.1 – Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles ;
- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'exécuter une tranche optionnelle.

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception (remise en main propre, RAR ...).

1.2 – Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- Lorsque l'ordre de service de démarrage de la mission est notifié plus de 6 mois après la notification du marché en application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE ;
- Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de 30 jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE ;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE.

Article 2- Obligations en matière de développement durable

Se reporter à l'annexe « Développement durable ».

CHAPITRE 3 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 3 - Forfait de rémunération

3-1-Modalités de fixation du forfait de rémunération (clause de réexamen)

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement et de la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle (Co) fixée dans l'acte d'engagement.

Au terme de l'évaluation du coût prévisionnel des travaux, le pourcentage prévu pour la rémunération initiale du maître d'œuvre sera renégocié en fonction du nouveau montant du coût prévisionnel des travaux – phase APD (C).

- Dans le cas où (C) est supérieur à Co :

Pour être pris en compte dans la rémunération du maître d'œuvre, ce nouveau montant (C) devra être justifié par tous moyens notamment des modifications de programme demandées par le maître de l'ouvrage, le contrôleur technique ou encore par des prestations supplémentaires indispensables à la réalisation de l'ouvrage dans les « règles de l'art ».

Le maître d'œuvre pourra proposer un nouveau taux de rémunération en fonction des prestations réalisées. Le maître d'ouvrage pourra négocier un taux à la baisse pour que le montant de la rémunération du maître d'œuvre reste inchangé face à l'augmentation du coût prévisionnel des travaux.

Toutefois, si le maître d'œuvre souhaite augmenter ce taux, il devra justifier sa nouvelle proposition par tous moyens permettant de l'évaluer (décomposition du prix, détail des prestations réalisées, temps passé justifié...). Cette proposition servira de base pour la négociation du nouveau taux de rémunération (t').

Selon la proposition faite par le maître d'œuvre, celle-ci pourra être acceptée en l'état par le maître d'ouvrage sans négociations.

- Dans le cas où (C) est inférieur ou égal à Co :

Par principe, le taux de rémunération t restera inchangé ou sera revu à la baisse et deviendra (t').

Toutefois, si le maître d'œuvre souhaite augmenter son taux de rémunération, il devra justifier sa nouvelle proposition de taux par tous moyens permettant de l'évaluer (décomposition du prix, détail des prestations réalisées, temps passé justifié...).

Cette proposition servira de base pour la négociation du nouveau taux de rémunération (t').

Selon la proposition faite par le maître d'œuvre, celle-ci pourra être acceptée en l'état par le maître d'ouvrage sans négociations.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération suite à négociation et du coût prévisionnel des travaux (C) sur lequel s'engage le Maître d'œuvre en phase APD

Cet engagement fait l'objet d'un document écrit et signé adressé au maître de l'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou mail et portant les mentions :

Nom et références de l'opération

Nom du maître d'œuvre ou du représentant de l'équipe de maîtrise d'œuvre

Coût prévisionnel des travaux

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois mo

des études figurant à l'acte d'engagement.

La fixation du forfait définitif fera l'objet d'une modification du marché public.

3-2-Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Article 4 - Prix

4.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation et à la gestion des déchets ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

4-2-Forme du prix

Le marché subséquent est passé à prix global et forfaitaire.

Le prix est révisable suivant les modalités fixées aux articles 4.3 et suivants ci-après.

4-3-Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché subséquent est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 : (m_0 date limite de remise de l'offre) fixé dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

4-4-Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est **l'index ingénierie** (Base 2010 identifiant 001711010) publié sur le site de l'INSEE.

4-5-Prix ferme actualisable

Sans objet.

4-6-Modalités de révision des prix (clause de réexamen)

La révision prévue par l'article 4.2 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché subséquent d'un coefficient (Coeff.) de révision donné par la formule :

$$\text{Coeff.} = 0,15 + 0,85 \text{ Im} / \text{Io}$$

Dans laquelle :

Io est l'index Ingénierie du mois **mo** Etudes (mois de la date limite de remise de l'offre).

Im est l'index Ingénierie du mois **m** (mois de révision) : ce mois **m** est déterminé suivant les éléments ci-dessous :

Les valeurs de l'**index Ingénierie** sont celles qui sont publiées sur le site suivant : [Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 | Insee](#)

4.6.1. Pour les éléments d'étude DIAG OU ESQ, APS, APD, PRO, DCE (y compris DPGF) et ACT

Index du mois au cours duquel l'élément est remis au Maître de l'ouvrage ;

4.6.2 Pour l'élément VISA

Index du mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'art 5.2.4 ci-après est remis au Maître d'ouvrage.

4.6.3 Pour l'élément DET et les missions complémentaires retenues

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément aux articles 5.2.5 ci-après.

4.6.4 Pour l'élément AOR

Pour chacune des quatre parties de l'élément définies à l'art 5.2.6 du présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au Maître d'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la partie 4 du 5.2.6.

4.6.5. Pour la mission OPC

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 5.2.7 ci-après.

4.6.6 Pour la mission SSI

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 5.2.8 ci-après.

4.6.7. Pour la mission SYN et la mission BIM

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 5.2.11 ci-après.

4.6.8 Pour la mission Avant-Métrés

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 5.2.12 ci-après.

4.6.9 Pour la mission Signalétique

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 5.2.10 ci-après.

4.6.10 Pour la mission gestion de l'interface équipements bâtiment

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 5.2.9 ci-après.

4.6.11 Pour la mission assistance à responsabilité du projet (en application des dispositions des articles L 554-1 et s et R 554-1 et s du Code de l'Environnement)

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 5.2.13 ci-après.

4.6.12. Pour la mission Etudes techniques spécifiques liées à la qualité environnementale

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 5.2.14 ci-après.

4.6.13 Coefficients de révision

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le Maître de l'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le Maître de l'ouvrage procède à la révision définitive :

- Dès que les index correspondants sont publiés;
- En fin de marché ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Le calcul du coefficient de révision de prix est effectué avec trois décimales arrondies au millième supérieur.

Les calculs du prix seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

- * si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- * si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations où à leur date de réalisation, si celle-ci est antérieure.

En cas d'arrêt d'une série chronologique d'indices

3cas

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t : $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante :

$C = V_a / V_p$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$C = V_a / V_p$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public

Article 5 - Règlement des comptes du maître d'œuvre

Afin de sécuriser et de fiabiliser la gestion des marchés de travaux, le CHU de Montpellier a décidé la mise en œuvre d'une plate-forme de gestion financière des marchés, plate-forme collaborative de gestion de projets de constructions avec un module de Gestion électronique des documents et de gestion financière des marchés.

Le système retenu est le système « E-Project » de la Sté « FORMI-SA » comprenant un module d'échange et de gestion électronique des données, et un module de gestion financière des marchés.

CETTE PLATEFORME DE GESTION FINANCIERE FERA LE LIEN AVEC CHORUS PRO

5-1-Avances

5-1-1-Avance versée au maître d'œuvre

POUR LES MARCHES INFÉRIEURS A 50 000 € HT

Sans objet

POUR LES MARCHES SUPÉRIEURS A 50 000 € HT

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE :

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du Code de la Commande Publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

- Pour les marchés subséquents ordinaires/à prix global et forfaitaire, le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 50 jours maximum à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage, et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

Les modalités de résorption de l'avance sont les suivantes :

Pour les avances à 5%

L'avance sera résorbée au prorata des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption=Montant de l'avance (% d'avancement des prestations -65) /15

Pour les avances à 20%

L'avance sera résorbée au prorata des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 20 % du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption=Montant de l'avance (% d'avancement des prestations -20) /20

5-1-2-Avance versée au sous-traitant

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R 2193-17 à 21 du Code de la Commande Publique.

5-2-Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du Code de la Commande Publique, et dans la limite des échéanciers suivants par dérogation à l'article 11.6.1 du CCAG-MOE :

5-2-1-Pour l'établissement des documents d'études suivants : ESQUISSE

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de cet élément et d'admission par le maître de l'ouvrage.

L'élément d'études ESQ sera rémunéré comme suit :

- 80 % à la remise des documents
- 20 % après approbation par le Maître d'Ouvrage

5.2.1-Pour l'établissement des documents d'études suivants : DIAG

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de cet élément et d'admission par le maître de l'ouvrage.

Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (art R 2191-22 du Code de la Commande Publique). Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution; ce pourcentage, après accord du Maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

L'élément d'études DIAG sera rémunéré comme suit :

- 80 % à la remise des documents
- 20 % après approbation par le Maître d'Ouvrage

5-2-2-Pour l'établissement des documents d'études suivants : APS, APD, PRO et DCE

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et admission par le maître de l'ouvrage.

Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (art R 2191-22 du Code de la Commande Publique). Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution; ce pourcentage, après accord du Maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Chacun des éléments d'études (APS, APD, PRO, DCE) sera rémunéré comme suit :

- 80 % à la remise des documents
- 20 % après approbation par le Maître d'Ouvrage

5-2-3-Pour l'exécution de la prestation ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Remise du rapport d'analyse des candidatures/et ou des niveaux minimums de capacités (quand analyse des candidatures avant offres) et remise du pré rapport d'analyse des offres (ou rapport avant négociations le cas échéant) : **40 %** ;
- Remise du rapport final d'analyse des offres (ou rapport après négociations le cas échéant): **40 %** ;
- Après notification des marchés de travaux (et mise au point si nécessaire) : **20%**.

Le cas échéant, le maître d'œuvre peut établir un règlement unique de la mission ACT à 100% suite à la notification des marchés de travaux, notamment si le délai de mission ACT est inférieur à 3 mois, ne justifiant pas des règlements partiels.

Dans le cas où le maître d'ouvrage serait dans l'obligation de faire reprendre plus de 2 fois les documents remis ou lui-même reprendre ces documents, une réfaction sera appliquée à cet élément de mission.

La réfaction ne pourra pas excéder 50% du montant de la mission ACT.

5-2-4-Pour l'exécution du Visa

Les prestations incluses dans l'élément Visa sont réglées comme suit :

- **95 %** en fonction de l'avancement du chantier sur production d'un document récapitulatif l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentés au visa du Maître d'Œuvre.
- **5 %** à la remise du décompte général définitif des travaux (DGD)

5-2-5-Pour l'exécution de la prestation DET

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : **85 %** ;
- A la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après réception du rapport du maître d'œuvre ayant trait aux réclamations éventuelles des entreprises : **15 %**.

5-2-6-Pour l'exécution de la prestation A.O.R.

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante, à l'issue des opérations préalables à la réception, à savoir la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables

- A la réception : **20 %**;
- A la remise du dossier des ouvrages exécutés validé préalablement par le maître d'ouvrage : **40 %** ;
- A l'achèvement des levées de réserves : **20 %** ;
- A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44-2 dudit CCAG : **20 %**.

5-2-7-Pour l'exécution des prestations d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

Le règlement des sommes dues au titre de la mission fera l'objet d'acomptes comme indiqués sur la décomposition du prix annexée à l'acte d'engagement.

5-2-8-Pour l'exécution des prestations de coordonnateur SSI

Le règlement des sommes dues au titre de la mission fera l'objet d'acomptes comme indiqués sur la décomposition du prix annexée à l'acte d'engagement.

5-2-9-Pour l'exécution des prestations de la gestion de l'Interface Equipements Bâtiment

Le règlement des sommes dues au titre de la mission fera l'objet d'acomptes comme indiqués sur la décomposition du prix annexée à l'acte d'engagement.

5-2-10-Rémunération des éléments pour la mission Signalétique

Les prestations incluses dans cette mission seront réglées de la manière suivante :

- Après admission du PRO DCE: 50%
- Après réalisation de la prestation signalétique sur site : 50%

5-2-11-Pour l'exécution des prestations de SYN et BIM

Ces prestations seront réglées sous forme d'acomptes proportionnellement à l'avancement des travaux de synthèse et seront dissociées de l'élément DET.

5-2-12 Pour l'exécution des prestations Avant-Métrés

Les avant métrés seront réglés à 80% à la remise par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage.
Les 20 % restant seront réglés après admission des documents remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

5-2-13 Pour l'exécution la mission assistance à responsabilité du projet (en application des dispositions des articles L 554-1 et s et R 554-1 et s du Code de l'Environnement)

Ces prestations seront réglées sous forme d'acomptes proportionnellement à l'avancement des études et des travaux (et seront dissociées des éléments de la mission de base)

5-2-14 Pour l'exécution des prestations de la Mission des études techniques spécifiques liées à la qualité environnementale Mission des études techniques spécifiques liées à la qualité environnementale

Le règlement des sommes dues au titre de la mission fera l'objet d'acomptes comme indiqués sur les décompositions du prix annexées à l'acte d'engagement.

Pour les missions complémentaires stipulées aux articles 5.2.7 à 5.2.14 ci-dessus, le maître d'œuvre présente des acomptes dont la proportionnalité correspond à la réalité de la prestation réalisée. Le maître d'œuvre peut, avant d'établir ses acomptes, prendre l'attache du maître d'ouvrage afin de les établir.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier le montant de l'acompte s'il juge le montant disproportionné par rapport à la réalité de la prestation réalisée.

5-2-15-Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Le montant de la rémunération des éléments de mission réglementaire inclut les éléments de missions suivants : Visa, AOR, ACT.

Les acomptes relatifs aux éléments Esquisse, Avant-Projet sommaire, Avant-projet Détaillé, Projet et DCE seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément A.P.D. à un réajustement en plus ou en moins du montant de l'acompte relatif à l'élément A.P.S.

Les éléments de missions complémentaires sont forfaitaires et ne seront pas actualisés à l'issue de la phase APD.

5-2-16-Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 5.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a. Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b. Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie son projet de décompte périodique au maître de l'ouvrage de manière dématérialisée par l'utilisation de la plate-forme « E'PROJECT » (pour le CHU de Montpellier) en interaction avec la plate-forme de dématérialisation des factures « CHORUS PRO ».

c. Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- Le cas échéant les pénalités en application du présent marché ;

d. Acomptes périodiques

Le montant de l'acompte périodique de la période considérée, à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6-2 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période considérée

et de la période précédente ;

3. L'incidence de la TVA ;
4. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

L'envoi sera obligatoirement dématérialisé par l'utilisation de la plateforme « E-PROJECT » (Pour le CHU de Montpellier)

5-3-Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 27 ci-après, le Maître d'œuvre adresse au Maître de l'Ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final saisi sur la plateforme « E PROJECT » (Pour le CHU de Montpellier)

5-3-1-Projet de décompte final

Le projet de décompte final établi par le maître d'œuvre comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 19 du présent CCAP ;
- c) Le cas échéant les pénalités en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a. diminué des postes b. et c. ci-dessus.
- e) La prime de performance telle que définie à l'article 18 du présent CCAP.

Ce résultat constitue le montant du projet de décompte final.

En application de l'article 11.7.2 du CCAG MOE, Le maître d'œuvre notifie son projet de décompte final au maître d'ouvrage dans un délai de trente jours à compter de la notification de la dernière décision d'admission des prestations ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin du délai fixé à l'article 20.2 du CCAG MOE.

Si la mission du maître d'œuvre s'achève à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement, il notifie son projet de décompte final dans un délai de trente jours à compter de la date de fin de cette garantie.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. » ;

En application de l'article 11.7.3 du CCAG-MOE, si, après avoir été mis en demeure de le faire, le maître d'œuvre ne produit pas son projet de décompte final dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du maître d'œuvre. Ce décompte final est notifié au maître d'œuvre avec le décompte général tel que défini à l'article 11.8.1 du CCAG-MOE.

5-3-2-Décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliqués sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) L'état du solde à verser au maître d'œuvre ; ce montant étant la récapitulation des postes c. d. et e. ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.
- h) Les litiges ou les réclamations dont il aurait connaissance et qui sont susceptibles de concerner le maître d'œuvre

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre via la plateforme le décompte général et l'état du solde avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 1°) 30 jours après la date de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final
- 2°) 10 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

En application de l'article 11.8.3 du CCAG MOE, dans un délai de trente jours courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le maître d'œuvre, il devient le décompte général et définitif. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

En application de l'article 11.8.4 du CCAG MOE, dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 11.8.3 du CCAG MOE, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 35 du CCAG MOE, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Conformément à l'article 11.8.5 du CCAG-MOE, Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au maître d'œuvre le décompte général dans les délais stipulés à l'article 11.8.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 11.7 du CCAG MOE ;
- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final ;
- du projet de récapitulation des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Dans un délai de dix jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au maître d'œuvre. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 11.8.3 du CCAG MOE

Si, dans ce délai de dix jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au maître d'œuvre le décompte général, le projet de décompte général transmis par le maître d'œuvre devient le décompte général

et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

5-4- Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article 25.1 du CCAG-MOE. :

Lorsque le versement d'un acompte n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter du point de départ du délai de paiement, le maître d'œuvre peut notifier au maître d'ouvrage son intention d'interrompre les prestations au terme d'un délai de trente jours. Lorsque les prestations sont interrompues dans ces conditions, les délais d'exécution des prestations sont prolongés de plein droit du nombre de jours compris entre la date d'interruption des prestations et celle du paiement des acomptes en retard.

Si le versement de l'acompte n'est pas intervenu dans le délai de six mois suivant l'interruption effective des prestations, le maître d'œuvre est en droit de ne pas les reprendre et de demander par écrit la résiliation du marché.

5-5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code de la Commande Publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du Code de la Commande Publique :

- Des intérêts moratoires au bénéfice du maître d'œuvre ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la Commande Publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du Code de la Commande Publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

5-6-Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et à ses co-traitants.

Il sera effectué conformément aux dispositions des articles 11 et 12 du CCAG-MOE

« Dans le cadre d'un groupement d'opérateurs économiques : à l'entrepreneur mandataire titulaire, et ses cotraitants »


La signature du projet de décompte périodique par le représentant du groupement vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer.


En cas de sous-traitance le montant des sommes à payer au sous-traitant est indiqué dans le formulaire de déclaration de sous-traitance.

5.7- Adresse et méthode de facturation


Présentation des demandes de paiement

1/ Facture électronique

 Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

 Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :

-  La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Afin de sécuriser et fiabiliser la gestion des marchés de travaux, le CHU de Montpellier a décidé la mise en œuvre d'une plate-forme de gestion financière des marchés, plate-forme collaborative de gestion de projets de constructions avec un module de Gestion électronique des documents et de gestion financière des marchés.

Le système retenu est le système « E-Project » de la Sté « FORMI-SA » comprenant un module d'échange et de gestion électronique des données, et un module de gestion financière des marchés.

CETTE PLATEFORME DE GESTION FINANCIERE FERA LE LIEN AVEC CHORUS PRO

Le maître d'œuvre du marché a l'obligation d'utiliser, dès l'ouverture du marché public les systèmes d'échange électronique et de gestion financière des marchés selon la convention d'interchange.

Chaque entreprise devra désigner et former au moins un opérateur chargé d'utiliser le

service d'échange.

Les documents BPU et DPGF devront être fournis par les entreprises au format compatible avec la plate-forme avant le début de la facturation de leur marché.

Chaque entrepreneur pourra donc :

- Consulter les conditions financières de leur marché et leur DPGF
- Présenter leurs situations par saisie de leur avancement de mission et des montants à payer à leurs cotraitants et sous-traitants
- S'appuyer sur les calculs effectués pour l'élaboration du décompte mensuel. Il devra vérifier ces calculs et les coefficients de révision éventuellement utilisés
- Transmettre l'état d'acompte au maître d'ouvrage pour approbation

PROCESSUS DE DEPOT :

- Dépôt de la facture dans CHORUS
Lors du dépôt des factures dans CHORUS, l'entreprise est dans l'obligation de préciser le numéro SIRET de la MOE qui va valider la situation. Le numéro SIRET à renseigner est celui de FORMI-SA, la société éditrice de la plateforme E-Project.
Grace à cette information, CHORUS n'attendra pas la validation des services faits ; cette validation se fera directement sur la plateforme E-Project.
- Dépôt de la situation dans E-Project
L'entreprise doit indiquer à E-Project le numéro de la facture déposée dans CHORUS lors du dépôt de la situation.
E-Project vérifie alors que cette facture existe bien dans CHORUS en tant que facture déposée par l'entreprise
- Dépôt par le maître d'ouvrage en fin de validation
Suite à la validation de la situation dans E-Project, le maître d'ouvrage peut déposer dans CHORUS, de manière totalement automatique, le montant final validé.
E-Project produit alors un « dossier de facturation » associant la première facture et la facture validée qu'il transmet à CHORUS comme étant la facture finale à payer.

CONTENU DE LA FACTURE ELECTRONIQUE

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- Pour le CHU de Montpellier, la désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement (TRVX)
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

En application de l'article 11.10.1 du CCAG-MOE, la demande de paiement peut être refusée par le maître d'ouvrage lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du maître d'œuvre et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

- À date du virement par le Trésor Public pour les factures concernées.

CHAPITRE 4 – DELAIS ET PENALITES POUR RETARD

Article 6 - Délais-Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par rapport à la durée d'exécution fixée dans l'article 6.1 du présent CCAP ou dans l'annexe « Bordereau de prix et délais » ou par rapport au planning, le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le maître d'œuvre à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du maître d'œuvre dans ce délai ou si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le maître d'œuvre ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent comme suit :

L'ensemble des pénalités stipulées à l'article 6 dérogent à l'article 16.2 du CCAG MOE.

6-1-Etablissement des documents d'étude – délais – pénalités

La durée d'établissement des documents d'étude est fixée dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

Eléments de mission, prestations, documents ...	Point de départ du délai d'exécution, d'intervention ou de remise de documents	Délai d'exécution, d'intervention ou de remise de documents MAXIMUM	Pénalités de retard, d'absence ou d'infraction
DIAG	Date de l'ordre de service de démarrage de la prestation	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	<i>Montant fixé dans chaque marché subséquent</i>
APS	Date de la notification de la décision acceptant le DIAG indiquant la faisabilité de l'opération	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	<i>Montant fixé dans chaque marché subséquent</i>
APD	Date de la notification de la décision acceptant l'APS	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	<i>Montant fixé dans chaque marché subséquent</i>

PRO	Date de la notification de la décision acceptant l'APD	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	<i>Montant fixé dans chaque marché subséquent</i>
DCE avec démarche contractuelle et DPGF	Date de la notification de la décision acceptant le PRO	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	<i>Montant fixé dans chaque marché subséquent</i>
ACT			
Remise du rapport d'analyse des candidatures des entreprises de travaux Et ou remise du rapport de vérification des niveaux minimums de capacité (tout dépend analyse candidature avant ou après offres)	Date de réception par le maître d'œuvre des candidatures des entreprises de travaux	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	100 € nets par jour calendaire de retard
Remise du pré rapport d'analyse des offres (ou rapport avant négociations le cas échéant)	Date de réception par le maître d'œuvre des offres des entreprises de travaux	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	100 € nets par jour calendaire de retard
Remise du rapport final d'analyse des offres (ou rapport après négociations le cas échéant)	Date de réception, par le maître d'œuvre des dernières remarques du maître d'ouvrage (ou date de réception des offres des entreprises de travaux après négociation)	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	100 € nets par jour calendaire de retard
Mise au point du marché (le cas échéant)	Date de convocation de l'attributaire à la 1ere réunion de mise au point	<i>Délai fixé dans chaque marché subséquent</i>	100 € nets par jour calendaire de retard
VISA/EXE	Cette étape intervient tout au long de la « phase chantier » Date de réception du document soumis à VISA	Pour chaque pièce soumise au visa du maître d'œuvre, ce dernier disposera d'un délai maximum de 15 jours pour émettre son visa notamment en ce qui concerne : L'approbation des plans d'exécution, des notes de calculs, des matériels et matériaux	<i>Montant fixé dans chaque marché subséquent</i>
DET	Date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux	Durée du chantier	Sans objet
Organisation & pilotage des réunions de chantier hebdomadaire La périodicité des réunions	Réunions organisées par le maître d'œuvre	Durée des réunions en fonction de l'avancement des travaux et des sujets abordés	300 € nets par absence 150 € nets par retard (supérieur à ¼ heure)

seront précisées dans chaque marché subséquent (en moyenne 1 réunion par semaine)			
Rédaction des comptes rendus hebdomadaire de réunion de chantier et autres réunion organisées par le maître d'œuvre ou à la demande du maître d'ouvrage	A la suite de chaque réunion	48h	50 € nets par jour calendaire de retard
Documents permettant d'établir les ordres de services (se reporter à l'article 21)	A compter de la réception des éléments/ informations des entreprises et/ou du maître d'ouvrage	7 jours calendaires	150 € nets par jour calendaire de retard à compter de la date où le document aurait dû être transmis et celle où il l'a été réellement
Rédaction des ordres de services (se reporter à l'article 21)	A compter de l'accord du maître d'ouvrage pour rédiger l'ordre de service	7 jours calendaires	150 € nets par jour calendaire de retard à compter de la date où le document aurait dû être transmis et celle où il l'a été réellement
Etablissement des fiches modificatives de travaux (vérification, rédaction et signature)	A compter de la réception du devis de l'entreprise	7 jours calendaires	150 € nets par jour calendaire de retard à compter de la date où le document aurait dû être transmis et celle où il l'a été réellement
Vérification des devis complémentaires	Date de réception du document	7 jours calendaires	50 nets par jour calendaire de retard
Vérification des projets de décomptes mensuels	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise	7 jours calendaires	Se reporter à l'article 8-1-2
Vérification des projets de décomptes finaux et établissement des décomptes généraux	Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du projet de décompte général est fixé à (avant la plus tardive des deux dates) : - 7 jours calendaires à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise. - 5 jours après publication de l'index de référence du marché de travaux permettant la révision du solde.		Se reporter à l'article 8-2-2
Instruction des mémoires en réclamation ou des demandes d'indemnisation	Date de l'accusé de réception du document	1 mois	500 € nets par jour calendaire de retard
AOR			
Rédaction et envoi des PV des OPR, des PV de levée de	Date à laquelle les OPR/ levée de réserves ont lieu	7 jours calendaires	500 € nets par jour calendaire de retard

réserves (utilisation des formulaires EXE) et propositions complémentaires le cas échéant (pour chaque réception)	Date à laquelle est réceptionnée la proposition		
Vérification DOE avant transmission au maître d'ouvrage	Date de la remise du DOE par le titulaire du marché de travaux	3 semaines	300 € nets par jour calendaire de retard (1)
Rédaction du bilan définitif financier, administratif, technique et planning	A remettre avec le décompte général des marchés de travaux		500 € nets par jour calendaire de retard
OPC			
Remise du planning travaux et carnet de phasage	Liée aux différents éléments de mission réglementaire, dans tous les cas au plus tard à la fin de la période de préparation de chantier		Montant fixé dans chaque marché subséquent
Organisation & pilotage des réunions de chantier hebdomadaire – OPC	Réunions organisées par l'OPC	Durée des réunions en fonction de l'avancement des travaux et des sujets abordés	300 € nets par absence 150 € nets par retard (supérieur à ¼ heure)
Rédaction des comptes rendus hebdomadaire - OPC	A la suite de chaque réunion	48h après la réunion	50 € nets par jour calendaire de retard
Rédaction du rapport de fin de chantier	Date de réception indiquée au PV de réception ou du dernier PV de levée de réserve	7 jours calendaires	100 € nets par jour calendaire de retard
Etablissement du planning des réceptions	A compter de l'accord donné par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pour organiser les OPR	7 jours calendaires	100 € nets par jour calendaire de retard
Etablissement du planning des levées de réserves	48 h au plus tard après la date les OPR		50 € nets par jour calendaire de retard
CSSI			
Remise du dossier d'identité SSI en phase conception	A réaliser pendant la phase APD	A fournir avec l'APD	50 € nets par jour calendaire de retard
Remise du cahier des charges fonctionnelles du SSI	A remettre à l'issue de chaque phase de conception (APD, PRO)		50 € nets par jour calendaire de retard
Remise du dossier SSI	A réaliser pendant la phase APD	A fournir avec l'APD	50 € nets par jour calendaire de retard
Avis sur documents d'exécution	A compter de la réception de la demande d'avis par le maître d'ouvrage	7 jours calendaires	50 € nets par jour calendaire de retard
Etablissement du planning des réceptions (pour la partie SSI)	A compter de l'accord donné par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pour	7 jours calendaires	50 € nets par jour calendaire de retard

	organiser les OPR		
Etablissement du planning des levées de réserves (pour la partie SSI)	48 h au plus tard après la date les OPR		50 € nets par jour calendaire de retard
Rédaction du PV de réception (pour la partie SSI)	Date à laquelle a lieu la réception	7 jours calendaires	50 € nets par jour calendaire de retard
Rapport de fin de chantier (pour la partie SSI)	Date de réception indiquée au PV de réception ou du dernier PV de levée de réserve	7 jours calendaires	50 € nets par jour calendaire de retard
Remise du dossier d'identité SSI finalisée	Date de réception indiquée au PV de réception ou du dernier PV de levée de réserve	1 mois	50 € nets par jour calendaire de retard
AVANT - METRES			
Remise des études avant-métrés	A réaliser pendant la phase APD	A fournir avec l'APD	50 € nets par jour calendaire de retard
Mise à jour des avant-métrés le cas échéant	Mise à jour éventuelle en phase PRO, DCE	A fournir avec le PRO ou DCE (DPGF)	50 € nets par jour calendaire de retard
SYNTHESE ET BIM			
Elaboration des plans, des documents de synthèse et de leurs mises à jour	A compter de la réception du document/plan transmis par l'entreprise de travaux	4 jours calendaires	50 € nets par jour calendaire de retard, dans les 72 h à compter de la réception de la demande de transmission par le maître d'ouvrage des documents
Mise à jour des documents	En fonction des plans et documents transmis par les entreprises/ maître d'ouvrage	72 h à compter de la réception des documents à mettre à jour	50 € nets par jour calendaire de retard
GESTION DE L'INTERFACE EQUIPEMENTS BATIMENTS			
Remise de l'analyse typologique des équipements	A réaliser tout au long des études pour un rendu finalisé en phase PRO		50 € nets par jour calendaire de retard
Remise du rapport identifiant les contraintes et sujétions générés par les équipements	A réaliser tout au long des études pour un rendu finalisé en phase PRO		50 € nets par jour calendaire de retard
Mise à jour des documents	En fonction des modifications liées au projet	3 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure du maître d'ouvrage de mettre à jour les documents (dans le cas où le maître d'œuvre n'exécute pas de lui-même les mises à jour)	50 € nets par jour calendaire de retard
SIGNALÉTIQUE			

Remise du schéma signalétique	A réaliser tout au long des études pour un rendu finalisé en phase PRO	50 € nets par jour calendaire de retard
Mise à jour des documents	En fonction des modifications liées au projet	3 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure du maître d'ouvrage de mettre à jour les documents (dans le cas où le maître d'œuvre n'exécute pas de lui-même les mises à jour)
RESPONSABILITE DU PROJET		
Mise en œuvre des dispositions techniques et organisationnelles pour les réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution	Prestation réalisée dès le début du projet et jusqu'à son achèvement pour les réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution	5 jours calendaires à compter de la réception du courrier de mise en demeure du maître d'ouvrage de mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour exécuter cette mission (dans le cas où le maître d'œuvre n'exécute pas de lui-même la prestation)
MISSION ETUDES TECHNIQUES SPECIFIQUES LIEES A LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE		
Dossier spécifique relatif aux études de conception répondant à cet élément de mission complémentaire	A remettre à l'issue de chaque phase de conception (APS, APD, PRO)	50 € nets par jour calendaire de retard
Rapport de suivi en phase chantier	Réunion de chantier à laquelle l'intervenant a participé	7 jours calendaires
Evaluation de la conformité des ouvrages aux exigences de qualités environnementales retenues lors des AOR	Date de réception des ouvrages	7 jours calendaires

(1) Si le maître d'œuvre n'a pu obtenir des entrepreneurs, les documents mentionnés à l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux, il pourra être exonéré de cette pénalité sous réserve de justifier par un mémoire établi à cet effet, qu'il a épuisé tous les moyens contractuels à sa disposition, pour contraindre les entrepreneurs à fournir les prestations concernées. La présente décision ne s'applique pas à la part de DOE dont l'élaboration incombe directement au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités.

6.2 Pénalités relatives à la sous-traitance

6-2-1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Le représentant du maître d'ouvrage de l'établissement support ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du maître d'ouvrage ou du coordonnateur SPS ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

Le maître d'ouvrage ou le coordonnateur SPS ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT interdira l'accès au chantier au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du maître d'œuvre sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le maître d'ouvrage

6-2-2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles au maître d'ouvrage, expose le maître d'œuvre à une pénalité journalière de 1500 euros. Passé le délai d'un mois, le maître d'œuvre s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 30 du CCAG-MOE

6-3- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

6-3-1 pénalités relatives à la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du maître d'ouvrage, ou du coordonnateur SPS ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1500 euros. Passé le délai d'un mois, le maître d'œuvre s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 30 du CCAG-MOE

6-3-2 pénalités relatives aux obligations en matière de détachement

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du maître d'ouvrage ou du coordonnateur SPS ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

6-3-3 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis

à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 33.1 du présent CCAP expose le maître d'œuvre à une pénalité journalière de 1500 euros.

Passé le délai d'un mois, le maître d'œuvre s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 30 du CCAG-MOE

6.4 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

Se reporter à l'annexe « Développement durable »

6.5. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG MOE, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 16.1 du CCAG MOE.

6.6. Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquements constatés.

Article 7- Admission des documents d'études

7-1-Présentation des documents

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-MOE le Maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le Maître de l'Ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les DOE vérifiés et validés devront être remis au Maître d'Ouvrage conformément à l'article 6-1 ci-dessus, du présent CCAP

7-2-Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et admission.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir.

DOCUMENT	NOMBRES D'EXEMPLAIRES PAPIER ⁽¹⁾
- DIAG	5
- APS	5
- APD (dont PC ou DT)	5
- PRO	5
DCE	5
Rapport d'analyse des offres travaux	0
- AOR (DOE)	5

(1) Plus 2 exemplaires dématérialisés sur support électronique type clé USB, CD ROM (dossier

complet)

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée. Dossier DOE : le Maître d'Œuvre constituera et remettra au coordonnateur SPS en vue de la remise du DIUO au Maître d'Ouvrage, 3 dossiers DOE composés de l'ensemble des plans et documents d'exécution après vérification de leur exactitude, des notices de fonctionnement, d'entretien et d'exploitation de tous produits et matériels mis en œuvre ainsi que toutes les fiches techniques utiles pour le Maître d'Ouvrage. Cet ensemble constituera un dossier parfaitement classé et répertorié, d'une présentation pratique et irréprochable.

Les plans établis par le maître d'œuvre et inclus dans le dossier des ouvrages exécutés devront être fournis sous CD et format DWG (AUTOCAD 14).

Les plans établis par le maître d'œuvre et inclus dans le dossier des ouvrages exécutés devront être fournis sous support électronique type clé USB/ CD ROM et formats PDF et DWG (AUTOCAD 21 pour le CHU de Montpellier et AUTOCAD 10 pour le CHIBT)

7-3-Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage

La décision par le maître d'ouvrage, d'admission en l'état ou avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus pourra intervenir avant l'expiration des délais de la mission de base et des missions complémentaires qui seront indiqués dans chaque marché subséquent.

Ce sont des délais qui courent à compter de la date de remise par le maître d'œuvre du document d'étude à admettre au maître d'ouvrage.

Les délais de validation du maître d'ouvrage sont donnés à titre indicatif. Il est précisé que l'absence de réponse du maître d'ouvrage dans ces délais ne constitue pas une admission tacite et ne nécessite pas une décision de prolongation.

7-4- Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- Ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;
- Réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- Rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG-MOE.

Le rejet ou l'ajournement d'un élément d'étude, n'interrompt pas le délai contractuel de remise de cet élément. Dès que ce délai est dépassé le maître d'œuvre est passible des pénalités prévues à l'article 6 ci-dessus, du présent CCAP.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Article 8 - Phase Travaux

Pour le CHU de Montpellier uniquement :

Tous les titulaires des marchés de travaux ont l'obligation d'utiliser, dès l'ouverture du chantier les systèmes d'échange électronique et de gestion financière des marchés selon la convention d'interchange.

Le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission en phase travaux a l'obligation d'utiliser dès l'ouverture du chantier, les systèmes d'échange électronique et de gestion financière des marchés selon la convention d'interchange pour la vérification des projets de décompte mensuels et de décompte final des entrepreneurs selon les conditions définies ci-dessous

8-1-Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur

L'envoi sera obligatoirement dématérialisé par l'utilisation de la plate-forme « E PROJECT » (pour le CHU de Montpellier) en interaction avec la plate-forme de dématérialisation des factures « CP 2017 ».

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

8-1-1- Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à l'article 6-1 du présent CCAP.

Ce délai comprend :

- La vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur
- L'établissement du décompte mensuel qui doit être communiqué au Maître d'ouvrage via la plateforme « E PROJECT » (pour le CHU de Montpellier).

En cas de refus de l'état d'acompte par le Maître d'Ouvrage, le délai de vérification sera réputé inclure le délai complémentaire nécessaire à la correction de cet état d'acompte.

8-1-2-Pénalités pour retard

Si la date de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte présenté par l'entrepreneur n'est pas portée sur ledit projet, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux est de 1 % du montant de l'acompte présenté.

Si le délai de vérification n'est pas respecté, le Maître d'œuvre encourt, sur ces créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est égal au montant du taux des intérêts moratoires que doit verser le Maître d'Ouvrage en cas de retard de paiement.

8-2-Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final des marchés de travaux établi par les entrepreneurs conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et que les entrepreneurs auront déposé sur la plateforme « E PROJECT » (pour le CHU de Montpellier).

En cas de non remise du projet de décompte final, c'est au maître d'ouvrage de mettre le titulaire en demeure de transmettre son projet, avec copie au maître d'œuvre sous un délai de 15 jours

Après vérification, Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le projet de décompte général.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre ou, en cas de désaccord entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, par le maître d'ouvrage.

8-2-1- Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du projet de décompte général est fixé à l'article 6-1 du présent CCAP.

8-2-2-Pénalités pour retard

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est égal au montant des intérêts moratoires que doit verser le Maître d'Ouvrage en cas de retard de paiement.

Si le Maître d'œuvre n'a pas transmis au Maître de l'Ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le Maître de l'Ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le Maître de l'Ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du Maître d'œuvre défaillant.

8-3 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception

Les procès-verbaux des opérations préalables à la réception seront transmis au maître de l'ouvrage dans un délai fixé à l'article 6-1 du présent CCAP.

Les procès-verbaux de levée de réserves et les propositions complémentaires du maître d'œuvre seront transmis au maître de l'ouvrage dans un délai fixé à l'article 6-1 du présent CCAP.

Il est précisé que si les réserves ne sont pas levées à la date mentionnée, le maître d'œuvre devra communiquer au maître d'ouvrage de nouveaux PV d'OPR en respectant les mêmes délais que sus mentionnés et ce jusqu'à que les réserves soient levées.

8-4-Instruction des mémoires de réclamation et des demandes d'indemnisation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation ou des demandes d'indemnisation est fixé à l'article 6-1-du présent CCAP.

8-5 Bilan

Le bilan définitif financier, administratif, technique et calendaire sera remis au Maître d'Ouvrage avec le décompte général des marchés de travaux.

8-6 Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organisera et dirigera les réunions hebdomadaires de chantier.

8-7 Visites du chantier

Dans le cadre de sa mission OPC, le maître d'œuvre doit obligatoirement **au minimum** :

- Etre présent à la réunion de chantier hebdomadaire
- Effectuer une visite hebdomadaire inopinée de chantier en dehors des jours de réunions qui auront pour objet le contrôle du respect des engagements pris par les entreprises lors des réunions.

En cas de non-respect de ces dispositions le maître d'œuvre OPC encourt les pénalités prévues à l'article 6.1 du présent CCAP

CHAPITRE 5 – EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 9 - Coût prévisionnel des travaux et engagement du maître d'œuvre (Clause de réexamen)

9-1 Définition du coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux (C) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- Du forfait de rémunération du maître d'œuvre ;
- Des dépenses de libération d'emprise ;
- Des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- Des frais éventuels de contrôle technique et de coordonnateur sécurité ou autres frais divers de prestations intellectuelles ;
- Des primes éventuelles d'assurance ;
- De tous les frais financiers ;
- Des missions complémentaires confiées au maître d'œuvre

9-2 Engagement du Maître d'œuvre

Le Maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux (C) arrêté lors de l'admission, par le maître d'ouvrage des études d'avant-projet Définitif (APD) selon les modalités définies à l'article 3.1 du Chapitre 3 du présent CCAP.

Les études de diagnostic et d'Avant-projet proposées à l'admission du maître d'ouvrage devront respecter l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, figurant à l'acte d'engagement (Co).

Si l'estimation des études d'Avant-Projet Définitif (APD) dépasse l'enveloppe financière affectée aux travaux (Co) le maître d'ouvrage se réserve la possibilité au niveau de l'APD d'exiger que le maître d'œuvre adapte ses études afin de respecter l'enveloppe financière, sans rémunération complémentaire.

9-3 Modifications du projet ou du coût en phase études (clause de réexamen)

9.3.1 – Classement des modifications en phases études postérieures à l'APD

Lors des études postérieures à l'APD, des modifications dans la consistance du projet ou du coût prévisionnel sont classées par le maître d'ouvrage dans l'une des quatre catégories ci-après :

Catégorie 1 - Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours de conception :

- Par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ;
- Dans le but d'améliorer le rapport qualité prix des prestations dans le respect du programme ;
- Par suite de la non prise en compte, jusqu'à l'APD, des remarques formulées par le contrôleur technique ou le coordonnateur en matière de sécurité des travailleurs et

protection de la santé.

Catégorie 2 - Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme. Ces modifications sont demandées par le maître de l'ouvrage, le contrôleur technique ou le coordonnateur en matière de sécurité des travailleurs et protection de la santé au-delà de l'APD.

Catégorie 3 - Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre (par suite d'un changement de réglementation ou d'aléas imprévisible, par exemple).

Catégorie 4 – Modifications du coût prévisionnel sans modification de la consistance du projet (par exemple variation du coût après variation brutale de prix d'un matériau ou équipement).

9.3.2 - Incidences des modifications sur le coût prévisionnel des travaux

- Catégorie 1

L'incidence financière des modifications de catégorie 1 ne peut en aucun cas donner droit, ni à une modification du coût prévisionnel contractuel (C) ni à une augmentation de la rémunération du maître d'œuvre (bien que les travaux ne puissent être exécutés qu'après accord du maître d'ouvrage).

- Catégories 2 et 3

Lorsque ces modifications interviennent lors des études, leur coût est évalué par le maître d'œuvre aux conditions économique du mois Mo du présent marché.

L'incidence financière des modifications de catégories 2 et 3 est répercutée dans le coût prévisionnel contractuel (C). La rémunération du maître d'œuvre est corrigée en conséquence par le biais d'une modification du marché public.

- Catégorie 4

L'incidence financière des modifications de catégorie 4 n'est pas répercutée dans le coût prévisionnel contractuel, la rémunération du maître d'œuvre n'est pas modifiée.

Toutefois pour l'application des dispositions de l'article 13 du présent CCAP concernant le calcul d'une éventuelle pénalité, le coût total constaté à l'issue de la consultation des entreprises de travaux est corrigé de façon à ce que les conséquences financières des modifications de catégorie 4 sur ce coût soient annulées.

Toutefois les dispositions de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à l'application des clauses réglementaires et contractuelles pouvant conduire à une demande d'adaptation des études sans rémunération supplémentaire dans le but de rétablir la cohérence entre le coût prévisionnel (C) et le coût constaté.

9.3.3– Incidence des modifications sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre

En application des dispositions des articles R.2432-2 à 5 du Code de la Commande Publique, les modifications du forfait de rémunération du maître d'œuvre résultant des dispositions du présent article feront l'objet d'une modification du marché publics après négociation entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

9-4 Incidence du résultat des négociations des marchés de travaux sur le forfait de maîtrise d'œuvre (clause de réexamen)

La négociation avec les entreprises de travaux ayant répondu à la consultation fait partie intégrante de la mission du maître d'œuvre. Ce dernier ne pourra donc pas prétendre à une prime résultant de la négociation positive pour le maître d'ouvrage ou à une rémunération complémentaire en cas de consultation infructueuse ou de négociations multiples.

Article 10 - Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux (C) est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo Etudes), mois d'établissement du prix fixé par l'acte d'engagement.

Article 11 - Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux (C), éventuellement modifié dans les conditions prévues à l'article 9.3 du présent CCAP, est assorti d'un taux de tolérance de 3 %.

Article 12 - Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance (C') est égal au coût prévisionnel des travaux (C) majoré du taux de tolérance fixé à l'article 11 ci-dessus.

CHAPITRE 6 – EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 13 - Montant des offres des travaux – Contrôle du respect du seuil de tolérance (clause de réexamen)

13.1 Coût des offres des travaux retenues (COT)

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le Maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux (coût des offres de travaux COT).

Le Maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Ce coût est ajusté par un coefficient égal au rapport des index BTo1 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois mo des offres travaux et au mois mo des études du marché de Maîtrise d'œuvre (COT réajusté).

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

13.2 Engagement du maître d'œuvre

Le montant des contrats de travaux tel que calculé au paragraphe précédent est notifié au maître d'œuvre par ordre de service. L'acceptation sans réserve de cet ordre de service par le maître d'œuvre vaut engagement de celui-ci sur le montant des contrats de travaux.

13.3 Dispositions applicables en cas de dépassement du seuil de tolérance (clause de réexamen)

a) Si le coût des offres de travaux réajusté (COT réajusté) est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 16 du présent CCAP, le Maître d'Ouvrage peut :

- Soit refuser le dépassement

Le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation des marchés de travaux infructueuse.

Le Maître d'Ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le Maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au Maître d'Ouvrage dans un délai de 20 jours suivant la demande du Maître d'ouvrage.

Sur la base de cette nouvelle étude et après admission par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette admission afin de permettre au Maître d'Ouvrage de lancer une nouvelle consultation ou engager une nouvelle négociation.

- Soit accepter le dépassement

Le maître d'ouvrage peut décider d'accepter le dépassement et notifier les marchés de travaux. Dans ce cas, le maître d'œuvre ne pourra pas prétendre à l'augmentation de sa rémunération sur les éléments de conception

Ces dispositions s'appliquent y compris si le maître d'œuvre a été invité à reprendre ses études et si, à l'issue de cette démarche, le coût des offres de travaux réajusté reste supérieur au seuil de tolérance.

b) Si le coût des offres de travaux réajusté (COT réajusté) est inférieur au coût prévisionnel des travaux (C) tel que défini à l'article 9-2, la rémunération du maître d'œuvre restera inchangée jusqu'à constatation de cette économie sur le montant des travaux effectués. Cette économie sera alors accompagnée par le versement d'une prime de performance, conformément à l'article 18 ci-après.

13.4 Modifications du projet ou du coût en phase travaux (clause de réexamen)

13.4.1 – Classement des modifications en phase travaux

Lors de l'exécution des travaux, les modifications dans la consistance du projet ou du coût de réalisation des travaux sont classées par le maître d'ouvrage dans l'une des quatre catégories ci-après :

Catégorie 1 - Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours de conception :

- Par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études
- Dans le but d'améliorer le rapport qualité prix des prestations dans le respect du programme.
- Par suite de la non-prise en compte, en phase études des remarques formulées par le contrôleur technique ou le coordonnateur en matière de sécurité des travailleurs et protection de la santé

Catégorie 2 - Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme. Ces modifications sont demandées par le maître de l'ouvrage, le contrôleur technique ou le coordonnateur en matière de sécurité des travailleurs et protection de la santé.

Catégorie 3 - Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre (par suite d'un changement de réglementation ou d'aléas imprévisible, par exemple).

Catégorie 4 – Modifications du coût prévisionnel sans modification de la consistance du projet (par exemple variation du coût après variation brutale de prix d'un matériau ou équipement)

13.4.2 – Incidence des modifications sur le coût des offres de travaux réajusté

- **Catégorie 1**

L'incidence financière des modifications de catégorie 1 ne peut en aucun cas donner droit à une modification du coût des offres de travaux réajusté ni à une augmentation de la rémunération du maître d'œuvre (bien que les travaux soient exécutés après accord du maître d'ouvrage)

- **Catégories 2 et 3**

Le coût de ces modifications est évalué par le maître d'ouvrage par référence aux devis d'entreprises vérifiés et si nécessaire corrigés par le maître d'œuvre puis ramené aux conditions économiques du coût de réalisation contractuel des travaux.

L'incidence financière des modifications de catégories 2 et 3 est répercutée dans le coût des offres de travaux réajusté. La rémunération du maître d'œuvre est corrigée en conséquence par l'application du taux de rémunération fixé en phase APD sur la somme de ces incidences financières.

- **Catégorie 4**

L'incidence financière des modifications de catégorie 4 n'est pas répercutée dans le coût des offres de travaux réajusté, la rémunération du maître d'œuvre n'est pas modifiée, toutefois le coût total définitif des travaux constatés en fin d'opération est corrigé de façon à ce que les conséquences financières des modifications de catégorie 4 sur ce coût soient annulées.

13.4.3 – Incidence des modifications sur le coût des offres de travaux réajusté et sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre

En application de l'article R2432-3 du Code de la Commande Publique, les modifications du forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre résultant des dispositions du présent article feront l'objet d'une modification du marché public après négociation entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre ne pourra prétendre à une modification de son forfait qu'à partir du moment où le coût constaté (CC) défini à l'article 17 du présent CCAP sera connu.

13.4.4 - Rémunération des fiches de travaux modificatifs sans incidence financière

Le maître d'œuvre ne pourra pas prétendre à une rémunération complémentaire pour les fiches de travaux modificatifs ne présentant pas d'incidence financière pour le maître d'ouvrage.

Article 14 - Conditions économiques d'établissement

Le coût des offres de travaux réajusté est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

Article 15 - Tolérance sur le coût des offres de travaux réajusté

Le coût des offres de travaux réajusté, est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 2%.

Article 16 - Seuil de tolérance sur le coût des offres de travaux réajusté

Le seuil de tolérance (S) est égal au coût des offres de travaux réajusté majoré du taux de tolérance indiqué à l'article 15 ci-dessus.

Article 17 - Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté (CC) déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, modifications de marchés publics, factures des entreprises intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Article 18 - Prime de performance (clause de réexamen)

Si le coût constaté (CC) est inférieur au seuil de tolérance (C') tels que définis aux articles 12 et 17, une prime de performance sera versée au maître d'œuvre d'un montant calculé ci-après : $(C' - CC) \times 10\%$.

Cette prime de performance fera l'objet d'une décision du maître d'ouvrage après réception des travaux sans réserves et intégrée dans le décompte final.

Article 19 - Pénalité pour dépassement du seuil de tolérance

19.1 - Si le coût des offres travaux réajusté (COT), tel que défini à l'article 13.1 ci-dessus, est supérieur au seuil de tolérance (C') tels que définis à l'article 12, une pénalité sera appliquée au maître d'œuvre d'un montant calculé ci-après : $(COT - C') \times 10\%$.

19-2 - Si le coût constaté (CC), tel que défini à l'article 17 ci-dessus, est supérieur au seuil de tolérance (S) tels que définis à l'article 16 une pénalité sera appliquée au maître d'œuvre d'un montant calculé ci-après : $(CC - S) \times 10\%$.

Cependant, conformément à l'article R2432-4 du Code de la Commande Publique, le montant de la pénalité induit par l'article 19-2 du présent CCAP ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Article 20 - Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution des travaux, il apparaît que le coût des offres de travaux réajusté augmenté du coût des modifications de catégorie 1 dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 16 des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du Maître d'Ouvrage - par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA - DET et AOR.

Article 21 - Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur à l'exception de :

- L'OS de démarrage
- L'OS de notification du DGD

Qui restent de la compétence du maître de l'ouvrage ;

En outre, en cas d'urgence comme des manquements aux règles de sécurité sur le chantier, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'émettre directement les ordres de service.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

De fait, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- A la notification du planning d'exécution
- A la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus
- A la notification de décisions de l'acheteur
- A la notification de nouveaux délais / planning

Sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage.

Cet accord sera notifié au Maître d'Œuvre sous la forme de « décision ».

Le maître d'œuvre a l'obligation de transmettre cette décision au titulaire du marché de travaux simultanément à la notification de l'ordre de service concerné. A défaut d'une telle transmission, le titulaire peut refuser d'exécuter l'ordre de service.

Le processus d'élaboration de la fiche de travaux modificatifs et de l'ordre de service associé est le suivant :

- Le maître d'œuvre modifie, en tant que de besoin, le dossier d'études de projet afin d'intégrer les conséquences de la demande de modification ;
- Le maître d'œuvre vérifie et si nécessaire corrige les devis de travaux modificatifs établis, à sa demande ou à la demande du maître d'ouvrage, par le ou les entrepreneurs puis il transmet ces devis, éventuellement assortis des observations qu'il jugerait opportunes, au maître d'ouvrage. Le coût de vérification de ces devis est réputé inclus dans le forfait de rémunération.
- Le maître d'œuvre établit la fiche de travaux modificatifs destinée au maître d'ouvrage et y mentionne la ou les catégories de travaux en utilisant à cet effet le classement défini à l'article 13.4 du présent CCAP.

Il est précisé que pour le calcul du coût constaté (CC) tous les travaux modificatifs seront ramenés au mois 0 de la date limite de remise de l'offre. Dès lors, le Maître d'œuvre devra pour chaque fiche de travaux modificatifs nous indiquer le montant réajusté.

- Le représentant du maître d'ouvrage transmet au maître d'œuvre sa décision. Si cette décision est positive, il transmet au maître d'œuvre la fiche et la décision correspondante. Si cet avis est négatif, il en informe le maître d'œuvre qui répercute la décision à l'entrepreneur par le moyen de son choix.
- Le maître d'œuvre dispose d'un délai de quinze jours à compter de l'avis du maître de l'ouvrage pour faire connaître par écrit son désaccord éventuel au sujet du classement en l'une des quatre catégories définies au 13.4 ci-avant. Au-delà de ce délai le classement proposé par le représentant du maître d'ouvrage est réputé accepté.
- Le maître d'œuvre établit, signe et notifie l'ordre de service dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la décision du maître de l'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le taux par jour de retard calendaire, compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a été réellement est fixée à 150 € nets.

Article 22 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

22.1 Principes généraux

Le Maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention dans le Code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S.".

22.2 Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

22.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

22.3.1. Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à la disposition du Maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

22.3.2. Obligations du Maître d'œuvre

Le Maître d'œuvre communique directement au coordonnateur S. P.S. :

- Tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Le calendrier détaillé d'exécution.

Le Maître d'œuvre informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le Maître d'œuvre s'engage à :

- Fournir au coordonnateur S.P.S. à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission.

- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le Maître d'Ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au Maître d'œuvre et qui sera annexé au présent marché.

Le Maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le Maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur S.P.S. (Art. R 4532-44 2° du code du travail)

Pour l'analyse des offres des Entreprises, le Maître d'œuvre consulte le coordonnateur S.P.S. et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le Maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination.

Démarrage des travaux :

- Le Maître d'œuvre devra impérativement notifier le début de la période de préparation et le démarrage des travaux par deux ordres de service distincts.
- Le Maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur S.P.S. de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsque les obligations édictées au code du travail seront remplies.

Article 23 - Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux ne peut y apporter aucune modification.

Il est également tenu de faire respecter par l'entreprise l'annexe au CCAP « obligations en matière de détachement de salariés étrangers ».

Conformément à l'article 28.5 du CCAG travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement d'opérateurs économiques.

Ce registre est tenu à la disposition du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et est remis au maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

Le registre de chantier peut prendre la forme d'une plateforme numérique commune, administrée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, sur laquelle chaque acteur du chantier dépose les documents qu'il émet. Les documents particuliers du marché précisent les modalités de mise en œuvre et d'utilisation de cette plateforme.

Article 24 – Connaissances antérieures / droits de propriété intellectuelle

Il sera fait application des articles 22 à 24 du CCAG-MOE.

Article 25 - Arrêt de l'exécution des prestations (clause de réexamen)

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de missions telles que définis à l'article 1 du Titre 1 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution de l'étude entraîne la résiliation du marché.

Article 26 – Suspension de l'exécution des prestations

En application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE, Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le maître d'œuvre visent à informer le maître d'ouvrage qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-MOE, En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de trente jours, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Article 27 - Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si une telle prolongation a été rendue nécessaire par suite de l'incapacité de l'un des entrepreneurs à assurer ses obligations de parfait achèvement.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG-MOE et constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

Article 28 - Prolongation de la mission

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-

MOE. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de **30 jours** à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

En cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, par rapport à celle résultant initialement des marchés de travaux, les parties se rapprochent afin, d'une part, d'examiner les causes de ce retard, et, d'autre part, de déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire.

CHAPITRE 7 – RESILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES

Article 29 - Résiliation du marché

29-1 Résiliation

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché en application des dispositions des articles 27 à 32 du CCAG-MOE

Le marché doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le maître d'œuvre ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent le maître d'ouvrage qui décide de mettre le maître d'œuvre en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché sans indemnités.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général.

Le maître d'ouvrage peut également résilier le marché pour événements liés au marché (difficulté d'exécution du marché, ordre de service tardif, arrêt de l'exécution des prestations).

Le maître d'ouvrage peut également résilier le marché, après mise en demeure, dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le maître d'œuvre est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, maître d'ouvrage pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la Commande Publique. Dans ce cadre, le maître d'œuvre sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner

En application de l'article 5.2.3 du CCAG-MOE, en cas de manquement, par le maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 30 du CCAG-MOE

En application de l'article 21.4.2 du CCAG-MOE, en cas de rejet des prestations, le maître d'œuvre est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Si les nouvelles prestations présentées par le maître d'œuvre sont à nouveau rejetées par le maître d'ouvrage, le contrat est résilié pour faute du maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-MOE.

Conformément aux dispositions de l'article 32.5 du CCAG-MOE, la notification du décompte de résiliation par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 32.5 du CCAG MOE, le décompte de résiliation ne sera notifié au maître d'œuvre qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

29.2 Exécution par défaut

En application de l'article 34 du CCAG MOE, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre :

Soit lorsque le maître d'œuvre n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du maître d'œuvre, est notifiée au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le maître d'œuvre peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG MOE ;

Soit en cas de résiliation du marché pour faute du maître d'œuvre à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au maître d'ouvrage de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le maître d'œuvre titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

Ce marché de substitution est transmis pour information au maître d'œuvre défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre est à la charge de celui-ci. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 30 – Imprévision et circonstances imprévisibles

Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

30.1 Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 25 du CCAG-MOE rencontrées en cours d'exécution du marché, le maître d'œuvre doit informer le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances

Le maître d'œuvre doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont, strictement liées à ces circonstances.

30.2 Modalités de poursuite du marché

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le maître d'œuvre devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'évènement, transmettre un mémoire au maître d'ouvrage justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'évènement entraînent une hausse conséquence.

30.3 La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la Commande Publique, et, en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage peut décider de suspendre son exécution.

En application de l'article 25 du CCAG-MOE, lorsque la suspension est demandée par le maître d'œuvre le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du maître d'œuvre pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

A défaut d'accord entre les parties, le maître d'œuvre est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 35 du CCAG-MOE.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet évènement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du maître d'œuvre.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

30.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le maître d'œuvre, pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'évènement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le maître d'œuvre. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au maître de l'ouvrage.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au maître d'œuvre d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait des circonstances imprévisibles.

Le maître d'ouvrage analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le maître d'œuvre : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'exécuter son marché au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

30.5 Prolongation du marché

Si le marché subséquent arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue dans ce marché subséquent, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Article 31 – Réglementation générale de protection des données (RGPD) (MARCHES INFORMATIQUES OU TOUT MARCHÉ TRAITANT / SUSCEPTIBLE DE TRAITER DES DONNÉES PERSONNELLES)

Par dérogation aux articles 5.2.2 et 5.2.3 du CCAG-MOE, le traitement des données à caractère personnel fera l'objet d'un contrat que le responsable de traitement (l'acheteur) et le sous-traitant (le titulaire) s'engagent à conclure dans les 15 jours suivant la notification du marché.

En cas de manquements à ces obligations, y compris l'absence de signature du contrat de traitement de données, le marché sera résilié pour faute, aux torts exclusifs du titulaire

Article 32- Litiges et Différends

32. 1 Différends

Le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 35 du CCAG-MOE.

Conformément à l'article 35.2 du CCAG-MOE, tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage doit faire l'objet, de la part du maître d'œuvre, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire est notifié au maître d'ouvrage

Si la réclamation porte sur le décompte général du marché, ce mémoire est transmis dans le délai de trente jours à compter de la notification du décompte général.

Le mémoire reprend, sous peine de forclusion, les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte général et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

32.2 Attribution de compétence

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

Article 33 - Clauses diverses

33.1 Obligations du maître d'œuvre

33.1.1 salariés détachés et étrangers

Le maître d'œuvre remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si le maître d'œuvre a recours à des travailleurs détachés, il doit se conformer aux dispositions de l'annexe au CCP « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers ».

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le maître d'œuvre du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

33.1.2 Pièces à transmettre

En outre, Conformément à l'article R 2143-8 du Code de la Commande Publique, le maître d'œuvre

devra fournir au Maître d'Ouvrage, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

Le maître d'œuvre devra également fournir au Maître d'ouvrage, les pièces pour son ou ses sous-traitants.

33.1.3 Modifications des données administratives (Clause de réexamen)

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Achats Travaux
1 place Jean Baumes
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5

et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- A sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- A son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- De façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si le maître d'ouvrage l'autorise, il modifiera le marché.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

33.1.4 Secret professionnel et confidentialité

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le maître d'œuvre s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du maître d'œuvre sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

33.1.5 Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>

33.1.6 Respect de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

33.2 Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement maître d'œuvre du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG- maîtrise d'œuvre sont applicables.

33.3 Assurances

33.3.1 Assurances du maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-MOE, à l'attribution du marché, le Maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités suivantes (au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie).

Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

-Assurance de responsabilité civile décennale

Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'[article L. 243-1-1 du code des assurances](#), le maître d'œuvre souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'[article L. 241-1 du code des assurances](#). Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'[article L. 241-1 du code des assurances](#) ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article L. 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'[article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977](#) sur l'architecture.

A tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le maître d'œuvre doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles [L. 241-1](#) et [L. 243-2](#) du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux [dispositions des articles L. 243-2 et suivants du code des assurances](#). L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le maître d'œuvre intervient et pour les activités objet de son marché.

Le Maître d'œuvre devra fournir, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. **Cette attestation devra être nominative et viser le chantier objet du marché public.**

Il devra fournir une attestation semblable à la date d'ouverture du chantier et à l'appui de son projet de décompte final.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police supplémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Le défaut d'assurance en cours de validité entraîne la résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre.

-Assurance de responsabilité civile professionnelle

Il devra en outre communiquer une assurance responsabilité civile et professionnelle dans les 15 jours suivant la notification du marché :

Le maître d'œuvre souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

33.3.2 Assurances du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage indiquera éventuellement dans le marché subséquent les assurances qu'il aura souscrites.

33.4 Sauvegarde, Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le Maître d'ouvrage adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le maître d'œuvre, à aucune indemnité.

33.5 Conflit d'intérêt

Dans le cadre des missions de maîtrise d'œuvre confiées, et dans un objectif de lutte contre d'éventuels conflits d'intérêt, le maître d'ouvrage souhaite s'assurer de la totale indépendance du maître d'œuvre avec d'éventuels candidats à l'opération de travaux.

Il est donc demandé une attestation, dans laquelle le maître d'œuvre (mandataire, cotraitants et sous-traitants éventuels), atteste qu'il n'a pas de lien capitalistique, ni professionnel, avec les entreprises du secteur de travaux concerné par l'opération objet de la mission.

Cette attestation à remettre dans l'offre pourra être redemandée en cours de marché lorsque les candidatures seront connues.

Si l'entreprise dispose d'un effectif conséquent, Le maître d'œuvre (mandataire, cotraitants et sous-traitants éventuels) devra assurer au maître d'ouvrage que les agents qui participeront à la mission, tout en les nommant, ont une indépendance totale.

A défaut, de transmission de cette attestation ou en l'absence d'indépendance, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché.

Article 34 – Dématérialisation de l'exécution des marchés

Le profil d'acheteur et la plateforme E-PROJECT (pour le CHU de Montpellier) pourront être utilisés pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

En application de l'article 3 du CCAG-MOE, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Article 35 - Dérogations aux CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du Cahier des Clauses Administratives Particulières sont apportées aux articles suivants du CCAG-MOE:

TITRE 1 - CLAUSES RELATIVES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Dérogation par l'article 5 du CCAP de l'article 4.1 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 5 du CCAP des articles 4.2.1 du CCAG-MOE

Dérogation par l'article 8 du CCAP de l'article 27 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 10.2 du CCAP de l'article 5.2.2 et 5.2.3 du CCAG MOE

TITRE 2 - CLAUSES RELATIVES AUX MODALITES D'ATTRIBUTION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Chapitre 1

Dérogation par l'article 2.1 du CCAP de l'article 3.6.2 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 4.1 du CCAP de l'article 27 du CCAG-MOE

Chapitre 2

Dérogation par l'article 1.2 du CCAP de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE

Dérogation par l'article 5.2 du CCAP de l'article 11.6.1 du CCAG-MOE

Chapitre 4

Dérogation par l'article 6 du CCAP de l'article 16.2 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 6.1 du CCAP de l'article 16.2.1 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 6.1 du CCAP de l'article 16.2.2 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 7.1 du CCAP de l'article 28.4.2 du CCAG- MOE

Chapitre 6

Dérogation par l'article 26 du CCAP de l'article 3.8.2 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 28 du CCAP des articles 15.3.3 du CCAG- MOE

Chapitre 7

Dérogation par l'article 29.1 du CCAP de l'article 32.5 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 31 du CCAP de l'article 5.2.2 et 5.2.3 du CCAG- MOE

Dérogation par l'article 33.3.1 du CCAP de l'article 9.1 du CCAG- MOE

ANNEXE 1 - ELEMENTS DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

PARTIE I - MISSION DE BASE

ETUDES D'ESQUISSE

Les études d'esquisse ont pour objet de :

- Prendre connaissance et analyser le dossier programme et les documents fournis par le maître d'ouvrage
- Visiter les lieux et analyser le site,
- Analyser les données administratives et les contraintes réglementaires,
- Analyser les données techniques,
- Analyser les données financières,
- Explorer les différentes solutions envisageables et proposer une solution traduisant les éléments majeurs du programme, en présenter les dispositions générales techniques envisagées, en indiquer les délais de réalisation,
- Vérifier la compatibilité de la solution préconisée avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux,
- Vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme et du site et proposer éventuellement des études géologiques et géotechniques, environnementales ou urbaines complémentaires.

Dans le cadre de ces études d'esquisse, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage, l'AMO, les utilisateurs, notamment dans le cadre de la mise au point de l'esquisse.

Documents à remettre au maître d'ouvrage :

Certaines mises au point du programme et des études complémentaires (études géologiques, géotechniques, environnementales ou urbaines avec préparation des cahiers des charges techniques) peuvent éventuellement être proposées par le maître d'œuvre. Elles nécessitent alors des mises au point d'études d'esquisse remises dans le cadre du concours.

Les études d'esquisse mises au point, sont présentées à l'AMO, pour approbation par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre rédigerait des comptes rendus de réunions avec le maître d'ouvrage, l'AMO, les utilisateurs, portant sur les principales options prises à ce stade de la mission, notamment dans le cadre de la mise au point de l'esquisse.

ETUDES D'AVANT-PROJET

Les études d'avant-projet, fondées sur la solution d'ensemble retenue et le programme précisé à l'issue des études de diagnostic/esquisse approuvées par le maître d'ouvrage sont décrites ci-

dessous:

a) les études d'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Préciser la composition générale en plan et en volume ;
- Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Contrôler les relations fonctionnelles des éléments du programme et leurs surfaces ;
- Apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage, ainsi que les intentions de traitement des espaces d'accompagnement ;
- Proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- Préciser un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles ;
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

Elles sont établies à partir de l'esquisse sur la base du programme définitivement arrêté par le maître d'ouvrage (négociations incluses).

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200, avec certains détails significatifs au 1/100 et au 1/50.

Le dossier **d'Avant-Projet Sommaire**, comportera 3 parties :

- 1) Un **Mémoire** à caractère à la fois descriptif, explicatif et justificatif composé de :
 - Notice de présentation précisant les évolutions par rapport à l'esquisse.
 - Notice justificative de la solution au regard des contraintes du programme et de la réglementation (Hygiène et Sécurité, Code du Travail, Accessibilité ...)
 - Description architecturale sommaire à l'échelle de la parcelle et de l'ouvrage avec schémas de principe (volet paysager du P.C.).
 - Description fonctionnelle
 - Description technique sommaire des installations par corps d'état et performances techniques à atteindre (études techniques liées: à la qualité environnementale, température, acoustique, éclairage...).
 - Définition par local du type de prestations proposées (sols/murs/plafonds).
 - Description du mode opératoire phase par phase avec indication de délai et identification des contraintes et proposition de solutions pour y répondre.
 - Tableau de surfaces des locaux SU et SDO (évolution/esquisse).
 - Notices nécessaires à l'obtention du P.C. (Sécurité, Accessibilité, Solidité).
 - Les études des dévoiements éventuels et des raccordements des réseaux
 - Calendrier de réalisation
 - Propositions de reconnaissances ou missions complémentaires
- 2) Une **estimation sommaire** affinée par phase et par corps d'état avec tolérances en plus et en moins, en fonction des incertitudes et des options proposées au choix du Maître d'Ouvrage.
- 3) Un **dossier de plans**, composé de :
 - Plans de masse au 1/500, avec aménagements extérieurs

- Plans de niveau en phase finale au 1/200
- Plans de façades en phase finale au 1/200
- Coupes au 1/100 et détails significatifs au 1/50
- Perspectives en phase finale
- Plans de phasage (1 plan par phase) au 1/500
- Plans de détail au 1/50 avec représentation du mobilier et des appareillages fluides et électricité.
- Plans fixant le principe de division de l'Etablissement en zones de détection et de mises en sécurité incendie avec implantation et pré-dimensionnement des gaines (Art M.S. 55 du Règlement de Sécurité E.R.P.) ; implantation des équipements de prévention et de lutte contre l'incendie
- Plan de repérage au 1/200 et détails des dispositions architecturales prises au titre du respect des contraintes d'accessibilité

b) Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvée par le maître d'ouvrage qui ont pour objet :

- vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
- définir les matériaux ;
- apprécier, le cas échéant, la volumétrie, l'aspect extérieur des ouvrages, et les aménagements paysagers ainsi que les ouvrages annexes à envisager ;
- proposer, le cas échéant, une décomposition en tranches de réalisation, signaler les aléas de réalisation normalement prévisibles, notamment en ce qui concerne le sous-sol et les réseaux souterrains et préciser la durée de cette réalisation ;
- permettre au maître de l'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme ainsi que certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance, d'en fixer les phases de réalisation et de déterminer les moyens nécessaires notamment financiers.
- établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux ;
- arrêter le forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'œuvre
- la réalisation d'une étude de flux du projet ;
- Choix des équipements énergétiques : Les différents systèmes énergétiques devront être étudiés dans le cadre de l'étude de faisabilité des approvisionnements en énergie au sens du décret n°2007 – 363 du 19 mars 2007. Les résultats seront présentés dans une note spécifique et feront apparaître les avantages et inconvénients en termes technico-économiques de chacune des options. Les dimensionnements, descriptifs techniques, les schémas de principes devront être fournis et affinés en fonction des phases de la conception du projet

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50.

Le dossier **d'Avant-Projet Définitif**, comportera 3 parties :

1) Un **Mémoire** :

- Notice de présentation précisant les évolutions par rapport à l'A.P.S.
- Notice justificative de la solution au regard des contraintes du programme et de la

réglementation.

- Description architecturale détaillée présentant les principes constructifs, de fondations et de structure retenus, ainsi que leur dimensionnement indicatif. Descriptif des matériaux de l'enveloppe extérieure. Description des aménagements extérieurs et paysagers
 - Description fonctionnelle
 - Descriptif technique détaillé : pré-dimensionnement et notes de calcul appropriées des installations techniques, présentation des équipements techniques prévus, argumentation en fonction des performances prévues à l'A.P.S. (Etudes techniques liées à la qualité environnementale, Température, Eclairage, Acoustique ...) et une première évaluation simplifiée des coûts de maintenance et d'exploitation ultérieurs.
 - Bilan global des puissances (Chauffage/Ventilation/Plomberie/ Electricité)
 - Descriptif détaillé par corps d'état
 - Définition par local du type de prestation prévue compris équipements immeubles par destination, et appareillages avec argumentation en fonction des performances prévues à l'A.P.S. et des coûts de maintenance et d'exploitation ultérieures.
 - Descriptif du mode opératoire phase par phase avec délai et validation des contraintes liées à la sécurité incendie et sécurité des personnes
 - Tableau des SU et SDO détaillées
 - Etude de dévoiements et de raccordement des réseaux. Dans le cadre de cette étude, le maître d'œuvre devra notamment :
 - o Rassembler les plans de récolement des réseaux existants ;
 - o Vérifier physiquement les implantations, avec sondages éventuels ;
 - o Mettre à jour les plans de récolement
 - o Établir les projets de dévoiement et de raccordement des réseaux
- 2) **Une estimation définitive du coût prévisionnel des travaux** décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant-métré et des prix unitaires estimés correspondants ; Cette estimation permettra au maître de l'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer le coût de son exploitation
- 3) **Un dossier de plans**
- Plans de masse au 1/200, en phase finale avec aménagements extérieurs
 - Plans de niveau au 1/100 en phase finale avec aménagements intérieurs
 - Plans de façades et coupes en phase finale au 1/100
 - Coupes au 1/100 et détails significatifs au 1/50 y compris des aménagements extérieurs
 - Perspectives affinées en phase finale
 - Plans de phasage (1 plan par phase) au 1/200
 - Plans de détail au 1/50 avec représentation du mobilier et des appareillages fluides et électricité.
 - Plan de principe de fondation et de la structure au 1/100
 - Dimensionnements principaux des structures et des fondations
 - Schémas généraux de fonctionnement des installations techniques
 - Plan fixant le découpage de l'Etablissement des zones de mises en sécurité et de zones de détection, le positionnement et le pré-dimensionnement des gaines de désenfumage.
 - Plan de repérage au 1/100 et détails et élévations des dispositions architecturales prises au titre du respect des contraintes d'accessibilité
 - Tracé de principe des réseaux extérieurs, pré-dimensionnement et niveaux

c) Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du

permis de construire et des autres autorisations administratives (telles que Déclaration de travaux ou permis de démolir ou dossiers ICPE), ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction ;

d) Pour les ouvrages de construction neuve de logements, les études d'avant-projet sommaire et d'avant-projet définitif peuvent être exécutées en une seule phase d'étude.

e) Le concepteur **rédigera en phase APD une charte de « chantier propre »**, décrivant les dispositifs organisationnels et opérationnels devant être mis en œuvre par les entreprises de travaux pour réaliser un chantier à faibles nuisances.

Elle présentera :

- Rôles et responsabilités de chaque intervenant ;
- Principes d'organisation du chantier (journal de bord, suivi hebdomadaire, agrément des équipements et matériaux, information des ouvriers, communication, ...) ;
- Dispositifs à mettre en œuvre pour assurer la maîtrise du trafic et de la propreté du chantier ;
- Moyens de gestion pour la collecte sélective des déchets ;
- Dispositifs permettant de limiter les nuisances (acoustiques, visuelles, olfactives ;
- Dispositifs permettant de limiter les risques sur la santé des personnes (chantier et usagers) ;
- Moyens de limitation des pollutions des sols, des eaux et de l'air ;
- Moyens permettant de limiter les consommations de ressource ;

ETUDES DE PROJET

Les études de projet fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projets approuvés par le maître de l'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

a) Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les éléments techniques ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage ;
- Préciser la décomposition du prix global et forfaitaire par corps d'état sur la base d'un métré

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/2.

b) En outre, lorsqu' après mise en concurrence, sur la base de l'avant-projet définitif ou sur la base des études de projet, une variante minimale respectant les conditions stipulées dans le dossier de consultation a été proposée par le ou les entrepreneurs et acceptée par le maître de l'ouvrage, les

études de projet doivent être complétées pour :

- Assurer la cohérence de toutes les dispositions avec les avant-projets ainsi qu'avec les dispositions découlant, le cas échéant, d'un permis de construire modifié ;
- Etablir la synthèse des plans et spécifications émanant d'une part de l'avant-projet définitif établi par le maître d'œuvre et d'autre part des propositions de l'entrepreneur.

Le **dossier PROJET** a un niveau de précision suffisant pour permettre aux entreprises d'établir les plans d'exécution et les spécifications à usage de chantier, sans précision complémentaire. Il comprendra :

1) Un mémoire

- Le descriptif des prestations et limites d'intervention (interfaces des différents corps d'état) par corps d'état, par phases, par chapitre et par poste en fonction du mode de dévolution des travaux. (CCTP commun à tous les corps d'état et CCTP par corps d'état précisant la nature, les caractéristiques et la localisation des différents éléments de construction et des matériaux à mettre en œuvre des cadres de devis quantitatifs par chapitre et par poste, à usage des entreprises consultées : les entreprises devront remplir ce cadre en quantités et en prix pour former le devis quantitatif estimatif (décomposition du prix global et forfaitaire) annexé à leur acte d'engagement. Ce cadre sera établi sur support informatique (Excel) pour diffusion aux entreprises.
- La méthodologie de curage/désamiantage/démolition y compris plan de repérage et phasage
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par phase et par corps d'état + phasage opérationnel
- Les notices de sécurité (CCF détaillé et Dossier d'identité du SSI) et d'accessibilité
- Le tableau des surfaces (SU et SDO)
- La présentation des interventions de maintenance des installations techniques
- Les bilans thermiques, aérauliques, de puissance électrique
- Un descriptif des épreuves et essais à réaliser en vue de la réception des ouvrages : Les éléments reportés seront soit issus des CCTP soit reportés directement pour les épreuves et essais non explicitement cités et/ou relevant d'actions transversales. Le document détaillera par corps d'état les essais envisagés ainsi que leur planification. L'ensemble ainsi décrit doit permettre d'aborder l'exhaustivité des essais et contrôles nécessaires au contrôle de la conformité des ouvrages et à l'atteinte des résultats contractuels.
- Le pré-dimensionnement de tous les éléments de structure et de toutes les installations techniques, tant en matière de performances à atteindre que d'encombrement. Ce pré-dimensionnement est justifié par les notes de calcul appropriées.
- Un tableau des finitions (par pièce : sol/mur/plafond/ menuiseries intérieures et extérieures/éventuels mobilier ou équipement du biomédical)
- Le bilan des déchets :
 - o Quantifiant de manière estimative les déchets qui seront générés par le chantier.
 - o Définissant les obligations de tri des déchets au regard de la législation.
 - o Proposant des filières d'élimination des déchets dans un objectif de développement durable.
 - o Le maître d'œuvre doit réfléchir à la récupération des déchets et formule des propositions au maître de l'ouvrage
- Concernant, le bâtiment de l'IFCS, qui doit être démoli, le maître d'œuvre devra lister les matériaux et matériels éventuellement récupérables issus de cette démolition et proposer des filières de récupération pour ces éléments.

Il doit veiller à ce que le marché de travaux intègre :

- La liste des entreprises chargées de l'élimination des déchets;
- Le SOGED (Schéma d'Organisation de Gestion et d'Elimination des Déchets).

2) Une **estimation**

Etablir le coût prévisionnel des travaux décomposé par corps d'état (cadre de décomposition détaillé avec métrés et prix unitaires). Une cohérence totale est attendue entre les articles du CCTP et ceux de la DPGF

Etablir le coût prévisionnel des contrats de maintenance des installations techniques.

3) Un **dossier de plans** comprenant :

- Le plan de masse à l'échelle 1/200 ;
- Le plan des aménagements extérieurs (voirie, espaces verts, mobiliers ...) au 1/200
- Les plans cotés de tous les niveaux à l'échelle 1/50ème définissant précisément la partition et la distribution des locaux et faisant apparaître les équipements immeubles réalisés au titre du projet
- Les plans cotés de toutes les façades et de toutes les toitures à l'échelle 1/50 définissant précisément la composition du clos et du couvert et permettant le repérage des éléments qui les composent ;
- Les coupes nécessaires à la compréhension du projet, à l'échelle 1/50 ;
- L'ensemble des plans de repérage à l'échelle 1/50 positionnant sans ambiguïté les éléments de construction des différents corps d'état
- Par corps d'état : plans, coupes, élévations nécessaires à la définition des éléments de construction à l'échelle 1/50 avec, en tant que de besoin, des détails à des échelles variant du 1/20 au 1/2 des plans à l'échelle 1/50 définissant avec précision le tracé des différents réseaux et leurs éventuels raccordements aux réseaux existants ainsi que les dévoiements ;
- Des plans de principe de positionnement des équipements dans les locaux techniques.

Précisions complémentaires attendues pour certains corps d'état :

Les spécifications ci-après précisent le contenu, minimum, de la prestation d'étude de projet pour quelques corps d'états principaux et représentatifs. Pour les autres corps d'état le contenu minimum sera déterminé par assimilation aux dites spécifications.

Structure

- Les plans de structure (poteaux, poutres et tous porteurs) doivent être à une échelle qui permette d'avoir une vision d'ensemble de la structure de l'ouvrage et de ses fondations.
- Dans la plupart des cas, l'échelle du 1/100 est suffisante.
- Vues en plan de chaque niveau et plan de fondation : implantation et pré dimensionnement des ouvrages, indication des trémies principales
- Elévation des principaux ouvrages de charpente et pré-dimensionnements
- Cahier des coupes et détail au 1/50 et 1/20
- Elévations des façades

Clos et couvert, façade et menuiserie extérieure, métallerie, couverture, étanchéité

- Ces corps d'état doivent faire l'objet de plans généraux et, si nécessaire, de plans de détail ou spécifiques et de plan de repérage. Tous les détails de conception doivent être définis et dessinés (y compris acrotères, joints de dilatation, garde-corps)

Aménagements intérieurs

- Menuiseries intérieures, faux plafonds, revêtements muraux et de sols, serrurerie intérieure, peinture, équipement mobilier suivant indications du programme : ces ouvrages sont repérés soit sur des plans généraux, soit sur des plans spécifiques.

Equipement thermique, ventilation, désenfumage

- Plans de principe, schéma de fonctionnement des installations de chauffage, d'extraction, de soufflage
- Plans de cheminement des gaines sans dimensionnement imposé, pour la ventilation et la climatisation
- Plans d'implantation des gaines de désenfumage avec dimensionnement et positionnement des appareillages
- Schémas généraux et bilans de puissance
- Tracés unifilaires des principaux réseaux et gaines sur fonds de plans de niveaux
- Pré-dimensionnements principaux des réseaux et des matériels
- Principes de régulation des équipements par la GTC
- Plan de principe de positionnement des équipements des locaux techniques au 1/50
- Plan d'implantation des terminaux (radiateurs, bouches de ventilation, ventilo-convecteurs, etc.) au 1/50, soit sur des plans généraux, soit sur des plans spécifiques, suivant la complexité et l'importance de l'ouvrage.

Plomberie/Fluides médicaux

- Schéma général ;
- Tracés des principaux réseaux sur fonds de plan de niveaux ;
- Pré-dimensionnements principaux des réseaux et des matériels ;
- Plan de principe de positionnement des équipements des locaux techniques au 1/50 ;
- Plan d'implantation des matériels et appareils sanitaires) au 1/50ème soit sur des Plans généraux, soit sur des plans spécifiques, suivant la complexité et l'importance de l'ouvrage.

Électricité courant fort et courant faible

- Schéma général et bilan de puissance normal et secouru ;
- Schéma des armoires principales ;
- Schéma des principales armoires divisionnaires de distribution et de protection (hors section et calibre qui font partie de la phase exécution) ;
- Tracé des principaux chemins de câbles ;
- Implantation des tableaux et appareillages (prises de courant, commandes, têtes de détection incendie) ainsi que les parcours de la distribution principale (hors section des canalisations qui font partie des plans de la phase exécution) au 1/50 soit sur des plans généraux, soit sur des plans spécifiques, suivant la complexité et l'importance de l'ouvrage ;
- Principe d'équipement des locaux techniques (transformateur, groupe électrogène, onduleur, TGBT, autocommutateur, etc.).

Voirie et réseaux divers inclus dévoiements

- Tracé des réseaux extérieurs sur fond de plan masse comportant l'indication des sections et niveaux principaux et l'indication des regards ;
- Repérage des différents types de voirie sur fond de plan masse ;
- Liaison des VRD avec le bâtiment par description précise des ouvrages situés en périphérie du bâtiment y compris les coupes et élévations sur tous les points particuliers : sur ces

- coupes et élévations devront figurer les ouvrages du bâtiment et les ouvrages des VRD ;
 - Détails d'ouvrages types.
 - Plan de nivellement
 - Plan des revêtements, plantations, mobiliers avec coupes et détails
- 4) Le programme d'économie envisagé en cas d'appel d'offres infructueux
 - 5) Les autorisations d'urbanisme, PC ou DT ou PD ou ICPE) y compris les attendus des administrations et reprises éventuelles de l'étude

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

La mission dossier de consultation a pour objet de préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives (publicité, cahier des clauses administratives particulières, règlement de consultation et acte d'engagement) et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître de l'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ; Ce dossier devra prendre en compte toutes les remarques du maître d'ouvrage énoncées dans l'élément de mission PROJET.

Pour mener à bien cette mission, le maître d'ouvrage fournira au maître d'œuvre des trames de processus achats et du Dossier de Consultation des Entreprises avec les documents qu'il doit impérativement contenir.

Démarche achats engagée par le CHU de Montpellier à respecter par le maître d'œuvre

Le CHU de Montpellier a engagé une démarche de professionnalisation des achats dans le cadre du plan Phare piloté par le Ministère de la Santé. Ce plan a pour objectif une réduction des coûts dans le maintien de la qualité des soins et des services.

Dans ce cadre :

- La connaissance et la qualification du marché fournisseurs sont impératives afin d'adapter l'offre et la demande, dynamiser la concurrence, saisir des opportunités de marchés et identifier les nouvelles innovations
- L'ensemble des consultations du CHU doivent, conformément aux objectifs du code des marchés publics, orienter vers le choix d'offres économiquement les plus avantageuses. La technicité n'est plus l'angle unique d'analyse des offres mais bel et bien le rapport qualité / coûts.

En amont de la rédaction du DCE, le maître d'œuvre devra dérouler le processus achat, tel que fourni par le maître d'ouvrage, intégrant des études de marché et aboutissant à la proposition d'une démarche contractuelle validée par le maître d'ouvrage.

Les dossiers de consultations rédigés par les maîtres d'œuvres et proposés au maître d'ouvrage doivent impérativement respecter ces consignes.

Le maître d'œuvre devra donc motiver la pertinence de ses choix de rédaction sous un angle de performance technico économique dans l'ensemble des documents des dossiers de consultation des

entreprises.

A titre d'exemples - non exhaustifs, le maître d'œuvre devra motiver ses choix de rédaction sur les points suivants :

- La structure de l'allotissement ou le choix de prendre l'entreprise générale
- Le choix des procédures de consultation
- Le type de marché public (marché ordinaire, accord-cadre, marchés à tranches)
- L'autorisation ou l'interdiction des variantes
- Les critères de sélection des candidatures (au-delà des aspects administratifs)
- Les critères de sélection des offres
- Les systèmes de notations des offres (non fournis dans le DCE)
- Le montant des pénalités et des primes
- Les formules et périodicités de révision des prix
- Les demandes et structures de décomposition de certains prix
- Les modalités de vérification qualitative et quantitatives
- La gestion des garanties

Le maître d'œuvre devra notamment savoir intégrer dans son approche des conceptions des marchés de travaux :

- Des définitions de besoins justes et bien dimensionnés (éventuellement sous un angle fonctionnel avec demande de performances)
- Des rencontres fournisseurs afin d'agrandir le panel fournisseurs en relation avec le maître d'ouvrage à l'aide de la fiche rencontre fournisseurs (formulaire fourni par le maître d'ouvrage)
- Des analyses en coût complet
- Des études de marchés actualisées (formulaire fourni par le maître d'ouvrage)
- Des analyses de risques
- Des techniques de négociations professionnalisées non réduites à du cadrage d'offre et des demandes de meilleurs prix via courrier (formulaire fourni par le maître d'ouvrage)
- Des modalités de contrôle permanent des performances des fournisseurs (formulaire fourni par le maître d'ouvrage)

Le maître d'ouvrage pourra refuser la rédaction de tout ou partie de dossiers de consultation si son approche technico économique lui paraît insuffisante.

Le maître d'ouvrage fournira au maître d'œuvre un modèle de Processus Achats avec la Fiche de Démarche Contractuelle qu'il devra utiliser. Cette fiche de démarche contractuelle permettra au maître d'œuvre de présenter les motivations de ses choix de rédaction. Elle fera l'objet d'une validation pour le maître d'ouvrage.

Rédaction du Dossier de Consultation des entreprises (DCE)

Pour chaque consultation, le maître d'œuvre doit rédiger toutes les pièces techniques et administratives du dossier de consultation des entreprises (règlement de consultation ; CCAP, cadres d'actes d'engagements ; Bordereaux de prix ; CCTP ; DPGF ; demandes de décompositions de prix ; ...)

Le maître d'ouvrage devra impérativement valider le contenu et la rédaction de l'ensemble des documents.

(Les formulaires fournis par le maître d'ouvrage sont de sa propriété exclusive. Ils ne peuvent donc être utilisés que dans le cadre de la présente opération.)

ASSISTANCE POUR LA PASSATION DU OU DES CONTRATS DE TRAVAUX

Description de la mission ACT Assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux.

Consultation des candidats

Durant la phase de remise des candidatures, il est fait obligation au maître d'œuvre de communiquer automatiquement et par écrit à tous les candidats retenus tous renseignements qui leur permettent d'avoir le même niveau d'information sur la consultation, ceci afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence.

Sélection des candidats

Le maître d'œuvre doit vérifier que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Le maître d'œuvre contrôlera le respect des niveaux minimaux de capacité imposés avant l'analyse des offres.

Le maître d'œuvre vérifiera l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière, et les capacités techniques et professionnelles des candidats, à l'attribution du marché public.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement, y compris celles des sous-traitants.

Le maître d'œuvre sélectionne les candidatures retenues conformément aux critères définis par le CHU de Montpellier.

Il doit établir un rapport et le remettre au CHU de Montpellier pour validation le cas échéant :

- Soit sur le respect des niveaux minimums de capacité imposés avant l'analyse des offres
- Soit un rapport d'analyse des candidatures quand l'analyse doit être faite avant l'analyse des offres.

Phase consultation des entreprises

Pendant cette période, le maître d'œuvre participera à d'éventuelles visites de site organisées par le

CHU pour les entreprises. Il proposera au maître d'ouvrage des réponses aux questions qui seront posées par les entreprises.

Durant cette phase, il est fait obligation au maître d'œuvre de communiquer automatiquement et par écrit à tous les candidats retenus tous renseignements qui leur permettent d'avoir le même niveau d'information sur la consultation, ceci afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence.

Remise des Offres

Le maître de l'ouvrage procède à l'ouverture des offres. Le maître de l'ouvrage transmet au maître d'œuvre, pour avis, le dossier complet des propositions reçues sur le modèle fourni par le maître d'ouvrage. Celui-ci ne doit fournir à des tiers, aucune des informations contenues dans ce dossier qu'il doit restituer intégralement au maître de l'ouvrage avec son rapport évoqué ci-après.

Analyse des offres

Le maître d'œuvre établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entrepreneurs, un rapport dans lequel il indique pour chacune des offres notamment :

- Les points sur lesquels ces offres ne seraient pas conformes au DCE,
- Les réserves éventuelles qu'elles appellent,
- Les imprécisions, erreurs, omissions relevés notamment dans les décompositions des prix forfaitaires ou sous-détails de prix unitaires.

Si des "variantes" (à l'initiative de l'acheteur ou à l'initiative du soumissionnaire) sont remises par les entrepreneurs conformément aux stipulations du règlement de consultation, le maître d'œuvre devra accomplir, sans rémunération complémentaire, les tâches d'analyse, de contrôle, etc., impliquées par l'étude de ces variantes.

Le maître d'œuvre remet un tableau de synthèse des offres recalées, chapitre par chapitre, pour chaque entreprise, comparé au coût prévisionnel établi, sur la base d'un avant-métré, au stade du projet. Ce tableau mettra en exergue les incohérences des offres

Le maître d'œuvre effectue un classement des offres au vu des critères de sélection des offres énoncés dans le règlement de consultation.

Le maître d'œuvre devra participer à la rédaction des courriers à destination des entreprises en cas de nécessité de sa part ou de celle du maître de l'ouvrage de précisions ou de compléments. En dehors de ces échanges formalisés, sous contrôle du maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre n'est pas autorisé à prendre contact avec les candidats pendant toute la procédure de consultation ;

En cas de procédure concurrentielle avec négociation ou de procédure adaptée, des négociations pourront être menées en partenariat avec le maître de l'ouvrage. Sur la base du guide de négociation interne au CHU de Montpellier, un deuxième classement devra être réalisé en fonction des réponses obtenues.

Ce rapport doit être remis au maître de l'ouvrage qui propose si nécessaire une réunion au cours de laquelle sont examinées les remarques émises par le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage. Ce dernier décide, en accord avec le maître d'œuvre, des contacts éventuels à prendre avec les entreprises pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires.

Le choix définitif de l'entrepreneur à retenir appartient au maître de l'ouvrage qui reste libre de suivre ou non les remarques du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit le cas échéant, faire la mise au point avec l'attributaire du ou des marchés et rédiger le ou les formulaires de mise au point.

Le maître d'œuvre est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

Le maître d'œuvre doit en outre respecter le caractère secret des solutions techniques et des prix consentis par les entrepreneurs soumissionnaires ou attributaires des marchés, ces prix et solutions ne devant, en aucun cas, être communiqués aux autres concurrents.

Dans le cas d'une procédure infructueuse, le maître d'œuvre reprendra le dossier correspondant en l'adaptant en tant que de besoin dans le respect du programme initial, sans pouvoir prétendre à une augmentation de ses honoraires. Le programme d'économie établi lors de la phase « Projet » sera le point de départ de ces modifications.

ETUDES D'EXE ET DE SYNTHESE

Les études d'exécution, fondées sur le projet approuvé par le maître d'ouvrage ont pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-15 du Code de la Commande Publique :

- d'établir tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants, et définissant les travaux dans tous leurs détails. Ces plans d'exécution et spécifications sont établis afin de dispenser l'opérateur économique chargé des travaux de réaliser des études complémentaires autres que celles concernant les plans d'atelier et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier ;

- de réaliser des études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Ces études de synthèse se traduisent par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les opérateurs économiques chargés des travaux ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par ces opérateurs respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre. Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

DIRECTION DE L'EXECUTION

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes audits contrats et ne comportent ni erreur ni omission, ni

contradiction normalement décelable par un homme de l'art ;

- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
 - délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
 - informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
 - vérifier les projets de décompte mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acompte, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
 - donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des entreprises.
- Le Maître d'Œuvre est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur de l'Entreprise ; à ce titre, il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter de modification sans l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage

PRESTATIONS ATTENDUES :

DIRECTION DES TRAVAUX (DET)

Au titre de la phase de préparation :

1) Aspects techniques et organisationnels :

Le maître d'œuvre doit :

- Veiller au respect des obligations contractuelles, résultant des marchés de travaux, telles que la production des documents (y compris la transmission au CT) et matériels ou matériaux (échantillons, prototypes...);
- L'organisation et la direction hebdomadaire des réunions de chantier de maîtrise d'œuvre auxquelles le maître de l'ouvrage assistera;
- L'établissement et la diffusion, notamment à la maîtrise d'ouvrage, des comptes rendus de maîtrise d'œuvre desdites réunions ;
- L'organisation et la rédaction des constats contradictoires ;
- L'ouverture et la tenue du journal de chantier détaillé (utilisable en cas de réclamation formulée par une ou des entreprises) ;
- Faire procéder à la mise en place du panneau de chantier, établi conformément à la réglementation en vigueur ;
- Assister à toutes les réunions mensuelles de maîtrise d'ouvrage. Il remet à chacune de ces réunions un rapport mensuel décrivant l'état d'avancement de la phase de préparation, les éventuels points critiques influant sur le déroulement de l'opération et les propositions de mesures correctrices éventuellement nécessaires ;

2) Aspects financiers et administratifs :

Le maître d'œuvre doit :

- Vérifier que toutes les démarches contractuelles des entreprises titulaires des marchés ont bien été effectuées ;
- S'assurer que l'ensemble des entreprises intervenantes sur le chantier bénéficient d'une police d'assurance en cours de validité et conforme aux exigences contractuelles et réalisent bien les démarches nécessaires auprès du CSPS
- Donner son avis écrit sur les propositions des entreprises quant à l'intervention d'éventuels sous-traitants ;
- Contrôler l'état prévisionnel des dépenses établi par les entrepreneurs (ce travail se fait en corrélation étroite avec la mission « OPC » pour laquelle le Titulaire assure l'établissement des calendriers d'exécution et adresse au Maître d'Ouvrage un récapitulatif des projets de décomptes mis à jour des quantitatifs d'exécution ;

Au titre de la phase d'exécution des travaux :

Le maître d'œuvre s'interdit d'apporter, en cours d'exécution, toutes modifications aux conditions des marchés signés par le Maître d'Ouvrage, sans l'autorisation écrite de ce dernier et sans la production de documents justificatifs et vérification de l'homogénéité de l'ensemble du projet.

Le maître d'œuvre doit donner toutes les instructions nécessaires à la parfaite réalisation des travaux de réalisation de l'ouvrage.

Le respect des objectifs doit entraîner, notamment, les interventions suivantes du maître d'œuvre, justifiées par l'ensemble des correspondances, constats et procès-verbaux :

3) Aspects techniques et organisationnels :

Le maître d'œuvre doit :

- L'organisation et la direction hebdomadaire des réunions de chantier de maîtrise d'œuvre ;
- L'établissement et la diffusion des comptes rendus de maîtrise d'œuvre ;
- L'organisation et la rédaction des constats contradictoires ;
- La tenue du journal de chantier détaillé (utilisable en cas de réclamation formulée par une ou des entreprises) ;
- Contrôler l'état d'avancement général des études et des travaux à partir du planning général ;
- Veiller à l'organisation du chantier, en prescrivant toutes mesures susceptibles d'assurer le respect du planning et la qualité des ouvrages ;
- S'assurer que les contacts nécessaires avec les avoisinants, les concessionnaires et les acteurs locaux sont réalisés et sont en phase avec l'organisation du chantier ;
- S'assurer du respect du calendrier, tant dans l'avancement des travaux que dans les dates d'interventions des différentes entreprises, prescrire, s'il y a lieu, les pénalités provisoires pour retard ;
- S'assurer que les documents d'exécution sont établis en temps voulu par les entreprises et sont approuvés par le contrôleur technique ;
- Assister le maître d'ouvrage en cas de litige avec les entreprises en phase travaux ;
- Participer, s'il y a lieu, au collège interentreprises d'hygiène et de sécurité constitué en application du Code du Travail et à l'établissement du règlement intérieur ;
- Signaler au maître de l'ouvrage toutes évolutions anormales sur l'état

d'avancement et de prévision des travaux et des dépenses ;

- Assister à toutes les réunions mensuelles de maîtrise d'ouvrage. Il remet à chacune de ces réunions un rapport mensuel décrivant l'état d'avancement des études et des travaux, les éventuels points critiques influant sur le déroulement de l'opération et les propositions de mesures correctrices éventuellement nécessaires. Il remet également à chacune de ces réunions un bilan financier détaillé sur le coût des travaux.
- Contrôle du respect par l'entreprise de l'annexe au CCAP « obligations en matière de détachement de salariés étrangers » : déclaration de détachement, affichage, accident du travail, obligations en matière de droit social et droit du travail.

4) Contrôle de la conformité de la réalisation :

Le maître d'œuvre doit :

- S'assurer, en cours d'exécution, par toutes inspections périodiques et inopinées nécessaires, de la conformité des travaux aux prescriptions contractuelles, tout particulièrement en matière de sécurité, qualité, quantité, stockage des matériaux, délais et coût, ainsi que de la conformité de la réalisation des ouvrages avec la réglementation applicable aux travaux objets du marché, à leur date d'exécution et de consigner, le cas échéant, ses remarques et observations dans le journal de chantier lors de chaque visite inopinée ;
- Examiner les documents complémentaires à produire par les entreprises, en application de leurs contrats ;
- Etablir et soumettre au maître de l'ouvrage une synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage ;
- Donner aux entrepreneurs des directives propres à assurer le respect des dispositions prévues au marché (ces directives ne déchargent pas l'entreprise de ses obligations contractuelles et de ses responsabilités d'étude technique, de mise en œuvre, de surveillance et de sécurité) ;
- S'assurer de la parfaite implantation des ouvrages avec les plans approuvés, tant en plan qu'en altimétrie, et ce tout au long des travaux ;
- Préparer le dossier des ouvrages exécutés au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- S'assurer du bon déroulement du contrôle interne prévu au marché et proposer si nécessaire au maître d'ouvrage des contrôles externes permettant de s'assurer de la qualité ou conformité de l'ouvrage ;
- Prescrire tous les essais et analyse conformément aux spécifications techniques du marché ;
- Prendre les initiatives nécessaires dans le cas où l'exécution n'est pas conforme au projet, aux dispositions contractuelles des marchés et en rendre compte aussitôt au maître de l'ouvrage.

5) Ordres de services :

Le maître d'œuvre doit :

- L'établissement et la fourniture des projets d'ordres de services prescrivant l'ouverture du chantier, signés par le maître de l'ouvrage et délivrés aux entreprises qui en accusent réception ;
- L'établissement et la fourniture des projets d'Ordres de Services (OS) et

avenants apportant des modifications aux dispositions des marchés de travaux. Les ordres de service destinés aux entrepreneurs sont préparés, datés et signés par le maître d'œuvre et transmis au maître d'ouvrage ou à son représentant qui, par commodité administrative (numérotation, enregistrement, suivi, ...), les notifie aux entreprises qui en accusent réception. Les projets d'ordre de service proposés par la maîtrise d'œuvre, ayant pour objet une augmentation ou une diminution de la masse des travaux, doivent impérativement être accompagnés d'un avis technique et financier circonstancié et précis. Ledit avis rappelle le montant prévu pour le corps d'état considéré, le montant des dépenses notifiées sur ce corps d'état, le coût toutes dépenses comprises (incidences sur les autres corps d'état, incidences pour respecter le planning ...) de la modification proposée ;

- Tenir un journal des OS

6) Aspects financiers et administratifs :

Le maître d'œuvre doit :

- Vérifier que toutes les démarches contractuelles des entreprises titulaires des marchés ont bien été effectuées ;
- S'assurer que l'ensemble des entreprises intervenantes sur le chantier bénéficient d'une police d'assurance en cours de validité et conforme aux exigences contractuelles et réalisent bien les démarches nécessaires auprès du CSPS
- Donner son avis écrit sur les propositions des entreprises quant à l'intervention d'éventuels sous-traitants ;
- Tenir à jour l'état des dépenses, des prévisions de dépenses et des garanties exigées ;
- Vérifier l'avancement des décomptes mensuels de travaux et éventuellement les demandes d'acomptes sur approvisionnement et les avances ;
- Vérifier les décomptes mensuels et finaux, y compris révisions, établis par les entreprises ;
- Établir les propositions d'états d'acompte correspondants ;
- Proposer, le cas échéant, les pénalités provisoires de retard à appliquer aux entreprises en cours de chantier, conformément aux dispositions contractuelles régissant les marchés de travaux ;
- Dans le cadre de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux et d'un contrôle continu des coûts en phase chantier, établir mensuellement un bilan financier détaillé, par corps d'état le cas échéant, faisant apparaître les évolutions notifiées et les adaptations à l'étude. Ce bilan sera transmis au maître de l'ouvrage lors des réunions mensuelles de maîtrise d'ouvrage ;
- Travaux modificatifs : Le Maître d'Œuvre est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par l'Entrepreneur, qu'elles soient en plus ou en moins-value et qu'elles soient établies suite à une demande du Maître d'Œuvre, du Maître de l'Ouvrage ou spontanément par l'Entrepreneur. A défaut d'établissement d'une proposition de prix par l'entrepreneur suite à une demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre, ce dernier sera tenu d'établir un Ordre de service à prix provisoire pour commander les travaux modificatifs concernés. Le Maître de l'Ouvrage classera les travaux modificatifs ou supplémentaires dans l'une des trois catégories définies à l'article 13.4.1 du C.C.A.P.

- Vérifier les décomptes et mémoires de fin de travaux présentés par les entreprises, établir et proposer au maître de l'ouvrage le décompte définitif des pénalités de retard à appliquer éventuellement aux entreprises, avec production d'un rapport justificatif, établir le projet de décompte final, l'état du solde correspondant, ainsi que la récapitulation des acomptes déjà réglés;
- Examiner les mémoires en réclamation (examen technique, matériel et économique) présentés par les entreprises au plus tard à la présentation du projet de décompte final et assister le maître de l'ouvrage pour le règlement des litiges correspondants. Pour chaque mémoire en réclamation, le maître d'œuvre transmettra au maître de l'ouvrage un rapport d'analyse détaillé répondant de façon argumenté et motivé à chacun des chefs de réclamation;
- Établir les décomptes généraux, compris toutes les relances nécessaires auprès des entreprises pour qu'elles transmettent leur projet de décompte final.

CONTROLE DE LA CONFORMITE DE LA REALISATION (VISA)

Les études d'exécution (notes de calculs, notes d'hypothèse, notes techniques, plans d'exécution, plans de synthèse, calendriers prévisionnel d'exécution des travaux, matériel et matériaux proposés...) étant réalisées par les entreprises, le maître d'œuvre doit s'assurer que les documents qu'elles établissent, respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

Ce VISA doit être systématiquement notifié à l'entreprise et à son bureau d'étude. Le VISA doit être renseigné (VSO (1), VAO (2), VAOB (3), VR (4), NAV (5)) et motivé.

L'examen porte également sur les spécifications établies par les fournisseurs et constructeurs d'équipements et comporte le simple visa des dossiers correspondants.

- (1) VSO : Visa sans observation
- (2) VAO : Visa avec observation
- (3) VAOB : Visa avec observation bloquante
- (4) VR : Visa refusé
- (5) NAV : Non à viser

Prestations incluses :

- Etablissement en phase DCE des procédures de présentation, de diffusion, d'examen, de vérification, de visa, de reprise, le cas échéant, des documents soumis au VISA et/ou vérification du maître d'œuvre. Cela comprend notamment l'établissement d'une charte graphique pour la réalisation de tous les documents d'exécution et notamment les plans de synthèse ;
- Examen par la maîtrise d'œuvre de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre, conformément aux procédures citées ci-dessus.
- Établissement et mise à jour hebdomadaire d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution ;
- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux ;
- Analyse et arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs ;

- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par l'OPC ou les entrepreneurs ;
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par l'OPC ou les entrepreneurs.

Animation de la cellule de synthèse dont la coordination technique (aux fins d'impulser et de gérer toute action nécessaire à la cohérence technique, dimensionnelle et spatiale des prestations que chaque entrepreneur envisage de mettre en œuvre), l'arbitrage technique et architectural. Les entreprises élaboreront les plans et documents de synthèse. Le Maître d'œuvre décrira précisément dans les CCTP l'organisation et le fonctionnement de la cellule de synthèse, ainsi que les actions qui incombent à chaque corps d'état.

ASSISTANCE APPORTÉE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de recollement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Prestations confiées et documents à remettre au maître d'ouvrage :

Réception des ouvrages – Levée des réserves

Les obligations du Maître d'Œuvre relatives à la réception des travaux sont celles définies aux articles 41 à 43 du CCAG-Travaux.

Les visites nécessaires aux opérations préalables à la réception seront programmées par le Maître d'Œuvre en accord avec l'Entrepreneur, le Maître de l'Ouvrage, le Pilote, le Conducteur d'Opération et le Contrôleur Technique et auront lieu en présence de leurs représentants qualifiés. Le maître d'œuvre convoque les entreprises et organise-les :

- Visites de pointage d'achèvement de toutes les parties d'ouvrage;
- Essais de réception des installations techniques selon le programme établi par le Maître d'Œuvre et qui figurera dans les marchés de travaux.

Le maître d'œuvre organise les visites de contrôle de conformité. Il valide par sondage les performances des installations.

Les opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal propre à chaque marché de travaux, dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG-Travaux (= EXE 4 rédigé par le maître d'œuvre).

Le Maître d'œuvre propose la réception au Maître d'ouvrage (EXE5)

Le Maître d'Œuvre devra faire procéder par l'Entrepreneur aux travaux nécessaires pour lever les réserves dans les délais fixés en accord avec le Maître de l'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre établira le PV de levée de réserves (EXE8)

Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le Maître d'Œuvre établit la liste détaillée des documents constituant le DOE. Il lui appartient de collecter, vérifier, faire reprendre si nécessaire (vérification incluse) puis remettre au Maître de l'Ouvrage les documents fournis après exécution par l'Entrepreneur en application de l'article 40 du CCAG-Travaux et notamment :

- Les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution
- Les notices de fonctionnement et d'entretien
- Les consignes d'exploitation des ouvrages.
- Les PV d'essais

En outre, le Maître d'Œuvre établit une attestation indiquant que les ouvrages sont conformes aux prescriptions techniques et administratives contenues dans l'arrêté de permis de construire.

Garantie de parfait achèvement

Le Maître d'Œuvre doit s'assurer que l'Entrepreneur remplit tout au long du délai de garantie leurs obligations de "parfait achèvement" prévues à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage et s'assure que ces désordres, quand il s'avère qu'ils relèvent de la garantie de parfait achèvement et/ou de la garantie de bon fonctionnement, soient repris par les entreprises responsables, dans les délais impartis.

Le maître d'œuvre apporte au maître d'ouvrage une assistance technique et administrative pendant la période de garantie en cas de litige avec les entreprises. Il veille également à ce que les entrepreneurs effectuent bien les travaux d'entretien et de réfection à leur charge durant les délais de garantie, et propose au maître d'ouvrage les appels en garantie nécessaires.

Le Maître d'Œuvre provoquera deux mois avant l'expiration de ce délai de garantie la réunion sur place de toutes les parties concernées et adressera au Maître de l'Ouvrage pour chaque marché de travaux :

- Soit un constat de parfait achèvement ;
- Soit un constat de non observation de la clause de parfait achèvement comportant le cas échéant une proposition de prolongation de délai de garantie contractuel en application de l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

PARTIE II - MISSIONS COMPLEMENTAIRES :

LES ETUDES DE DIAGNOSTIC

Les études de diagnostic ont pour objet :

- d'établir un état des lieux technique des locaux et des réseaux existants dans le périmètre de l'opération,
- de fournir une analyse du bâti existant ;
- de permettre de juger la faisabilité de l'opération ;
- la réalisation d'une étude de flux de l'existant ;

Pour cela, le maître d'œuvre doit :

- proposer un schéma fonctionnel ou un organigramme d'utilisation de l'ouvrage en s'appuyant sur l'état des lieux et répondant au programme général établi par le maître d'ouvrage ;

Pour cet élément de mission, le maître d'œuvre doit effectuer tous les relevés géométriques nécessaires.

Il doit également réaliser les vérifications nécessaires sur les existants afin de valider les raccordements sur les réseaux existants et les solutions techniques envisagées dans le programme.

En application de l'arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments, le maître d'œuvre fournit les diagnostics et les formulaires de récolement :

- Les diagnostics :

Le diagnostic mentionné à l'article R. 126-10 du code de la construction et de l'habitation indique :

- a) Le nom et l'adresse, ainsi que les numéros SIRET et SIREN de la personne physique ou morale qui a réalisé le diagnostic, l'assurance qu'elle a souscrite et l'attestation de compétence ou de la qualification professionnelle dont elle dispose ;
- b) Les dates de visite du site ainsi que les bâtiments ou parties de bâtiments visités ;
- c) Les parties de bâtiments qui n'ont pas été visitées et la justification de cette absence de visite ;
- d) La liste des documents consultés qui ont permis d'établir le diagnostic notamment, lorsque l'opération y est soumise, le constat de risque d'exposition au plomb mentionné à l'article L. 1334-5 du code de la santé publique, le diagnostic relatif à la présence d'amiante mentionné à l'article L. 1334-12-1 du code de la santé publique, le rapport relatif au repérage de l'amiante mentionné aux articles R. 4412-97 à R. 4412-97-5 du code du travail et l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du présent code.

Le diagnostic fournit une estimation de la nature, de la quantité et de la localisation dans l'emprise de l'opération de démolition ou de rénovation significative :

- a) Des matériaux, produits de construction et équipements constitutifs des bâtiments ainsi que de leur fonction ;

- b) Des déchets potentiellement générés par ces produits, matériaux et équipements avec l'indication de la classification du déchet conformément aux dispositions de l'article R. 541-7 du code de l'environnement;
- c) Des déchets résiduels issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments.

Ce diagnostic fournit également :

- a) Une estimation de l'état de conservation des produits, matériaux et équipements ;
- b) Des indications sur les possibilités de réemploi sur le site de l'opération, sur un autre site ou par l'intermédiaire de filières de réemploi, notamment les filières locales ;
- c) L'estimation de la nature et de la quantité des produits, matériaux et équipements qui peuvent être réemployés ;
- d) A défaut de réemploi, les indications sur les filières de gestion et de valorisation des déchets, notamment les filières locales, en vue, par ordre de priorité décroissante, de leur réutilisation, leur recyclage ou une autre valorisation matière, leur valorisation énergétique ou leur élimination ;
- e) L'estimation de la nature et de la quantité des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative pouvant être réutilisés, recyclés, valorisés sous forme matière ou en vue d'une production d'énergie ou éliminés ;
- f) Des indications sur les précautions de dépose, de stockage sur chantier et de transport de ces produits, équipements, matériaux et déchets ainsi que sur les conditions techniques et économiques prévues pour permettre leur réemploi, leur réutilisation, leur recyclage ou une autre valorisation matière, leur valorisation énergétique ou leur élimination. En cas de vices ou de désordres apparents du bâtiment, le diagnostic fournit des indications sur les précautions de démolition ou de rénovation.

Le diagnostic est réalisé après un repérage sur site.

- Les formulaires de récolement relatif aux produits, aux équipements et aux matériaux réemployés ou destinés à l'être et aux déchets issus de cette démolition ou de cette rénovation significative

Ce formulaire mentionne la nature et les quantités des produits, des équipements et des matériaux réemployés ou destinés à l'être et celles des déchets, effectivement réutilisés, recyclés, valorisés sous forme de matière ou en vue d'une production d'énergie ou éliminés, issus de la démolition ou de la rénovation significative, en respectant la classification prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement, ainsi que les entreprises ou les centres de collecte ou de valorisation dans lesquels ces produits, équipements, matériaux et déchets ont été déposés et fournit les éléments attestant ce dépôt.

LA MISSION ORDONNANCEMENT PILOTAGE COORDINATION (OPC)

- Mission de l'OPC pendant la phase études

Le pilote établira les plannings travaux et les carnets de phasage nécessaires à chaque phase d'études.

- Mission de l'OPC pendant la phase d'élaboration du dossier de consultation des entreprises (dossier projet)

Le pilote établira le planning des travaux et le carnet de phasage des travaux à joindre au Dossier de

Consultation des Entreprises.

- Mission de l'O.P.C. pendant le déroulement des travaux

- Organisation générale et vie commune

L'O.P.C. :

- Établira les fonctions et les responsabilités des intervenants en se fondant sur les relations contractuelles ;
- Dressera l'organigramme de tous les intervenants connus ;
- Proposera un schéma de diffusion des informations et de circulation des documents d'études ;
- Vérifiera la mise en place des relations interentreprises en provoquant toutes les décisions nécessaires à la mise au point de la convention interentreprises et en s'assurant de la participation et de l'agrément de tous les entrepreneurs. Il assistera à toutes les réunions nécessaires et en établira un compte rendu qu'il diffusera.
- Recensera les besoins des différentes entreprises en matière d'installation de chantier en particulier celle du gros œuvre ;
- Sera membre de fait du comité de gestion du compte interentreprises en assurant la mission qui lui est définie dans ce règlement : convoquer les entreprises, dresser un compte rendu de ces réunions et le diffuser et jouera, si nécessaire, le rôle d'arbitre ;
- Assurera les liaisons générales avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les autres intervenants en organisant des réunions mensuelles où les décisions nécessaires au bon déroulement de l'opération seront prises. Il rédigera mensuellement un compte-rendu à diffuser aux présents ;
- Tiendra à la disposition du maître d'œuvre et des intervenants, un journal de chantier sur lequel il notera les événements importants correspondant à l'organisation et aux délais. Le journal de chantier sera tenu sur un carnet à duplicata dont il assurera la conservation. Ce journal sera mis à la disposition du contrôleur technique qui pourra y noter ses propres observations lors de ses visites ;
- En cas de défaillance d'un entrepreneur, il proposera au maître d'ouvrage le pourcentage d'avancement de chacun des postes du DPGF, pourcentage permettant au maître d'ouvrage de consulter de nouvelles entreprises.

- Planification des travaux

L'O.P.C. :

- Établira un calendrier prévisionnel de préparation de chantier ;
- Assurera le suivi du calendrier des études d'exécution ;
- Établira le calendrier des différentes opérations commandant le démarrage des travaux en cohérence avec les dispositions de sécurité et de santé prévues ;
- Examinera les problèmes particuliers de préfabrication et d'approvisionnement. Il en établira un calendrier à coordonner avec les dates d'exécution sur le chantier ;
- À partir du dépouillement des descriptifs et quantitatifs, analysera les tâches élémentaires et les contraintes, estimera les délais partiels et les effectifs relatifs aux différentes tâches, choisira l'ordre des interventions les plus favorables ;

- Éditera les calendriers, les remettra au maître d'œuvre pour diffusion aux entreprises par ordre de service ;
- Contrôlera les avancements des fabrications en usine ou en ateliers et les approvisionnements sur le chantier en coordination avec le maître d'œuvre ;
- Établira les différents calendriers nécessaires à la coordination du chantier, les soumettra aux entreprises, recueillera leurs observations et éventuellement transmettra au maître d'œuvre les problèmes nécessitant son arbitrage ;
- Mettra à jour les calendriers pour chaque réunion, et en cas de retard attirera immédiatement l'attention de l'équipe défaillante et étudiera avec cette dernière les moyens permettant de le résorber ;
- Tiendra à jour en permanence l'état précisant les responsabilités respectives des entreprises et des autres participants dans les retards constatés sur le chantier ;
- Informera aussi souvent que nécessaire le maître d'ouvrage des difficultés rencontrées, des procédures correctives. Il le conseillera sur les dispositions à prendre et qui ne sont pas de la compétence du coordonnateur ;
- Établira un "recalage" des calendriers si les retards ne permettent plus de les gérer, éditera les documents mis à jour et les diffusera après accord du Maître d'Ouvrage ;
- Assistera le maître d'œuvre en ce qui concerne les délais liés à des modifications de marchés publics décidés par le maître d'ouvrage ;
- Notera les arrêts de chantier et/ou les arrêts constatés par le maître d'œuvre.

- Réunions

L'O.P.C. :

- Proposera au maître d'œuvre des questions à mettre à l'ordre du jour des réunions de chantier ;
- Participera à toutes les réunions de chantier animées et organisées, par le maître d'œuvre, il animera la partie de ces réunions relatives aux délais, et son domaine de compétence ; **le rythme de ces réunions de chantier sera défini dans chaque marché subséquent ;**
- Rédigera les comptes rendus de ces réunions et en assurera la diffusion après validation par le maître d'œuvre ;
- Provoquera des réunions interentreprises indispensables, en dressera un compte rendu et le diffusera ;
- **Visites sur site : elles seront définies dans chaque marché subséquent.**

- Assistance à la gestion financière du chantier

L'OPC doit collecter les situations des entreprises et vérifier le pourcentage d'avancement des travaux dans les 2 jours suivant la remise des demandes d'acomptes et du solde.

- Mission de l'O.P.C. pendant la réception

L'O.P.C. :

- Organisera les visites de réception et en assurera la planification ;
- Établira un calendrier détaillé des opérations relatives aux essais, réceptions techniques, pré réception en liaison avec le maître d'œuvre et les entrepreneurs, mise en service des installations ;
- Établira un planning de remise des décomptes finaux à partir de la réception ;
- Coordonnera les travaux de finition et retouches diverses qui précéderont la fin des travaux ou la remise du bâtiment au maître d'ouvrage
- Assistera le maître d'œuvre aux visites préalables à la réception en présence du maître d'ouvrage, rédigera sur place la liste des réserves et des observations formulées et remettra cette liste au maître d'œuvre ;
- Participera à la visite de levées de réserves ;
- Rassemblera les documents de récolement non remis en cours de chantier pour les remettre au maître d'œuvre. Il exploitera les informations du maître d'œuvre, des entrepreneurs et du gestionnaire dans la mesure où ceux-ci assurent le suivi ou l'exécution des travaux liés aux réserves ;
- Établira un rapport de fin de chantier, dans le délai prévu à l'article 4-1 du CCAP, en particulier pour proposer la personnalisation des retards, s'il y a lieu.

- Mission de l'O.P.C. pendant l'année de parfait achèvement

L'O.P.C.:

- Établira un planning de levée de réserves
- Proposera un modèle de parfait achèvement à mettre en place dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception des travaux
- Effectuera un pointage hebdomadaire de l'avancement des travaux de levée de réserves
- Assistera le maître d'ouvrage en cas de contentieux introduit par les entreprises en *rapport avec la mission OPC*.

LA COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE

Phase AVP

La coordination des systèmes de sécurité incendie, au sens de la norme NF S 61-932 (C SSI) consiste à:

- Proposer et faire valider par le Maître de l'Ouvrage les principes du système de sécurité incendie de l'établissement.
- Elaborer un **avant-projet** de cahier des charges fonctionnel définissant l'installation, l'architecture du SSI et les dispositions relatives à sa réception. Ce cahier des charges définit en particulier la **catégorie** du SSI.
- Proposer et faire valider par le Maître de l'Ouvrage la définition des zones de détection, de mise en sécurité et d'alarme. Cette proposition doit-être mise au point en partenariat avec les services de prévention et le contrôleur technique,

Phase PRO

La coordination des systèmes de sécurité incendie, au sens de la norme NF S 61-932 (CSSI) consiste, en phase PRO, à :

- Elaborer le **cahier des charges fonctionnel détaillé** à joindre au dossier de consultation des entreprises permettant, sur la base des éléments adoptés en phase APD, de définir l'installation, l'architecture du SSI et les dispositions relatives à sa réception et de décrire les éléments suivants :
 - La zone de diffusion de l'alarme générale (ZA), les zones de mise en sécurité (ZS) et les zones de détection (ZD),
 - Les dispositifs actionnés de sécurité (DAS) et les dispositifs commandés terminaux (DCT) qui sont listés par fonction (évacuation, compartimentage, désenfumage),
 - La nature des liaisons, les principes et les corrélations entre les éléments du SSI, de façon à pouvoir effectuer la programmation du centralisateur de mise en sécurité (CSMI),
 - Le type d'alimentation (définition des alimentations de sécurité AES et APS),
 - L'énumération des documents et essais à demander en phase réalisation,
 - La qualification à exiger pour l'entreprise chargée des travaux « SSI »,
- La définition des limites de prestations des entreprises concernant les liaisons entre les différents éléments du SSI,
- La procédure de réception technique,
- La définition des modalités d'exploitation, instruction de manœuvre.
- Etablir le **dossier d'identité du SSI** en 10 exemplaires. Ce dossier est soumis à l'avis du contrôleur technique et sera transmis par la suite à la Commission de sécurité pour approbation. Il comporte les informations suivantes :
 - Les zones de détection (ZD) avec identification des détecteurs et/ou des déclencheurs manuels,
 - Les zones de mise en sécurité (ZS) avec identification des DAS et DCT. Ces zones doivent distinguer :
 - Les zones de désenfumage (ZDé),
 - Les zones de compartimentages (ZC),
 - Les zones de diffusion d'alarme sonore (ZA).

Ces zones doivent figurer sur les plans remis en phase PRO.

Phase DET / VISA

La coordination des systèmes de sécurité incendie, au sens de la norme NF S 61-932 (C SSI) consiste, en phase DET, par référence aux documents prévus en phase conception, à :

- Etablir la liste des plans d'exécution nécessaires à la définition du système (période de préparation)
- Suivre la mise en œuvre des SSI
- Organiser la coordination interentreprises
- Vérifier la cohérence des équipements du SSI (associativité, compatibilité), viser les plans des entreprises
- Rédiger les comptes rendus d'essais intermédiaires
- **Mettre à jour** le dossier d'identité du SSI à remettre au Maître de l'Ouvrage en collectant tous les documents permettant l'identification de tous les constituants du SSI (marque, type, etc.), les documents prouvant la cohérence, les schémas de principe, les notes de calcul, les plans, la liste du matériel, les certificats de conformité des constructeurs, les instructions de manœuvre, la notice d'exploitation et de maintenance.
- présence obligatoire aux réunions de chantier pour lesquelles il aura été convoqué;

Phase AOR

La coordination des systèmes de sécurité incendie, au sens de la norme NF S 61-932 (C SSI) consiste, en phase AOR, dans la continuité de la phase DET, à :

- Organiser les essais préalablement définis en phase conception (procédure de réception technique),
- Recueillir l'avis conforme du contrôleur technique,
- Collecter les PV et rédiger les comptes rendus d'essais effectués par les entreprises,
- Emettre un avis sur la corrélation des sous-systèmes du SSI,
- Déclencher et participer à la visite de la Commission de sécurité,
- Finaliser le dossier d'identité du SSI,
 - Compiler et examiner les certificats de conformité,
 - Compiler et examiner les listes de matériels et documents fournis par les installateurs et les constructeurs,
 - Compiler et examiner le schéma de principe et les plans de récolement,
 - Compiler et examiner les instructions de manœuvre et les notices d'exploitation et de maintenance,
- Etablir un PV de réception joint au dossier d'identité du SSI
- Dans le cas d'essai non concluant, le maître d'œuvre dresse un PV de l'essai et de corrections à apporter, assorti d'une nouvelle convocation pour les séances d'essais jusqu'à un essai concluant,
- le dossier d'identité sera incorporé au DOE de l'ouvrage.

LES ETUDES TECHNIQUES SPECIFIQUES LIEES A LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE

Le projet du CHU s'inscrit dans le cadre réglementaire en vigueur. Ainsi l'article 8 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte n°2015-992 précise que « toutes les nouvelles constructions sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de ses établissements publics ou des collectivités territoriales font preuve d'exemplarité énergétique et environnementale et sont, chaque fois que possible, à énergie positive et à haute performance environnementale. » Le décret n° 2016-1821 et l'arrêté du 10 avril 2017 précisent les objectifs à atteindre par les bâtiments publics en matière de performance énergétique et de durabilité du bâti, ces bâtiments devant atteindre les niveaux E3 et C1.

ESQUISSE / APS

- **Première analyse multicritère de matériaux**
 - Rédaction d'un tableau de bord environnemental intégrant l'ensemble des préconisations environnementales et des choix (structuraux ou types d'équipements). Ce tableau de bord intégrera une notice Qualité Environnementale décrivant et justifiant les évolutions du projet depuis l'esquisse.
 - Chauffage, Climatisation/rafraîchissement

APD et PRO

- Organigramme de collecte des déchets.
- Rédaction d'un tableau de bord environnemental définitif reprenant l'ensemble des décisions et évaluations au PRO.
- Justification des choix des matériaux, produits et composants sur critères environnementaux.

- Rédaction des spécifications développement durable des CCTP et autres pièces écrites du PRO.

DCE

- Définition et rédaction des spécifications de chantier à faibles nuisances

ACT (assistance au contrat de travaux)

- Prise en compte du critère développement durable dans l'analyse des offres (chantier)

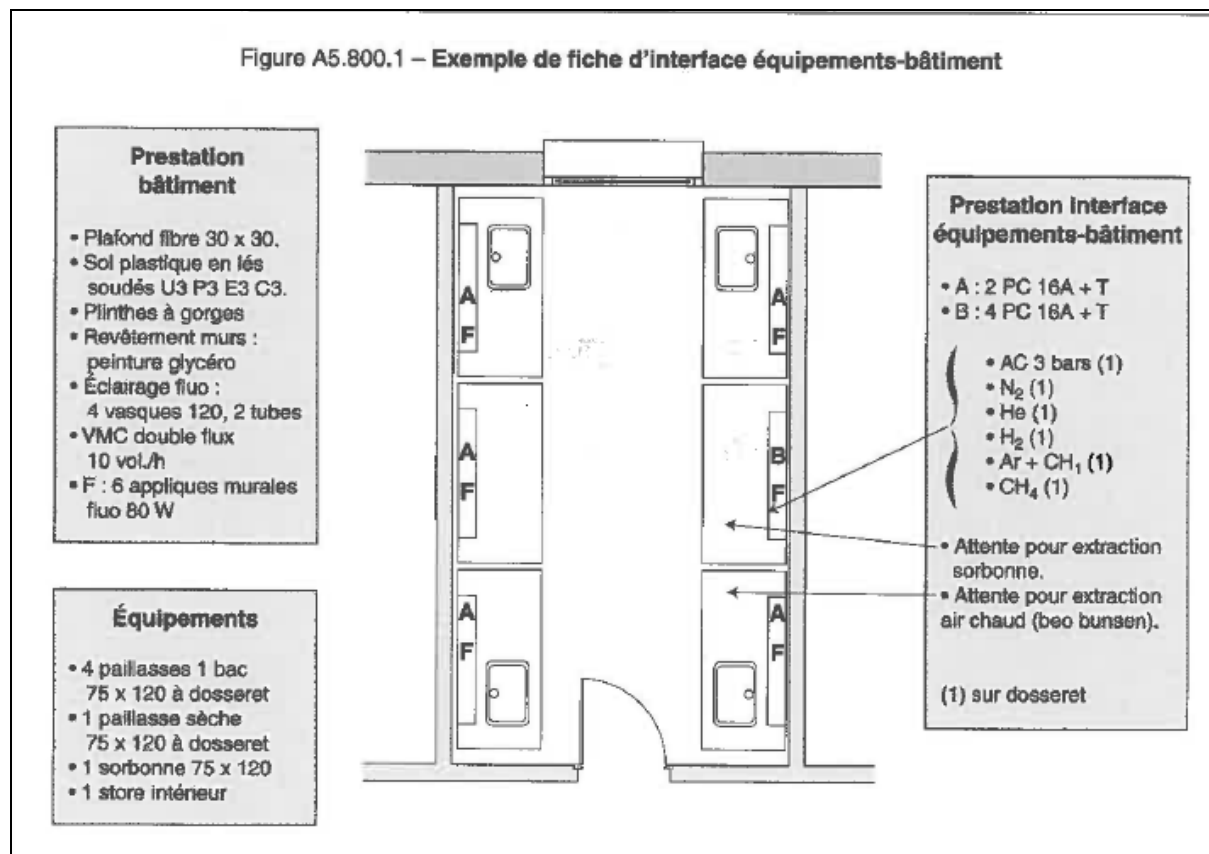
DET (direction exécution des travaux)

- Préparation du chantier à faibles nuisances
- Contrôle des exigences de chantier à faibles nuisances et de la conformité des matériaux, produits et composants livrés avec les prescriptions contrôle du respect des spécifications développement durable.

AOR (assistance aux opérations de réception)

Dans le cadre de la réception, contrôle de la conformité des ouvrages avec les exigences de qualité environnementale, évaluation définitive de la qualité environnementale de l'opération livrée

MISSION DE GESTION DE L'INTERFACE EQUIPEMENTS- BATIMENT



1) Objectifs

La présente mission a pour objectif l'identification et la prise en compte de l'ensemble des contraintes générées, au niveau du bâtiment, par la mise en place des équipements, de façon à réduire les surcoûts en prestations et en organisation de chantier résultant d'une adaptation trop tardive du bâtiment à ces contraintes.

2) Méthodologie

Analyse typologique des équipements. Le maître d'œuvre établit un classement en trois familles à partir du programme produit par le Maître de l'Ouvrage et faisant apparaître :

- le programme des équipements immobiliers et mobiliers destinés au futur bâtiment ;
- la répartition de ces équipements, local par local.

Ces trois familles sont les suivantes :

- 1. Equipements qui ne génèrent aucune contrainte particulière** au niveau du bâtiment (les équipements mobiliers qui ne sont raccordés à aucun fluide ni à aucune évacuation ainsi que les équipements mobiliers qui ne sont raccordés qu'à une prise de courant ordinaire de façon non permanente font partie de cette famille) ;
- 2. Equipements qui génèrent des contraintes identifiables** avec précision et peu susceptibles d'évolution à moyen terme. Sont rangés dans cette famille les équipements dont les caractéristiques présentent un certain caractère d'universalité et de constance dans le temps, indépendamment de la marque et du type de matériel (par exemple, dans un local médical, un négatoscope raccordé de façon permanente à une arrivée de courant 220 V 16 A). Les équipements existants transférés, donc parfaitement connus, sont aussi classés dans cette famille ;
- 3. Equipements qui génèrent des contraintes qui ne pourront être identifiées de façon précise** qu'après avoir pris connaissance de la marque et du type de matériel, soit en raison de leurs caractéristiques techniques, soit en raison d'une évolution technologique prévisible (au stade de la conception du bâtiment, c'est-à-dire plusieurs mois et souvent plusieurs années avant l'acquisition des équipements, ces contraintes ne peuvent, au mieux, être déterminées qu'au niveau des principes).

Présentation à l'assistant du maître de l'ouvrage et au conducteur d'opération. L'analyse typologique fait l'objet d'une présentation à l'assistant du maître de l'ouvrage et au conducteur d'opération qui peuvent formuler des observations.

3) Identification des contraintes et sujétions générées par les équipements

Après achèvement de l'analyse typologique, éventuellement complétée ou corrigée pour tenir compte des observations du Maître de l'Ouvrage, le maître d'œuvre identifie l'ensemble des contraintes et des sujétions techniques et fonctionnelles nécessaires à l'adaptation du bâtiment à ses équipements futurs.

3.1 Equipements de première famille. Par définition, ces équipements ne génèrent aucune contrainte.

3.2 Equipements de deuxième famille. Identification des contraintes techniques : pour chaque équipement, le maître d'œuvre identifie et répertorie les contraintes techniques de raccordement d'installation ou de fonctionnement (besoins d'amenée ou d'évacuation de fluides de toute nature, réservations, surcharges d'exploitation, dégagement de calories, etc.) puis évalue les besoins correspondants (débits, puissances, résistance de planchers, etc.).

- Identification des contraintes de fonctionnalité : pour chaque équipement, le maître d'œuvre

identifie et répertorie les éventuelles contraintes ou fonctionnalité ou d'ergonomie de poste de travail (nécessité d'éclairage naturel, d'occultation, position relative d'un écran cathodique, lumière du jour, hauteur sous plafond, etc.).

- Après identification des contraintes et des besoins spécifiques qui en découlent, le maître d'œuvre organise les réunions de travail nécessaires :

- À la validation ou à la correction des résultats ;
- Au positionnement précis, sur plan, des équipements et sujétions qui en résultent.
- Le maître d'œuvre évalue les surcoûts d'adaptation correspondants.

3.3 Equipements de troisième famille.

a) Evaluation des contraintes techniques ou de fonctionnalité les plus fréquemment rencontrées pour le type d'équipements considéré ;

Repérage précis des locaux concernés et proposition des clauses à insérer dans le règlement de consultation, les CCAP et CCTP des marchés de travaux. Dans l'hypothèse où certains équipements ne seraient pas connus ou identifiés au moment de la rédaction du CCTP des mesures conservatoires seraient prises afin de permettre les adaptations nécessaires en cours de chantier.

b) Dès connaissance des caractéristiques précises des équipements, identification des contraintes techniques et de fonctionnalité générées par ces équipements, puis identification des sujétions qui en découlent au niveau des prestations de bâtiment.

- Organisation des réunions de travail nécessaires :

- À la validation ou correction des résultats ;
- Au positionnement précis, sur plan, des équipements de troisième famille ;
- À l'établissement des spécifications techniques définissant de façon précise l'ensemble des caractéristiques fonctionnelles dimensionnelles et de positionnement de l'ensemble des ouvrages et détails de raccordement des équipements.

- Estimation du coût des travaux d'adaptation correspondants.

- Mise au point, avec les entrepreneurs chargés du bâtiment, des modifications de marchés publics nécessaires à la prise en compte des sujétions issues des équipements de troisième famille.

- Approbation des plans de synthèse et d'exécution modifiés.

- Organisation et maîtrise d'œuvre des travaux relatifs aux prestations différées. (Le contractant est assisté dans cette mission par le coordonnateur de chantier).

4) Documents à fournir

4.1 Mission d'analyse typologique des équipements. Document de synthèse précisant la liste des équipements de chaque famille et leur localisation par référence aux codes repères des locaux concernés.

4.2 Identification des contraintes et sujétions générées par les équipements.

Equipements de première famille : sans objet.

Equipements de deuxième famille : répertoire des contraintes techniques et fonctionnelles de raccordement et installation, concernant chaque équipement et évaluation chiffrée des besoins correspondants.

- Recueil des justificatifs des éléments chiffrés retenus.

- Dossier de synthèse constitué par un ensemble de fiches dites « fiches d'interface ».

Pour chaque local, la fiche comporte un plan du local à grande échelle, la position des équipements futurs, les repères symboliques des différents raccordements, un commentaire mettant en évidence les problèmes particuliers (par exemple contrainte à prendre en compte dans le calcul des charges d'exploitation, fort dégagement de calories, nécessité d'obscurité totale).

Lorsque l'usage normal de l'équipement suppose un accessoire mobilier (table support, par exemple), celui-ci est dessiné avec ses caractéristiques géométriques les plus courantes.

Lorsque, dans un même local, le mobilier répondant à l'usage courant de ce local peut avoir un impact sur le positionnement ou la fonctionnalité d'un ou plusieurs équipements de deuxième famille, ce mobilier courant est dessiné avec ses caractéristiques géométriques les plus courantes.

- Evaluation des surcoûts d'adaptation du bâtiment.

Equipements de troisième famille : évaluation des contraintes techniques les plus fréquemment rencontrées pour les types d'équipements considérés et prise en compte des sujétions correspondantes lors de la rédaction des CCTP (amenées de fluides à proximité des zones concernées, calcul de la résistance des planchers, recherche de solutions augmentant la flexibilité : faux planchers, plinthes électriques, etc.).

- identification des contraintes techniques et de fonctionnalité générées par les équipements de troisième famille, puis identification des sujétions qui en découlent au niveau des prestations des bâtiments.
- Positionnement précis, sur plan, de ces équipements et établissement des spécifications techniques définissant de façon précise l'ensemble des caractéristiques fonctionnelles dimensionnelles et de positionnement de l'ensemble des ouvrages et détails de raccordement nécessaires à leur fonctionnement.
- Détail estimatif du coût des travaux d'adaptation correspondants.

MISSION SIGNALÉTIQUE

Cette mission comprendra la conception et le suivi de la réalisation de la signalétique des opérations de travaux, la prise en compte de la réglementation dans ce domaine, tant dans le cadre de l'accessibilité handicap que dans le cadre de la sécurité incendie.

Le maître d'œuvre est chargé de la conception et du suivi de la réalisation de la signalétique dans les mêmes conditions que les autres prestations définies par le programme de l'opération.

MISSION AVANT- METRES

La mission complémentaire avant métrés consiste à :

- établir, **en phase APD**, un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant-métré et des prix unitaires estimés correspondants;
- Pour la consultation les DPGF devront faire apparaître les métrés réalisés par le maître d'œuvre ;
- permettre au maître de l'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer le coût de son exploitation.

MISSION DE SYNTHÈSE

A) Mission de la cellule de synthèse

- 1) Deux missions à caractère complémentaire

La cellule de synthèse est chargée de deux types de missions à caractères complémentaires :

- La coordination technique ;
- L'élaboration des plans et documents de synthèse.

Coordination technique :

La coordination technique a pour objectif d'impulser toute action nécessaire à la cohérence technique, dimensionnelle et spatiale des prestations que chaque entrepreneur envisage de mettre en œuvre.

Au titre de la mission de coordination technique, la cellule de synthèse doit :

- identifier les lacunes, incompatibilités rencontrées à l'interface des domaines d'intervention des différents corps d'état ;
- identifier les conflits résultant de choix, initialement non concertés, de prestations situées en un même point de l'ouvrage à réaliser ou sur des parties d'ouvrages supposant une cohérence entre différents constituants ;
- proposer à chaque entrepreneur des solutions en vue d'apporter les correctifs nécessaires aux lacunes, incompatibilités et conflits qu'elle a identifiés ;
- attribuer sans équivoque la responsabilité des prestations situées à l'interface de plusieurs corps d'état ;
- enregistrer les réponses définitives apportées par chaque entrepreneur pour résoudre les problèmes précités.

La synthèse doit donc identifier, gérer et traiter tous les éventuels conflits et incompatibilités à l'interface des domaines d'intervention des différents corps d'états dans les limites suivantes :

- Une non modification de la conception architecturale et technique du projet,
- Une non modification des montants forfaitaires du marché,
- Une non modification des délais d'exécution.

Etablissement des plans et documents de synthèse:

Les plans et documents de synthèse obtenus par rassemblement d'informations techniques et graphiques figurant sur les plans d'exécution établis par les différentes entreprises permettent d'identifier les zones de conflit. Ils constituent l'outil indispensable à la mission de coordination technique et à la recherche de solutions aux problèmes identifiés au titre de cette mission.

Précision sur la mission de synthèse. La cellule de synthèse doit :

- élaborer les plans dits de synthèse à 2 cm/m et les spécifications techniques détaillées associées définissant sans ambiguïté les solutions techniques apportées (ces documents de synthèse précisent les caractéristiques fonctionnelles, dimensionnelles et de positionnement de tous les détails des ouvrages concernés, ainsi que les choix des matériaux correspondants)
- s'assurer de la cohérence entre les plans d'exécutions propres à chaque corps d'état et les plans de synthèse ;
- élaborer en tant que de besoin des fiches « d'interface » définissant avec précision, sous forme de détails graphiques à grande échelle et de spécification écrites complémentaires, les solutions aux problèmes de synthèse particulièrement délicats ;
- d'intégrer les corrections résultant des travaux modificatifs.

D'une manière générale, la cellule de synthèse établira des documents conformément à la charte graphique du CHU de Montpellier.

Mise à jour des plans et documents de synthèse. Après achèvement des plans et documents de synthèse initiaux, il appartient à la cellule de synthèse de mettre à jour ces plans et documents pour tenir compte des modifications de prestations apportées en cours de chantier. Pour les modifications importantes ou délicates survenant après la période de pleine activité de la cellule de synthèse, le directeur de synthèse réactive, si nécessaire, cette cellule.

A la fin des travaux, la cellule de synthèse établira les DOE de synthèse à partir des DOE des entreprises.

2) Organisation de la cellule de synthèse

Membres de la cellule de synthèse. La cellule de synthèse est constituée d'un directeur de synthèse éventuellement assisté par un ou plusieurs adjoints, de projeteurs de synthèse et d'un secrétariat.

Membres associés.

- Membres actifs. Participent aux travaux de la cellule de synthèse, en tant que de besoin, les projeteurs désignés à cet effet par les entreprises.
- Membres consultatifs. Peuvent être consultés, pour avis, par la cellule de synthèse :
 - Le coordonnateur SPS ;
 - Le coordonnateur de chantier (OPC) lorsqu'il est distinct du maître d'œuvre ;
 - Le contrôleur technique ;
 - Le coordinateur SSI.

3) Moyens de la cellule de synthèse

Moyens humains à la charge du maître d'œuvre. Le maître d'œuvre se dote des moyens humains nécessaires pour répondre aux besoins suivants :

- Direction de la cellule de synthèse ;
- Élaboration des plans de synthèse.

Ces moyens comprennent notamment un directeur de synthèse, des projeteurs de synthèse en nombre suffisant et un secrétariat.

- Direction de synthèse. Le maître d'œuvre affecte à cette mission un technicien chef de projet dit « directeur de synthèse », capable d'organiser, de coordonner et de piloter les travaux de la cellule de synthèse. L'intervention de ce technicien s'étend sur toute la durée des travaux.

- Projeteurs de synthèse. Le maître d'œuvre met à la disposition de la cellule de synthèse les spécialistes nécessaires pour assurer les prestations qui lui incombent et notamment la production des plans de synthèse. Les domaines de compétence de ces spécialistes et leur nombre sont déterminés en fonction :

- De la nature, de la taille et de la complexité du projet ;
- Des contraintes résultant du calendrier des travaux de la cellule de synthèse.

- Secrétariat de la cellule de synthèse. Le maître d'œuvre met à la disposition de la cellule de synthèse les moyens de secrétariat nécessaires.

4) Moyens humains à La charge des entreprises

Le maître d'œuvre veille, lors de la rédaction du CCAP des marchés de travaux, à ce que :

- chaque entrepreneur mette à la disposition de la cellule de synthèse un projeteur qualifié pendant tout le temps nécessaire à l'aboutissement des travaux de cette cellule ;
- le temps de présence de chaque projeteur au sein de la cellule soit suffisant pour permettre l'élaboration des documents de synthèse et des plans d'exécution dans le cadre du calendrier défini par le coordonnateur des travaux (OPC).

5) Moyens matériels à la charge du maître d'œuvre

Prestation de base. Le maître d'œuvre met à la disposition de la cellule de synthèse le matériel informatique et les logiciels nécessaires à l'élaboration de tous les plans et documents de synthèse.

6) Moyens matériels à la charge des entrepreneurs

Dans le CCAP des marchés de travaux, le maître d'œuvre définit les moyens matériels qui sont mis à la disposition de la cellule de synthèse par les entreprises en complément de ceux dus par le maître d'œuvre. Ces moyens nécessaires au fonctionnement de la cellule de synthèse consistent notamment en :

- Un local éclairé et chauffé de 30 m² ;
- Un poste téléphonique ;
- Un télécopieur ;
- Un photocopieur A3.

Le maître d'œuvre précise dans le CCAP des marchés de travaux à quelle(s) entreprise(s) incombe la charge financière correspondant à la mise en place de ces moyens.

7) Charges de fonctionnement

L'affectation des charges de fonctionnement (y compris charges de protection des biens) correspondant aux équipements précités et à ceux fournis par le maître d'œuvre est précisée par ce dernier dans l'article du CCAP des marchés de travaux traitant des dépenses communes de chantier.

8) Rôles des acteurs

Directeur de synthèse.

Le directeur de synthèse est notamment chargé des prestations suivantes :

- rédaction du règlement interne de fonctionnement de la cellule de synthèse (ce règlement est porté à la connaissance des entreprises dans le cadre du dossier de consultation de celles-ci) ;
- établissement du calendrier des travaux de la cellule de synthèse en cohérence avec le calendrier de réalisation des travaux et le calendrier des études d'exécution ;
- programmation, animation et direction des réunions de synthèse et des réunions intermédiaires ;
- rédaction et diffusion des comptes rendus des réunions de synthèse ;
- définition des conditions de protection des biens affectés à la cellule de synthèse (ces conditions sont spécifiées dans le règlement).

Projeteurs de synthèse.

Les projecteurs de synthèse sont notamment chargés des prestations suivantes :

- sur la base des plans dits « d'architecte » au 1/50^e ou à défaut, des plans de gros œuvre, préparation des fonds de plans nécessaires aux travaux de cellule de synthèse ;
- établissement des plans de synthèse proprement dits ;
- assistance aux directeurs de synthèse en vue de l'identification des zones de conflits ;
- établissement des fiches d'interface ;
- assistance au directeur de synthèse en vue de la recherche de solutions aux conflits ;
- assistance au directeur de synthèse lors des négociations éventuelles avec les entrepreneurs ;
- assistance au directeur de synthèse en vue de l'attribution de la responsabilité des prestations situées à l'interface de plusieurs corps d'état ;
- mise à jour des plans de synthèse après enregistrement des réponses définitives apportées par chaque entrepreneur.

Projeteurs des entreprises.

Les projecteurs de synthèse sont notamment chargés des prestations suivantes :

- établissement des plans et coupes de détails correspondant aux zones de conflits ;
- participation aux travaux de la cellule de synthèse, en tant que de besoin, notamment lors de la recherche de solutions aux conflits ;

- validation des solutions auprès des personnes compétentes de leur entreprise ;
- établissement, ou participation à l'établissement, des plans d'exécution dans le respect des dispositions arrêtées à l'issue de travaux de la cellule de synthèse.

9) Principes de fonctionnement de la cellule de synthèse

Ces principes sont les suivants :

1. Chaque entrepreneur établi sous sa responsabilité un premier jeu de ses plans d'exécution.
2. Après avis du maître d'œuvre et du contrôleur technique, la cellule de synthèse élabore une première version des plans et documents de synthèse en s'appuyant sur les plans d'exécution provisoires.
3. La cellule de synthèse analyse les plans de synthèse provisoire avec les projecteurs concernés et identifie les incompatibilités.
4. La cellule de synthèse propose des solutions pour résoudre les problèmes.
5. Les solutions définitives sont choisies à l'issue de réunions de concertation organisées, entre les entreprises et le maître d'œuvre, à l'initiative du directeur de synthèse.
6. La cellule de synthèse établit les documents de synthèse définitifs.
7. Le directeur de synthèse attribue, sans équivoque, la responsabilité des prestations situées à l'interface des différents corps d'état.
8. Chaque entrepreneur établit ses plans d'exécution définitifs en cohérence avec les documents de synthèse.
9. En fin de chantier, la cellule de synthèse s'assure de la conformité des plans de synthèse avec les ouvrages exécutés. Le directeur de synthèse réactive, en tant que de besoin, la cellule de synthèse afin de pouvoir effectuer les corrections ou compléments nécessaires à une remise en conformité éventuelle.
10. Responsabilité de la cellule de synthèse

Travaux modificatifs. Lorsque des travaux modificatifs sont demandés par la cellule de synthèse :

- s'ils résultent d'un outil ou d'une erreur d'une entreprise déterminée, ils sont à la charge de l'entreprise concernée (cette disposition est à prendre en compte par la maître d'œuvre lors de la rédaction du CCAP des marchés de travaux) ;
- dans tous les autres cas, ils sont considérés comme ayant été demandés par le maître d'œuvre (responsable de la mission de synthèse) et relèvent des dispositions correspondantes du marché de maîtrise d'œuvre.

Retards. Dans la production des plans de synthèse :

- si le retard résulte de la carence d'une entreprise déterminée, la responsabilité de ce retard incombe à cette entreprise (cette disposition est à prendre en compte par le maître d'œuvre lors de la rédaction du CCAP des marchés de travaux) ;
- dans tous les autres cas, les retards sont considérés comme incombant au maître d'œuvre (responsable de la mission de synthèse) et relèvent des *dispositions correspondantes du marché de maîtrise d'œuvre*.

MISSION D'ASSISTANCE RESPONSABILITE DU PROJET

Cette MISSION D'ASSISTANCE A LA RESPONSABILITE DU PROJET est l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. modifiés par l'Ordonnance n°2016-282 du 10

mars 2016 - art. 1 du Code de l'Environnement issues du Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

Le maître d'œuvre assistera pleinement le Maître d'Ouvrage dans la mission de Responsable de Projet et devra se conformer à la réglementation issue notamment des textes suivants :

- Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution
- Arrêté du 28 juin 2012 pris en application de l'arrêté du 15 février 2012 d'application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution
- Décret n° 2012-970 du 20 août 2012 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution
- Norme NF S70-003

Article L554-1

Créé par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 219

I.- Les travaux réalisés à proximité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution sont effectués dans des conditions qui ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la continuité de fonctionnement de ces réseaux, à l'environnement, à la sécurité des travailleurs et des populations situées à proximité du chantier ou à la vie économique.

II. Lorsque des travaux sont réalisés à proximité d'un ouvrage mentionné au I, des dispositions techniques et organisationnelles sont mises en œuvre, dès le début du projet et jusqu'à son achèvement, sous leur responsabilité et à leurs frais, par le responsable du projet de travaux, par les exploitants des ouvrages et par les entreprises exécutant les travaux.

Ces dispositions peuvent comprendre :

- la consultation du guichet unique mentionné à l'article L. 554-2 ;
- la déclaration préalable des travaux par le responsable du projet et les exécutants des travaux auprès des exploitants des ouvrages ;
- des investigations ou actions de localisation des ouvrages en amont des travaux lorsque la position des ouvrages n'est pas connue avec une précision suffisante ;
- la mise en place de précautions particulières à l'occasion des travaux ;
- la déclaration, par son auteur, de tout dommage ou dégradation causé à un ouvrage auprès de son exploitant.

III.- Des mesures contractuelles sont prises par les responsables de projet de travaux pour que les entreprises exécutant les travaux ne subissent pas de préjudice lié au respect des obligations prévues au II, notamment en cas de découverte fortuite d'un réseau durant le chantier ou en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiquées avant le chantier par le responsable du projet de travaux et la situation constatée au cours du chantier.

Le responsable du projet de travaux supporte toutes les charges induites par la mise en œuvre de ces mesures, y compris en ce qui concerne le déroulement du chantier et sauf en ce qui concerne les dispositions du second alinéa du II qui sont appliquées conformément au IV.

IV. — Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités de mise en œuvre du présent article, et notamment :

1. Les catégories d'ouvrages, y compris les équipements qui leur sont fonctionnellement associés, auxquelles s'applique le présent chapitre, ainsi que la sensibilité de ces réseaux ;
2. Les dispositions techniques et organisationnelles mises en œuvre par le responsable du projet de

travaux, les exploitants de réseaux et les entreprises exécutant les travaux en relation, le cas échéant, avec le guichet unique mentionné à l'article L. 554-2 ;

3. Les modalités de répartition, entre le responsable du projet de travaux et les exploitants des ouvrages des coûts associés à la mise en œuvre des dispositions du second alinéa du II ;

4. Les dispositions qui sont portées dans le contrat qui lie le responsable du projet de travaux et les entreprises de travaux pour l'application du présent article.

Article R554-1

Modifié par Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 - art. 1

Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

-ouvrage : tout ou partie de canalisation, ligne, installation appartenant à une des catégories mentionnées au I ou au II de l'article R. 554-2 ainsi que leurs branchements et équipements ou accessoires nécessaires à leur fonctionnement ;

-ouvrage en service : ouvrage dont l'exploitation n'est pas définitivement arrêtée ;

-responsable d'un projet : personne physique ou morale, de droit public ou de droit privé, pour le compte de laquelle les travaux sont exécutés, ou son représentant ayant reçu délégation ;

-exécutant des travaux : personne physique ou morale assurant l'exécution des travaux ;

- déclarant : personne physique ou morale effectuant la déclaration de projet de travaux ou la déclaration d'intention de commencement de travaux prévues respectivement aux articles R. 554-21 et R. 554-25 ;

-emprise des travaux : extension maximale de la zone des travaux prévue par le responsable du projet ou par l'exécutant des travaux, y compris les zones de préparation du chantier, d'entreposage et de circulation d'engins ;

-zone d'implantation d'un ouvrage : la zone contenant l'ensemble des points du territoire situé à moins de 50 mètres du fuseau de l'ouvrage. Pour les ouvrages linéaires, il est retenu une zone de largeur constante contenant l'ensemble des points situés à moins de 50 mètres du fuseau de l'ouvrage ;

- Un arrêté du ministre chargé de la sécurité des réseaux de transport et de distribution peut fixer des dimensions différentes pour certaines catégories de réseaux en raison de leur sensibilité particulière aux actes de malveillance ou de terrorisme, de l'importance de leur extension dans les zones urbanisées, ou de la rapidité de leur développement ;

- fuseau d'un ouvrage ou d'un tronçon d'ouvrage : volume contenant l'ouvrage ou le tronçon d'ouvrage déterminé à partir de sa localisation théorique, de ses dimensions, de son tracé, compte tenu de l'incertitude de sa localisation, et, pour un ouvrage aérien, de sa mobilité selon l'environnement dans lequel il est situé.

- travaux sans impact sur les réseaux souterrains : travaux entrant dans l'une des catégories suivantes :

a) Travaux ne comportant ni fouille, ni enfoncement, ni forage du sol et ne faisant subir au sol ni compactage, ni surcharge, ni vibrations susceptibles d'affecter les réseaux souterrains ;

b) Travaux en sous-sol consistant uniquement à ajouter, enlever ou modifier des éléments à l'intérieur de tubes, fourreaux, galeries techniques, existants et souterrains, à condition que ces

travaux ne soient en aucun cas susceptibles d'affecter l'intégrité externe ou le tracé de ces infrastructures ;

c) Pose dans le sol à plus de 1 mètre de tout affleurant de clous, chevilles, vis de fixation de longueur inférieure à 10 cm et de diamètre inférieur à 2 cm ;

d) Remplacement à plus de 1 mètre de tout affleurant de poteaux à l'identique, sans creusement supérieur à celui de la fouille initiale en profondeur et en largeur, et à condition que le creusement ne dépasse pas 40 cm de profondeur ;

- travaux suffisamment éloignés d'un réseau aérien : travaux dont l'emprise :

a) Ne s'approche pas à moins de 5 mètres du fuseau du réseau, en projection horizontale, si les travaux ne sont pas soumis à permis de construire ;

b) Est située intégralement à l'extérieur de la zone d'implantation du réseau, si les travaux sont soumis à permis de construire.

MISSION MAQUETTE NUMERIQUE (BIM)

L'ensemble des membres de la maîtrise d'œuvre est chargé de la réalisation de la maquette numérique de ce projet dans un processus BIM collaboratif. La maquette numérique est considérée à la fois comme un instrument de conception du projet, de suivi de sa réalisation et comme un livrable définitif au Maître de l'Ouvrage pour l'exploitation/maintenance (livrable exploitable et modifiable par le Maître d'Ouvrage). Le Maître d'Œuvre doit, pendant toute la durée du chantier, au titre notamment de ses missions VISA et DET, s'assurer de la conformité entre les documents d'études et l'ouvrage réalisé.

Le Maître d'Œuvre propose au Maître d'Ouvrage, en début de phase conception, l'organisation et le protocole de conception et de réalisation du projet en maquette numérique (BIM) qui définiront l'usage et les niveaux de détail de la maquette numérique pendant toutes les phases du projet, de l'APS au DOE.

La maîtrise d'œuvre, par ses spécialistes BIM par discipline, accompagnera le maître d'ouvrage dans sa démarche globale BIM pour bénéficier des avantages liés à cet outil, notamment pour l'exploitation et la maintenance futures de l'ouvrage.

L'architecte mandataire désignera une personne « BIM Manager maîtrise d'œuvre » qui assurera le cadre de développement du processus BIM.

Ce BIM Manager est chargé de coordonner l'usage du BIM sur le projet. Le BIM Manager est responsable de l'administration et de la gestion des procédés associés au BIM. Il coordonne la soumission des dessins individuels et les intègre à la maquette numérique. Le BIM Manager est en charge de la sécurité des données, de la préservation des enregistrements et du stockage des données.

Tous les moyens humains et matériels nécessaires au groupement de Maîtrise d'œuvre, la réalisation de la maquette numérique et la mission de BIM Manager sont financièrement inclus dans le coût du marché.

Le processus BIM, la gestion de la maquette numérique et les livrables à remettre au Maître

d'Ouvrage sont définis ci-dessous.

Protocole-cadre de collaboration BIM

L'architecte mandataire, par son BIM manager, soumettra au maître d'ouvrage, au plus tard en début de phase APS, un cadre général de développement BIM du projet, et ce cadre sera « vivant » durant le projet. Ce sera le document de référence pour tous les intervenants et utilisateurs de la maquette numérique. Il définira l'usage et le niveau de détail de la maquette numérique à chaque phase, de l'APS au DOE inclus.

Convention de collaboration BIM – Études

Le BIM manager maîtrise d'œuvre - appartenant à l'équipe de l'architecte mandataire - en collaboration avec les spécialistes BIM de chaque discipline du groupement de maîtrise d'œuvre, met en place dès le début des études - et supervise - ce document qui permettra aux équipes de maîtrise d'œuvre d'avoir un flux de travail collaboratif autour de la maquette numérique.

Maquette numérique Études

Pendant les études, à chaque rendu de phase (APS, APD, PRO), les documents contractuels définis au présent CCAP seront accompagnés d'une maquette numérique « Études », livrée dans un format numérique compatible avec le logiciel REVIT du Maître d'Ouvrage, version à valider selon l'avancement du projet.

Vérification et validation de la maquette Exécution, telle que construit

La maîtrise d'œuvre mettra à disposition des entreprises, dans le DCE, la maquette Études en format consultable. Elle vérifiera et validera la maquette 3D Études pendant le chantier, jusqu'à la livraison de la maquette 3D « telle que construit » des entreprises, conformément au protocole-cadre de collaboration BIM établi par le maître d'œuvre et validé par le maître d'ouvrage.

La maîtrise d'œuvre vérifiera la conformité de la charte BIM – EXE fournie par le BIM manager EXE (appartenant à l'entreprise désignée par le macro-lot le plus important) qui assurera le développement de la maquette EXE.

1 - Définition des livrables BIM

L'usage de la maquette numérique sera décrit, suivant la phase de rendu, dans le Protocole-cadre de collaboration BIM décrit en introduction du présent chapitre.

A chaque rendu de phase, les éléments graphiques seront accompagnés d'une maquette numérique qui contiendra un niveau de détail conforme au niveau de développement du projet. Ci-dessous, les éléments à intégrer dans le processus BIM et la maquette numérique par phase :

a. Etape BIM – ESQUISSE

- Modélisation des abords du site en 3D
- Modélisation du projet en 3D :
 - Topographie
 - Site et bâtiments avoisinants
 - Superstructure
 - Couverture,
 - Cloisons, Menuiseries intérieures
 - Façades, Menuiseries extérieures
 - Revêtements,
 - Appareils élévateurs

Le niveau de détail (appelé LOD de l'anglais Level of Detail) de la maquette Études de la phase ESQ sera équivalent à minima à un LOD 100.

Le fichier IFC4 (2x4) sera fourni au CHU de Montpellier.

b. Etape BIM - AVANT PROJET SOMMAIRE

- Géolocalisation du projet et rattachement au système de référence légal :
 - En planimétrie au système de référence RGF93 avec ellipsoïde IAG GRS 1980 associé à la projection Conique Conforme CC 43 et la projection Lambert 93 ;
 - En altimétrie aux réseaux de nivellement IGN 69.
- Modélisation du projet en 3D avec toutes les variantes et évolutions :
 - Topographie
 - Site et bâtiments avoisinants
 - Voirie Réseaux Divers
 - Fondations, Infrastructure
 - Superstructure
 - Couverture, Etanchéité
 - Cloisons, Doublages, Menuiseries intérieures
 - Façades, Menuiseries extérieures
 - Revêtements, Peinture
 - CVC
 - Plomberie Sanitaire
 - Courants forts
 - Courants faibles
 - Appareils élévateurs
 - Production locale d'énergie

Cette étape comprend aussi la création de différentes nomenclatures (surfaces, quantités, etc.)

Le niveau de détail de la maquette Études de la phase APS sera équivalent à minima à un LOD 200.

Le fichier IFC4 (2x4) sera fourni au CHU de Montpellier.

c. Etape BIM - AVANT PROJET Définitif

- Modélisation du projet en 3D avec toutes les variantes et évolutions :
 - Topographie
 - Site et bâtiments avoisinants
 - Voirie Réseaux Divers
 - Fondations, Infrastructure
 - Superstructure
 - Couverture, Etanchéité
 - Cloisons, Doublages, Menuiseries intérieures
 - Façades, Menuiseries extérieures
 - Revêtements, Peinture
 - CVC
 - Plomberie Sanitaire
 - Courants forts
 - Courants faibles
 - Appareils élévateurs

- Production locale d'énergie

Cette étape comprend aussi la mise à jour des différentes nomenclatures.

Le niveau de détail de la maquette Études de la phase APD sera équivalent à minima à un LOD 300.
Le fichier IFC₄ (2x4) sera fourni au CHU de Montpellier.

2 - Etape BIM-PRO

- a) Intégration des éléments techniques dans la maquette numérique :
 - Structures / Fondations
 - Réseaux fluides-médicaux
 - Réseaux électricité, SSI, courants faibles
 - CVC, Plomberie, Sanitaire
 - Autres réseaux
 - ...
- b) Vérification de la conformité des normes :
 - Unités
 - Géo-référencement
 - Découpage des fichiers (un par lot)
 - Arborescence des fichiers
 - Unicité du nom des espaces (codes GMAO CHU)
 - Mode de définition des objets
 - Complétude
 - Modélisation géométrique
 - Niveau de détail
 - Correspondance avec les classes IFC
 - ...
- c) Intégration de la bibliothèque des équipements
 - Conformité de la hiérarchie de la nomenclature des équipements
 - Quatre niveaux : 1 Système, 2 Sous-systèmes, 3 Constituants, 4 Caractéristiques
 - Intégration des codes GMAO fournis par le CHU de Montpellier
 - Développement de la nomenclature
 -

Le niveau de détail de la maquette Études de la phase PRO sera équivalent à minima à un LOD 350.
Le fichier IFC₄ (2x4) sera fourni au CHU de Montpellier.

3 - Etape BIM-DCE

La maîtrise d'œuvre inclura dans le cadre du DCE des clauses BIM à destination des BIM managers entreprises.

La maquette Études sera mise à disposition des entreprises sélectionnées.

Les clauses BIM décrites par la maîtrise d'œuvre demanderont à l'entreprise désignée pour le macro-lot le plus important ou par l'entreprise générale la réalisation de la charte BIM-EXE, qui sera soumise à la validation de la maîtrise d'œuvre, pour s'assurer de la cohérence avec le protocole-cadre de collaboration BIM validé par la maîtrise d'ouvrage.

Le niveau de détail (appelé LOD de l'anglais Level of Detail) de la maquette Études de la phase DCE sera équivalent à minima à un LOD 350.

Le fichier IFC4 (2x4) sera fourni au CHU de Montpellier.

4 - Etape BIM - EXE, SYN

Mise à disposition d'une plateforme d'échange de fichiers, de type FTP.

La maîtrise d'œuvre vérifiera et validera les maquettes BIM EXE, fournies par les entreprises, sous la Coordination du BIM Manager EXE (appartenant à l'entreprise générale ou à l'entreprise désignée par le macro-lot le plus important).

La cellule de synthèse utilisera la maquette numérique dans ses processus.

La maîtrise d'œuvre demandera aux entreprises de fournir une maquette EXE avec une exigence de détail équivalent à minima à un LOD 400.

5 - Etape BIM-DOE

La production d'une maquette DOE nécessite de renseigner la maquette numérique au fur et à mesure des études d'exécution et en phase de réalisation. Les partenaires devront, chacun selon leur technicité liée aux études d'exécution, renseigner la maquette au fur et à mesure des évolutions du projet. Le rôle du BIM Manager sera d'assurer la conformité des travaux avec les études d'exécution et la cohérence des éventuelles mises à jour en phase de réalisation.

- 1) Intégration des éléments architecturaux : vérification de la conformité des données.
- 2) Intégration des éléments techniques :
 - Vérification de conformité des données transmises par les entreprises ;
 - Conformité de la hiérarchie de la nomenclature des équipements ;
 - Quatre niveaux :
 - Niveau 1 : Systèmes ;
 - Niveau 2 : Sous-systèmes ;
 - Niveau 3 : Constituants ;
 - Niveau 4 : Caractéristiques.

La maîtrise d'œuvre contrôlera, tout au long du chantier, la conformité de la charte BIM-EXE mentionnée ci-dessus avec le protocole-cadre de collaboration BIM qui définira, sous la validation de la maîtrise d'ouvrage, le contenu et le niveau de détail de la maquette DOE.

La maîtrise d'œuvre vérifiera et validera la maquette BIM DOE, fournie par le BIM manager EXE après compilation des maquettes entreprises, qui devront atteindre un niveau de détail équivalent à un LOD 500.

6- Les niveaux de détail de la maquette

Le niveau de détail de la maquette dépend de la phase du projet. Internationalement, les différents niveaux de détails suivants ont été adoptés :

- LOD 100 : les éléments du modèle peuvent être représentés par un symbole ou de manière générique. Les informations contenues dans les éléments peuvent provenir d'autres éléments ;
- LOD 200 : les éléments du modèle sont représentés graphiquement d'une manière

générique en tant qu'objet. Les dimensions, quantités, formes, positions et orientations des éléments peuvent être approximatives ;

- LOD 300 : les éléments du modèle sont représentés graphiquement d'une manière spécifique en tant qu'objet ou assemblage. Les dimensions, quantités, formes, positions et orientations sont spécifiques aux éléments ;
- LOD 350 : les éléments du modèle sont représentés graphiquement d'une manière spécifique en tant qu'objet ou assemblage. Les dimensions, quantités, formes, positions et orientations sont spécifiques aux éléments. Les éléments interagissent avec les autres éléments ;
- LOD 400 : idem LOD 350 avec en plus les informations sur le détail, la fabrication, l'assemblage et l'installation des éléments ;
- LOD 500 : idem LOD 400 mais tel que construit et vérifié sur place.

7- Interprétation « à la française » des LOD

Ils y deviennent des niveaux de détails - des ND. Le découpage proposé est le suivant :

- ND 1 : Concepts et esquisses du projet ;
- ND 2 : Avant-Projet Sommaire et Permis de Construire (BIM-APS) ;
- ND 3 : Avant-Projet Détaillé, Pré Synthèse, phases PRO et DCE (BIM-PRO) ;
- ND 4 : Synthèse et phase Exécution ;
- ND 5 : Dossier des Ouvrages Exécutés (BIM-DOE) ;
- ND 6 : Phase d'Exploitation du bâti.

8- Restitution des documents

Le dossier DOE comporte la maquette numérique conforme au bâtiment réalisé. Son contenu correspondra au BIM-DOE. Elle sera remise dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception.

Les plans produits sont issus de la maquette numérique BIM 7D : les pièces papier sont constituées de la stricte impression des pièces numériques. Les pièces numériques (fichiers) sont rangées sur le support dans l'ordre inscrit sur la nomenclature. Le nom de la pièce numérique est constitué d'un numéro d'ordre et du nom de la pièce papier type XXXX-Nom_de_la_piece, sans caractère accentué, spécial ou blanc)

Le BIM 7D du bâtiment complet est livré dans un seul fichier au format natif et un seul fichier au format IFC.

Le BIM 7D doit-être produit par lot, la livraison du BIM-DOE Architecte complet sera complétée d'un BIM-DOE MEP par lot.

9 - Formats de fichiers

La maquette numérique BIM-DOE sera livrée en deux formats :

- 1) Le format natif propre au logiciel utilisé,
- 2) Le format IFC4 (2x4), conforme à la norme ISO 10303-21.

Les fichiers natifs et IFC seront produits en deux étapes consécutives afin de garantir qu'ils correspondent au même état de définition du bâtiment.



10 - Applications agréées

Un BIM ne peut être produit avec un simple logiciel de dessin. Il faut impérativement utiliser une application capable d'exporter un BIM au format IFC4 (2x4), parmi celles qui figurent dans le dossier « Les logiciels » du site www.buildingsmart.fr